

**MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS  
SECONDAIRE ET SUPERIEUR**



**UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST  
UNITE UNIVERSITAIRE A BOBO-DIOULASSO ( UCAO / UUB)**

**Evolution des connaissances des participants d'une  
démarche participative : exemple de la gestion  
multiusage de l'eau dans le bassin de la Volta**

**ETUDIANTE :**

KABORE Martine

**DIRECTEUR DE MEMOIRE:**

Pr ZONGO Mahamadou

Maître de Conférences à l'Université  
de Ouagadougou

**MAITRE DE STAGE:**

Dr William's DARE

sociologue au CIRAD

*Année académique 2011-2012*

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

<b>AGR</b>	: Activités Génératrices de Revenus
<b>BWFA/DCE</b>	: BAWKU West Farmers Association/District Chief Exécutive
<b>BWUA</b>	: Binaba Water Users Association
<b>CIRAD</b>	: Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
<b>CORIKAB</b>	: Coopérative Rizicole Kamanadié de Boura
<b>CPWF</b>	: Challenge Program of Water and Food
<b>CSPS</b>	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
<b>MOFA</b>	: Ministry of Food and Agriculture
<b>ODE</b>	: Office de Développement des Eglises Evangéliques
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>PIAME</b>	: Programme d’Intensification Agricole par la Maîtrise de l’Eau
<b>PTF</b>	: Partenaire Technique et Financier
<b>SARI</b>	: Savannah Agriculture Research Institut

## **LISTE DE TABLEAUX**

Tableau n°1 : récapitulatif de personnes enquêtées à Binaba.....	3
Tableau n°2 : récapitulatif de personnes enquêtées à Boura .....	3
Tableau n°3 : composition de Binaba Watter Users Association.....	7
Tableau n°4 : récapitulatif de la restitution de la démarche participative et de l’atelier à Binaba .....	53-54

## Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	i
Liste de tableaux.....	ii
Introduction et contexte de l'étude.....	1
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DES ZONES D'ETUDE, PROBLEMATIQUE ET MOTHODOLOGIE .....	3
I- Présentation des zones d'étude.....	3
II- Problématique.....	4
III-Méthodologie.....	5
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULATS.....	13
I-Etat des savoirs en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage de Binaba ....	10
II - Etat des savoirs en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage de Boura...	25
III- ANALYSE CRITIQUE.....	53
CONCLUSION .....	56
Références bibliographique.....	51
ANNEXE.....	53

## Introduction et contexte de l'étude

Le bassin de la Volta se situe principalement au Ghana et au Burkina Faso, et secondairement avec de petites zones au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo. Ces pays se classent parmi les plus pauvres du monde. Le bassin est habité par 19 millions de personnes dont 70 % d'entre elles vivent en milieu rural. Une grande part de son économie repose sur l'agriculture, essentiellement pluviale. Soumises à des sécheresses, les rendements agricoles et la productivité de l'eau sont faibles.

Ainsi, en vue d'améliorer la gestion des eaux pluviales afin de réduire la vulnérabilité des pauvres à travers l'agriculture de contre saison, la construction de petits barrages s'est accélérée dans les années 60-70 au Burkina Faso (Dialla, 2002) et au Ghana (IWMI, 2010).

Le Challenge Program for Water and Food (CPWF) est une initiative de recherche internationale qui vise à « améliorer la gestion des eaux pluviales et des petits barrages pour contribuer à la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la résilience des moyens de subsistance en prenant en compte, en amont et en aval, les usagers de l'eau et les écosystèmes »<sup>1</sup>. Le programme dans le bassin de la Volta s'occupe de la gestion intégrée des eaux pluviales et des petits barrages pour des usages multiples. Il est organisé en 5 projets chacun traitant d'un aspect particulier de la gestion des eaux :

- V1 : Ciblage et dissémination des interventions sur la gestion des eaux à des fins agricoles ;
- V2 : Gestion intégrée des eaux pluviales dans les systèmes agro-pastoraux ;
- V3 : Gestion des petits barrages à usages multiples ;
- V4 : Gestion des sous bassins et gouvernance des eaux pluviales et des petits barrages ;
- V5 : Coordination et apprentissage pour une gestion adaptative et les changements.

Le projet Volta 3 (V3) vise à développer une démarche participative, à perpétuer les infrastructures, à protéger et le cas échéant et améliorer la qualité de l'eau, à renforcer les potentiels de productivité de l'eau, et à rechercher l'équité entre les usages multiples. Le projet V3 est piloté par le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) présent au sein de l'Unité Mixte de Recherche G-Eau. Les sites d'étude sont Boura dans la Région du Centre-Ouest du Burkina Faso et de Binaba dans l'Upper East Region du Ghana.

Ce stage qui s'inscrit dans le V3 vise à poser les premiers éléments d'un protocole de suivi-évaluation en vue de rendre compte des effets de la démarche sur la gestion de l'eau d'une manière générale. Plus particulièrement, ce stage a pour objectif d'analyser l'évolution des connaissances des acteurs impliqués dans la démarche participative notamment les membres de groupements participants ou non aux ateliers de restitution, les autorités locales (autorités coutumières, administratives et politiques), les autres usagers afin de fournir un premier aperçu des connaissances des acteurs.

Le rapport présente les résultats de l'étude sur l'état des lieux des savoirs en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs réalisés à Binaba au Ghana et à Boura au Burkina Faso relatifs aux savoirs techniques, sociaux, économiques politiques et sur la démarche participative. Il est composé des deux parties suivantes :

---

<sup>1</sup> <http://volta.waterandfood.org/>

- la présentation des zones d'étude, la problématique et la méthodologie utilisée,
- la présentation et l'analyse des résultats sur l'état des lieux des savoirs des acteurs sur le fonctionnement et la gestion des barrages de Binaba et de Boura et une analyse critique de ces résultats.

## PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DES ZONES D'ETUDE, PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE

### I- Présentation des zones d'étude

Le Burkina Faso et le Ghana se sont engagés dans la mobilisation des ressources en eau à travers la construction de milliers de barrages et retenues d'eau pour faire face au problème de pénurie d'eau. Ainsi, un grand nombre de petits barrages à vocation hydro-agricole parsèment les paysages ghanéens et burkinabè. Ces petits barrages sont utilisés à des fins divers, y compris l'approvisionnement en eau domestique (principalement pour la lessive), l'élevage, l'irrigation à petite échelle, et l'aquaculture dans une moindre mesure.

Dans le cadre du projet V3, le barrage de Binaba 2 au Ghana et celui de Boura au Burkina Faso ont été retenus pour l'étude. Le barrage de Binaba 2 construit en 1962 se trouve au Ghana, dans la région supérieure Est du district Bawku West, à environ 15 km au Sud de Zebilla et à 53 km à l'Est de la ville de Bolgatanga capitale de la dite région.

Le barrage de Boura construit en 1983 se trouve au Burkina Faso dans la région du Centre-Ouest, province de la Sissili, à environ 45 km à l'Ouest de la ville de Léo et à 210 km de la ville de Ouagadougou. Les critères de choix de ces sites ont été déterminés par l'équipe projet :

- l'état des infrastructures : un site où le réservoir n'est pas endommagé (digue, évacuateur de crues,...) ;
- un site où l'eau est présente en permanence (dans des conditions hydrologiques « normales») ;
- l'intensité des usages : un réservoir exploité où le multi-usage est effectif ;
- l'accessibilité tout au long de l'année et la proximité des intervenants : à des fins logistiques (notamment en ce qui concerne les approches participatives) ;
- un site exploité par un nombre peu important de villages (approches participatives à nouveau) ;
- système d'agriculture mixte : avec des cultures commerciales stimulent les systèmes d'exploitation agricole, dans les vallées intérieures et sur les bassins versants ;
- existence d'un cadre de gestion : un site où des structures ont déjà été implémentées, consacrées à la gestion, au contrôle et à la régulation de l'accès et des usages du réservoir.

## **II- Problématique**

Le stage a pour objectif de fournir des éléments d'analyse permettant de rendre compte des effets de la démarche participative sur la gestion de l'eau. Cette demande est exprimée par les chercheurs et le programme afin de mieux comprendre l'impact des activités de recherche sur le développement.

Le problème est que ces effets sont diffus. En effet, d'autres projets interviennent dans les sites d'étude, donc comment être sûr que les effets observés sont bien liés à la démarche participative développée dans le V3 et non pas liés à un autre projet. Cette question du contexte est d'autant plus fondamentale que les relations entre sociétés et environnements sont complexes et rendent difficile une analyse causale des effets.

Considérant cette difficulté, nous avons décidé de suivre uniquement un type de support de ces effets : les apprentissages produits par la démarche participative. Pourquoi ? Parce que la littérature montre qu'ils sont plus souvent circonscrits par les acteurs et que ces derniers les lient plus facilement avec des étapes concrètes du projet. L'autre avantage est de pouvoir comparer les savoirs acquis entre ceux qui les ont reçus directement en assistant aux ateliers mis en place dans la démarche et ceux des personnes qui n'y ont pas assisté.

Mais ces savoirs sont pluriels. C'est pourquoi nous avons proposé de distinguer différents types de savoirs techniques, sociaux, économiques, politiques et sur la démarche participative. Les savoirs techniques sur la gestion de l'eau font référence aux connaissances que les acteurs ont d'un point de vue technique sur le barrage (technique d'ouverture ou de fermeture des vannes, de pompage, de répartition de l'eau, de nettoyage ou de curage des canaux ou du déversoir, etc.) mais aussi de la gestion de l'eau (technique de prélèvement, d'utilisation, de rejet de l'eau pour telle ou telle activité). Les savoirs sociaux font allusion aux apports sociaux des groupements et associations à leurs membres et au reste de la population en rapport avec les usages de l'eau, aux contraintes liées à la vie des associations et groupements. Les savoirs économiques traitent des contraintes de production, d'écoulement de la production et des retombées économiques des activités autour des barrages aux populations. Les savoirs politiques s'intéressent aux relations que les usagers entretiennent entre eux dans la gestion de leurs groupements et associations d'une part, et celles entretenues avec les autorités locales (chefs coutumiers, responsables administratifs et politiques), les ONG, PTF ou d'autres partenaires en liaison avec la gestion des barrages. Les savoirs sur la démarche participative, enfin portent sur les connaissances qu'ont les populations de la démarche participative (ses enjeux, son but, ses étapes et outils).

Pour ce faire, nous avons proposé la méthodologie suivante cherchant à caractériser la pluralité des savoirs des acteurs interrogés dans les milieux d'étude.



### III- Méthodologie

#### III-1. La population d'enquête

Notre population d'enquête est composée de la population cible et des personnes ressources. La population cible est constituée des membres d'associations et de groupements participants ou non participants aux ateliers de restitution, et des autres usagers de l'eau des barrages de Binaba et de Boura. Les personnes ressources avec lesquelles nous nous sommes entretenus dans le cadre de l'étude sont issues de plusieurs institutions que la gestion du barrage interpelle d'une manière ou d'une autre. Il s'agit essentiellement des autorités coutumières, administratives et politiques. Leur choix a été fait sur la base des listes de présence aux ateliers. Pour ce qui est des choix des usagers de l'eau (population cible), sur la base de ces listes nous avons identifié 5 personnes par catégorie d'acteurs. Mais le choix des autres usagers (usages domestiques, vendeurs d'eau ou construction, etc.) s'est fait avec la contribution de notre interprète (Mr PABOUM) à Binaba, et à Boura avec l'aide du premier adjoint au maire. C'est aussi le premier adjoint au maire qui nous mis en contact avec la responsable du groupement féminin BAYERGA qui n'était pas représenté à l'atelier de Boura. Après avoir enquêté cette dernière, nous lui avons demandé de nous lister 4 autres membres pour que nous puissions voir 5 femmes.

#### III-2. L'échantillon

Les enquêtes se sont déroulées en deux périodes différentes sur les sites d'étude. La première phase de terrain s'est déroulée en mi-mai à Binaba et la seconde phase, en juin à Boura. Sur le site de Binaba, nous avons mené les enquêtes avec les membres de Binaba Water Users Association (BWUA) qui est l'association des usagers du barrage, et est composée d'agriculteurs (les exploitants de la plaine), de pêcheurs, et d'éleveurs. Nous avons également travaillé avec les dolotières, le groupement féminin, les autres usagers de l'eau constitués d'usagers domestiques, de vendeurs d'eau, de laveurs d'engins et les acteurs administratifs et coutumiers de Binaba. Au début, nous avons voulu interviewer 5 personnes par catégorie d'acteurs mais nous n'avons pas pu parce que nous n'avons retrouvé que le chef, le technicien agricole et un agent de SARI à Binaba. Les responsables du Ministry Of Food and Agriculture (MoFa), et de BAWKU West Farmers Association/District Chief Exécutive (BWFA/DCE) qui faisaient partis de notre échantillon n'y résidaient pas. Ils étaient venus d'ailleurs participer à l'atelier. Au niveau du groupement féminin, la responsable nous avait donné une liste de quatre femmes en plus d'elle même, mais nous n'avons pas retrouvé la cinquième femme la veille de notre retour. Nous avons demandé aux femmes enquêtées de nous proposer une cinquième pour un remplacement parce que leur responsable était en déplacement, mais elles ont refusé. Ainsi, nous avons pu interviewer au total 32 personnes à Binaba réparties comme suit:

Catégorie d'enquêtés	Participant à l'atelier	Non participant à l'atelier	Total
Agriculteurs	2	3	5
Eleveurs	2	3	5
Pêcheurs	4	1	5
Dolotières	4	1	5
Groupement féminin	1	3	4
Autres usagers	0	5	5
Acteurs administratifs et coutumiers	3	0	3
Total	16	16	32

**Tableau 1** : récapitulatif de personnes enquêtées à Binaba

Sur le site de Boura, nous avons travaillé avec les groupements de producteurs de riz (CORIKAB), de légumes (PIAME), de tomates (Tom Ossi Ti), de pêcheurs (AKAWERI), de pasteurs éleveurs (DJAMNATI), le groupement féminin (BAYERGA), les autres usagers constitués d'usagers domestiques, de vendeurs d'eau et de laveurs d'engins et des acteurs coutumiers, administratifs et politiques.

Catégories d'enquêtés	Participant à l'atelier	Non participant à l'atelier	Total
<b>CORIKAB</b>	0	5	5
<b>PIAME</b>	0	5	5
<b>Tom Ossi Ti</b>	0	5	5
<b>AKAWERI</b>	1	4	5
<b>DJAMNATI</b>	0	5	4
<b>BAYERGA</b>	0	5	5
<b>Autres usagers</b>	0	5	5
<b>Acteurs administratifs</b>	5	0	5
<b>Total</b>	6	33	39

**Tableau 2** : récapitulatif des personnes enquêtées à Boura

Selon Mr Adama TRAORE, organisateur de l'atelier de Boura, il avait invité 2 membres par groupement. Mais le groupement Tom Ossi Ti avait un seul représentant à l'atelier, donc il y avait au total 9 représentants de groupements puisqu'il y avait 5 groupements présents. Nous avons enquêté 6 lors du 1<sup>er</sup> passage (cf le tableau récapitulatif des enquêtés de Boura du rapport de Mr MEDAH. Parmi les 3 qui restaient, nous n'avons pu interroger qu'1 parce que les 2 autres étaient en déplacement et nous avons procédé à un remplacement.

Nous avons au total interviewé 71 personnes sur les sites de Binaba et de Boura dans le cadre de l'étude. Le déséquilibre entre le nombre des participants s'explique par le fait que le mode d'organisation était différent à Binaba et à Boura. A Binaba, en dehors des autres usagers, les autres catégories étaient représentées à l'atelier et 5 personnes par catégorie. Pourtant à Boura, les autres usagers et le groupement féminin étaient absents. Les groupements PIAME avaient 2 représentants que nous avons interviewés au premier passage. Le groupement Tom Ossi Ti était représenté par un seul membre que nous avons également enquêté au 1<sup>er</sup> passage. Pour les groupements CORIKAB, AKAWERI et DJAMNATI, nous avons interrogé un représentant. Il ne nous restait donc que 3 participants membres de groupement non enquêtés. Lors de notre second passage, parmi ces 3 participants, nous avons pu interroger 1 et avons remplacé 2 parce qu'ils étaient en déplacement.

### **III-3. Les outils de production de données**

Afin de cerner l'évolution des connaissances des acteurs de Binaba et de Boura sur le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs, nous avons utilisé la recherche documentaire, l'entretien et l'observation non participante.

#### **III-3-1. La recherche documentaire**

Dans la quête d'une précision de la problématique de l'étude, nous avons consulté les travaux d'auteurs qui se sont intéressés essentiellement aux barrages hydro-agricoles d'une manière générale, à la gestion des petits barrages et spécifiquement au multi-usage des grands et petits barrages.

### **III-3-2. L'entretien**

Il consiste à provoquer une conversation entre un enquêté et un enquêteur muni de consignes et le plus souvent d'un guide d'entretien. Celui-ci se présente sous la forme d'une liste de questions ou de thèmes qui doivent être obligatoirement abordés au cours de l'opération. Le choix de cet outil se justifie par la nature qualitative de cette étude. L'avantage des entretiens est la présence de l'intervieweur qui permet de s'assurer que les questions sont bien comprises. L'entretien semi-directif a été privilégié. C'est un type d'entretien qui est ouvert mais centré sur des thèmes précis. Il est interactif, c'est à dire que l'enquêteur, pour faciliter l'expression de l'enquêté, relance et reformule les propos de celui-ci.

### **III-3-3. L'observation non participante**

Elle nous a permis d'observer les barrages en amont et en aval, les périmètres irrigués, l'état des canaux d'irrigation, des déversoirs et les activités menées par les populations autour des barrages sur les deux sites. L'observation a aussi porté sur le lavage d'engins, de véhicules, l'abreuvement d'animaux en divagation ou guidés vers les barrages, les spéculations produites par les exploitants des parcelles irriguées, les techniques et moyens de productions utilisés pour la production des spéculations.

Au cours des ateliers de restitution à Binaba et à Boura, l'observation a porté sur les différentes interactions entre les acteurs (les chercheurs, les autorités locales, les membres de groupements ou d'associations).

L'atelier de Binaba a duré trois heures et a mobilisé cinquante six participants (56) composés d'hommes et de femmes. Nous avons remarqué que durant l'atelier le chef a monopolisé la parole parce qu'à chaque restitution des chercheurs, il intervenait pour expliquer de nouveau ce qui a été dit malgré qu'il y avait un interprète. Le chef répondait parfois aux questions à la place des chercheurs qui présentaient leurs résultats. Il y a eu seulement plusieurs interventions (deux hommes et une femme), et après certains participants prenaient la parole sans qu'on ne leur donne pour exprimer leurs inquiétudes. Il existait une sorte de « liberté », de non respect de la procédure normale (il faut qu'on ait la parole avant d'intervenir) dans les rencontres. Cela sous entend que les participants étaient à l'aise, et s'intéressaient aux débats. Mais ça ne veut pas dire que ce n'était pas le cas à Boura, nous voulons juste insister sur l'ambiance de l'atelier de Binaba.

Les projections vidéos et les posters (4) ont été utilisés par les chercheurs pour véhiculer l'information aux participants et les thèmes développés étaient entre autres : Rapid Rural Appraisal in Binaba, Participatory Modellings of Uses. Il faut noter qu'il y a eu un interprète pour traduire de l'anglais en koussassé (langue locale de Binaba). Il y avait toujours de l'ambiance après l'atelier parce qu'on avait l'impression qu'on était à une fête, tout le village a su qu'il s'est tenu une rencontre dans la localité.

A Boura, en revanche la mobilisation des participants n'était pas de taille, il y avait trente deux participants (32) à l'atelier. Il faut noter qu'aucune femme n'y était. Les chercheurs ont également utilisé des photos, des posters (9) et la projection (power point) pour présenter leurs résultats aux participants. Les interventions des chercheurs ont porté sur : la modélisation/état de santé du lac, l'état de santé de la population, le volet économique et santé des ménages, modélisation participative des usages agricoles.

Les participants contrairement à Binaba ont plus intervenus pour les questions d'éclaircissement. Il y a eu 6 interventions pour les questions de compréhension sur les impacts du Centre de Santé et de Promotion Santé et de Promotion Sociale (CSPS) sur le

barrage à cause de sa proximité du barrage, le problème des macrophytes, la capacité de résistance de la digue, la mort de poissons, les actions à mener pour protéger la digue. On n'a pas senti la présence du chef coutumier durant l'atelier. En dehors de son intervention pour se présenter, le chef n'a plus pris la parole. C'est plutôt le premier adjoint au maire qui a beaucoup intervenu au cours de l'atelier. Comparativement au rôle du chef du Binaba à l'atelier, nous pouvons noter que le jeu de pouvoir moderne prime sur le pouvoir traditionnel à Boura.

### **III-3-4. La stratégie d'analyse**

Les entretiens ont bénéficié d'un traitement manuel. Tous les entretiens et les observations ont fait l'objet de rapports ou de synthèses. Ils ont d'abord été transcrits puis regroupés par catégorie d'acteurs et par site. Pour chaque catégorie et chaque site nous avons procédé à un regroupement à partir de différents thèmes abordés, puis nous avons établi une comparaison en faisant ressortir les convergences et les divergences et, enfin une synthèse a été réalisée.

### **III-3-5. Les difficultés et limites**

L'une des difficultés rencontrées sur le terrain est la langue, à Binaba, les enquêtés parlent le koussassé au lieu de l'anglais. Nous étions obligés de recourir à un interprète, portant comme on le dit « traduire c'est trahir ». Nous avons travaillé avec deux (2) interprètes qui étaient du village. Nous avons d'abord travaillé avec le premier interprète (Mr PABOUM Lamine) et le second, Mr KOFFI dit Pasteur. En fait, le pasteur a été désigné comme la personne qui parlait le français en plus de Mr PABOUM à Binaba à l'atelier parce qu'il venait d'arriver de la Côte d'Ivoire. Or Mr PABOUM devait être l'interprète de Lorraine à notre passage.

Nous avons eu des difficultés pour nous faire comprendre parfois par l'interprète parce qu'il fallait relancer certaines questions plusieurs fois. A cela s'ajoute l'influence de l'interprète sur les réponses (il arrive parfois qu'il dise à des enquêtés de ne pas nous dire la vérité sur certaines questions parce que nous sommes étranger, et pourquoi nous voulons avoir toutes ces informations)<sup>2</sup>. Il y a également le fait que les enquêtés se réservent sur certaines questions « de peur d'être indexé » peut être après surtout quant il s'agit des relations avec le chef et les autorités administratives.

La longueur du questionnaire a constitué une difficulté pour nous dans la mesure où les enquêtés se plaignaient que nous avons pris trop de leur temps. Il arrive que des personnes non concernées par l'étude ou les enquêtés eux-mêmes se plaignent du temps mis pour l'entretien ou viennent dire à des enquêtés pendant l'entretien que « c'est encore ces gens qui là avec leurs questions qui ne finissent jamais ». Du coup ces propos influencent le comportement de l'enquêté (il répondait alors rapidement pour se débarrasser de nous malgré nos relances, il n'y avait plus de discours). Nous avons vécu ces situations à Binaba comme à Boura.

La disponibilité des gens à Boura à cause de la saison pluvieuse qui s'installait a constitué une autre contrainte. Il fallait aller très tôt dans les ménages à partir de 7 h et contacter au fur et à mesure les gens pour voir à quel moment ils seront de retour des champs pour les entretiens. Il y a aussi le fait que certains enquêtés étaient trop sollicités dans d'autres activités du fait qu'ils soient à la fois membres de plusieurs groupements. En plus, certaines personnes nous évitaient parce qu'elles nous donnaient soit de faux RDV ou nous disaient simplement qu'elles étaient en déplacement à Ouagadougou ou dans d'autres localités pourtant, elles étaient sur place. Nous étions obligés de les remplacer pour gagner en temps. Il faut souligner que Boura est trop sollicité pour les enquêtes (il y avait quatre (4) enquêteurs pour des études

---

<sup>2</sup> La langue Koussassé est proche du Mooré, langue que nous parlons.

différentes sur le terrain en même temps), cela fait que les populations sont réticentes parce qu'elles se disent qu'elles n'ont rien en retour. On ne fait que les fatiguer avec les questions à chaque fois.

A Binaba, les populations manifestent aussi une certaine réticence à s'exprimer sur les rapports qu'elles entretiennent avec les autorités locales. La majorité des enquêtés nous ont fait savoir qu'il n'existe que de l'entente et de la collaboration entre eux et les autorités locales. Seulement quelques pêcheurs et un producteur ont accepté se prononcer sur leur mésentente avec le chef par rapport à la gestion du barrage. Le producteur en a parlé longuement (nous pensons que cela a été possible parce qu'il n'y avait pas d'interprète, c'était un mossi). L'enquêté n'avait pas peur de s'exprimer parce que non seulement le pasteur (notre interprète) influençait les réponses mais aussi empêchait certains enquêtés de s'exprimer librement sur certains faits.

Les limites de l'étude résident dans le fait qu'il existe un déséquilibre entre le nombre de participants à l'atelier enquêtés à Binaba et à Boura. Cela se justifie d'une part par la différence du modèle de mobilisation des participants dans les deux sites et d'autre part par le fait que nous n'avons pu interviewer que 4 participants à Binaba au premier passage.

## DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Cette partie portera sur les savoirs techniques, sociaux, économiques, politiques de la population de Binaba en rapport avec le fonctionnement et la gestion du barrage et leurs savoirs sur la démarche participative.

### I-Etat des savoirs en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage de Binaba

#### I.1- Les savoirs techniques

A Binaba, l'association des usagers est composée d'agriculteurs (exploitants de la plaine), de pêcheurs et d'éleveurs. En principe si l'association fonctionnait normalement (il devrait y avoir qu'un seul bureau regroupant l'ensemble des différents types d'utilisateurs pour le faire fonctionner). Il ne devait plus exister un groupement de pêcheurs comme nous l'avons constaté. De plus, nous avons travaillé avec l'association des dolotières Bood Neéré (qui est informelle), le groupement féminin, les autres usagers et les autorités coutumières et administratives.

<b>Binaba Water Users Association (BWUA)</b>	Agriculteurs (exploitants de la plaine)
	Pêcheurs
	Eleveurs

**Tableau 3 : composition de BWUA**

Le multi usage de l'eau est un élément clé de l'augmentation des besoins alimentaires dans les pays en développement où l'eau est souvent rare. Les barrages d'une manière générale sont perçus comme des biens communautaires qui n'appartiennent à personne. Leur gestion se pose donc de plus en plus avec acuité à cause de l'augmentation du nombre d'utilisateurs autour des retenues d'eau et la diminution de la capacité des retenus sous l'effet de l'ensablement. En vue d'une meilleure gestion de l'eau et d'entretenir l'infrastructure des structures de gestion ont été mises en place autour des barrages. Ainsi à Binaba, les organisations d'utilisateurs, le chef coutumier et le technicien agricole sont impliqués dans la gestion du barrage. Nous cernerons les savoirs des membres de BWUA, des dolotières, du groupement féminin, des autres usagers de l'eau du barrage et des acteurs administratifs et coutumiers de Binaba.

Les pêcheurs de notre échantillon n'ont pas reçu de formations techniques dans la gestion ni le fonctionnement du barrage. Ils ont certes des savoir-faire relatifs à la pêche et interviennent souvent dans la gestion du barrage en interdisant des pratiques qui sont susceptibles de porter préjudice à leur activité. Les pêcheurs interdisent également des agriculteurs de mettre des tiges ou à certaines personnes de jeter des ordures dans le barrage. Ainsi A.R<sup>3</sup> trouve que « j'ai reçu une formation sur les périodes de pêche (quand les poissons « pondent » et quand il y a assez d'eau dans le barrage, on ne doit pas pêcher), le jet de filet, l'utilisation de la pirogue ». A.P<sup>4</sup> ajoute « avec le reste de la population, nous n'avons pas de problème sauf le fait que parfois nous empêchons certaines personnes de jeter des ordures dans le barrage ou de cultiver aux abords du barrage ». Les membres de l'association des pêcheurs UNITED

<sup>3</sup>Amonan Richard, jeune pêcheur, non participant, entretien réalisé le 21/05/12, avec Paboum comme interprète, non enregistré

<sup>4</sup>Azubila Peter, fisherman, participant à l'atelier, entretien réalisé le 21/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

n'ont certes pas reçu de formation dans le domaine de la gestion et du fonctionnement du barrage mais cela ne les empêche pas de défendre leurs intérêts communs.

Concernant les savoirs techniques des exploitants de la plaine, la gestion des périmètres aménagés de la plaine est assurée par les exploitants réunis en association. Les usagers de la plaine ont en charge la gestion de l'eau et la maintenance des infrastructures, directement sous la responsabilité des membres de l'association qui sont des producteurs. Les exploitants des parcelles ont en charge la gestion de l'eau dans la plaine aménagée de manière individuelle. La gestion de l'eau consiste surtout à faire coïncider les différentes phases du cycle végétatif de la culture, c'est-à-dire le calendrier cultural, et un programme d'ouverture/fermeture des vannes. La gestion de l'eau revient donc à contrôler le plan d'eau, en tenant compte des attentes des usagers. Les savoir-faire des usagers leur permettent de contrôler l'eau dans les parcelles. Y.S.F<sup>5</sup> souligne *«mes connaissances techniques dans la gestion de l'eau, sont les techniques d'irrigation comment ouvrir et fermer les vannes pour arrêter l'eau, si non il y a un gaspillage, la réparation des canaux d'irrigation et leur curage»*. L'eau d'irrigation de la plaine est alimentée par une vanne dont l'ouverture et la fermeture est assurée par un exploitant suivant un calendrier. La situation est d'autant plus difficile dans la mesure où les calendriers agricoles des producteurs s'harmonisent rarement.

La gestion de l'eau dans les périmètres aménagés est souvent source de conflits entre les membres de l'association des usagers, Binaba Water Users Association (BWUA), ou avec d'autres usagers non membres de l'association. En effet, le plus souvent des producteurs qui laissent des tiges de bréré dans le barrage pendant quelques jours afin de les utiliser pour d'autres besoins et les pêcheurs s'opposent parce que les pêcheurs refusent cette pratique. Les laveurs de véhicules et les propriétaires de citernes qui utilisent l'eau pour la construction de routes rencontrent également des difficultés avec les membres de BWUA. Au niveau de la parcelle, l'entretien des aménagements parcellaires et du planage sont à la charge de l'attributaire du casier (chaque exploitant est chargé de préparer sa parcelle avant les semailles ou le repiquage des spéculations). Les exploitants ont soit eu ces savoirs à travers les formations ou l'apprentissage avec les autres parce qu'il y a un partage d'expériences entre les exploitants.

Concernant les savoirs techniques des autres acteurs (éleveurs, membres du groupement féminin, dolotières et autres usagers), il ressort de nos entretiens qu'ils n'ont pas eu de formations techniques en rapport avec le fonctionnement et la gestion du réservoir. Ils ont néanmoins des savoirs techniques liés à l'eau, à l'embouche d'animaux, à la fabrication du beurre de karité, à la préparation du dolo, bref ils possèdent des savoirs techniques liés à leurs propres activités. A.V<sup>6</sup> et T.A<sup>7</sup> soulignent *«j'ai reçu la formation dans le domaine de l'irrigation, du planage de la parcelle de riz ou de l'oignon, du repiquage du riz ou de l'oignon, de l'application de l'engrais, comment faire la pépinière. Au niveau de l'élevage je n'ai pas encore eu de formation. Les formateurs étaient des blancs (4 à 5 qui nous soutenaient dans nos activités), et le technicien agricole. La formation a duré soit un jour ou pendant deux à trois heures. Toutes ces formations ont été gratuites et ont été faites soit de façon individuelle ou collective»*. Les membres du groupement féminin, les éleveurs, les dolotières et les autres usagers interviewés ont des connaissances dans le domaine de leurs activités. Certains ont eu les connaissances grâce aux formations et d'autres à travers l'apprentissage.

---

<sup>5</sup>Yaméogo Fusséni Salam, producteur, membre de Dam II, non participant, entretien réalisé le 21/05/12 sans interprète, non enregistré

<sup>6</sup>Abenen Vivian, responsable du groupement féminin, participante, entretien réalisé le 21/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>7</sup>Tampoka Akroukou, éleveur-producteur, non participant, entretien réalisé le 21 /05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

Concernant les savoirs techniques des acteurs administratifs liés à la gestion du barrage, il apparaît qu'ils ont des visions divergentes. Selon le C<sup>8</sup> *«les usagers de Binaba gèrent bien l'eau du réservoir mais c'est surtout le lavage de véhicules de transport en commun qui pollue l'eau. Quand les chauffeurs (de Binaba ou d'ailleurs) viennent laver leurs véhicules, ils déversent toutes les ordures dans le réservoir. Je les ai chassés pour qu'ils ne viennent plus laver leurs véhicules dans le réservoir»*. Pour A.S<sup>9</sup> *«la gestion de l'eau par les acteurs n'est pas bonne à Binaba, il y a un gaspillage de l'eau dans la plaine, souvent on ouvre l'eau jusqu'à l'extrême du périmètre même s'il n'y a personne pour l'utiliser dans les parcelles. Malgré les différentes sensibilisations, les exploitants refusent de curer les canaux d'irrigation quand le besoin se pose. C'est très difficile pour les mobiliser à faire des travaux collectifs. Il y a un certain manque de volonté à leur niveau»*. Le barrage de Binaba est bien géré selon certains acteurs administratifs. D'autres pensent que la gestion du barrage n'est pas bonne en ce sens qu'il ya un gaspillage de l'eau et une insuffisance dans l'entretien des canaux d'irrigation par les exploitants. En principe pour l'entretien des infrastructures, les exploitants devraient se concerter et mettre en place un programme des travaux de maintenance mais à Binaba par manque de fonctionnement de l'association BWUA, les exploitants ne sont convoqués par le responsable que pour des travaux ponctuels.

Tous les membres d'associations ou de groupement de Binaba, ainsi que les autres usagers n'ont pas eu de formations techniques d'une manière générale en rapport avec le fonctionnement et la gestion du barrage. Parmi les personnes interviewées, certains ont reçu des formations avec des formateurs, et d'autres ont eu les savoirs techniques grâce à l'apprentissage dans le domaine de leurs activités. Intéressons nous maintenant aux savoirs sociaux des associations et groupements en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage.

## **I.2- Les savoirs sociaux**

Selon les déclarations des personnes interviewées, l'association BWUA, le groupement féminin, et l'association des dolotières ont permis à leurs membres d'être ensemble, de fraterniser, se rendre service, d'être unis, de mener des travaux collectifs, de se mobiliser pour prendre part aux activités communautaires ou aux événements sociaux. Tous les acteurs interviewés ont souligné ces aspects qu'ils jugent capital en dépit des difficultés qu'ils rencontrent dans le fonctionnement de leur organisation.

Selon les pêcheurs, leur association (les pêcheurs) a installé une certaine cohésion entre les membres dans la mesure où ils se rencontrent régulièrement avant et après la pêche. Il y a plus de familiarité entre eux par rapport au reste de la population. A cela, s'ajoute l'assistance mutuelle développée au sein du groupe pour des problèmes familiaux ou sociaux. *«L'association nous a beaucoup aidé, il y a une solidarité dans la vente du poisson parce que quand un pêcheur vend tout son poisson et que le client est toujours dans le besoin, au lieu de le laisser repartir, on l'envoie chez la personne qui en possède encore»* affirme A.P<sup>10</sup>. A. I<sup>11</sup> ajoute *«l'association nous a permis d'être unis parce qu'on s'entend, on se soutient mutuellement. Par exemple si un membre a un problème à régler dans sa famille ou dans sa belle famille tels que les funérailles ou des mariages, les autres membres le soutiennent en lui donnant des céréales et de l'argent comme contribution »*. A travers l'association, les pêcheurs sont devenus des amis, comme une famille car c'est généralement dans les familles

---

<sup>8</sup>Chef de Binaba, entretien réalisé le 19/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>9</sup>Assaona Simon, technicien agricole de Binaba, entretien réalisé le 19/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

<sup>10</sup>Azubila Peter, fisherman, participant à l'atelier, entretien réalisé le 21/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

<sup>11</sup>Ateya Issa, fisherman, participant à l'atelier, entretien réalisé le 16/05/12 avec Paboum comme interprète, enregistré.



qu'on rencontre ces pratiques pour participer à la bonne réalisation des événements familiaux. Cette organisation a permis au reste de la population de disposer de poissons sur le plan local à moindre coût et d'avoir du poisson parce que les pêcheurs partagent souvent leurs produits de pêche avec les voisins ou parents qui ne la pratiquent pas.

L'association BWUA en plus de l'entraide mutuelle, de la fraternité des membres a permis un partage d'expériences et de savoir-faire entre les éleveurs dans le domaine des soins des animaux. Pour A.G<sup>12</sup> *« l'association nous permet d'avoir de l'expérience avec les autres à travers l'apprentissage sur l'entretien du troupeau. Le vétérinaire nous aide mais nous échangeons avec les autres éleveurs pour avoir des conseils par rapport à l'embouche du bétail. L'association nous a permis également d'être plus fraternels, unis et solidaires entre nous »*. L'association constitue un canal par lequel les membres deviennent solidaires et se soutiennent dans la mesure où les éleveurs membres de BWUA se partagent les expériences dans le cadre de l'élevage.

Chez les dolotières, nous remarquons également que l'association Bood Neéré a suscité l'union, l'entente, l'entraide, etc. entre les femmes. D'ailleurs à sa création en 2002, l'association avait pour vocation première, l'union de toutes les dolotières de Binaba afin de prendre des décisions communes pour la fixation du prix de vente du dolo en fonction des changements sur les prix de la matière première (le mil germé) qui depuis un certain nombre d'années ne faisait qu'augmenter. Il fallait une synergie dans la fixation du prix de vente sur le plan local pour harmoniser la vente du dolo. Mais l'association a été dissoute à cause du manque de soutien financier, ce n'est qu'après l'atelier que les dolotières ont encore eu l'initiative de remettre en place une association. Pour le moment il n'y a pas d'association proprement dite de dolotières à Binaba. Néanmoins, il ressort de nos enquêtes que les dolotières sont solidaires entre elles, s'entraident mutuellement à travers des conseils, l'assistance financière pour faire face à certaines situations. En ce sens, A.A<sup>13</sup> admet *« l'association Bood Neéré a favorisé l'entraide mutuelle entre les membres. Nous orientons nos clients vers nos sœurs qui ont toujours du dolo quand nous n'en avons plus. Nous nous prêtons du bois ou du mil germé ou demandons à notre fournisseur de bois ou de mil germé de venir livrer à celle qui est dans le besoin. Nous nous donnons des conseils par rapport à la qualité du dolo, il peut arriver qu'une dolotière prépare mal son dolo. Lorsque nous le découvrons, nous lui donnons des conseils pour éviter que cela ne se reproduise si non la personne risque de perdre ses clients. Nous nous donnons également des marchés lors des funérailles, ou réunions. Nous encourageons celles qui se découragent à cause des difficultés de l'activité à ne pas baisser les bras »*. Le besoin peut être financier parce que selon quelque soit la difficulté pour préparer le dolo, on peut le résoudre avec de l'argent. Qu'il s'agisse de la matière première (le mil ou maïs germé) ou du bois... Les dolotières assistent celle qui est dans le besoin dans l'optique d'aider la dolotière en difficulté à ne pas arrêter son activité.

L'organisation est une source d'union des dolotières dans la mesure où elle leur permet de s'entendre et de mieux organiser la préparation et la vente du dolo. Les membres se donnent des idées et des stratégies pour mieux organiser l'activité. L'entente entre les membres leur permet de soutenir celle qui n'a pas par exemple assez de moyens pour préparer le dolo quand c'est son jour de préparer le dolo de sorte à ce que l'activité puisse profiter à toutes les dolotières. Par exemple, si des voisines préparent le dolo le même jour en quantité importante, elles risquent de ne pas pouvoir vendre toute leur production journalière et feront des pertes. Pour éviter cette situation, les dolotières s'organisent pour la production de sorte qu'elle soit

---

<sup>12</sup>Awented Geremaeh, éleveur non participant membre de BWUA, entretien réalisé le 21/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

<sup>13</sup>Afougou Alice, dolotière participante à l'atelier, entretien réalisé le 17/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré.

faite à tour de rôle dans un quartier donné durant la semaine. L'eau intervient dans presque toutes les étapes de la préparation du dolo. D'abord pour germer le mil ou le maïs, ensuite au cours de la préparation du dolo (pour la boisson elle-même, le lavage du matériel utilisé (marmites, jarres, plats, fûts, calebasses, etc.)), et le jour de la vente aussi l'eau est utilisée pour laver les fûts, bidons, calebasses surtout pour la vente). A la population locale, l'association permet à certaines personnes d'entreprendre des activités génératrices de revenus (AGR) par la vente de l'eau, du bois et du mil germé. S A<sup>14</sup> soutient *« il y a une bonne entente entre nous, quand je n'ai pas assez d'argent pour préparer du dolo si c'est mon tour, je peux par exemple aller voir une autre qui va me dépanner pour que je puisse préparer, vendre, réaliser des bénéfices et lui remettre la somme qu'elle m'a prêtée. Nous nous aidons mutuellement dans la vente du dolo. Au reste de la population, l'organisation permet d'avoir du dolo sur le plan local au lieu de se déplacer dans d'autres villages. Elles aident beaucoup la population lors des cérémonies (décès, baptême, mariage, funérailles etc.), la levure est aussi disponible sur le plan local. L'activité constitue une source de revenus pour les femmes qui nous fournissent du mil germé et les vendeurs d'eau »*. Ce sont des jeunes qui vendent l'eau du barrage ou des fontaines aux laveurs d'engins ou de véhicules, aux constructeurs, confectionneurs de briques, dans les ménages pour la boisson et aussi avec les dolotières.

L'association des dolotières Bood Neéré a permis non seulement à ses membres d'être plus solidaires. Parce qu'elles se connaissent mieux et cela participe à l'instauration de confiance entre certaines femmes membres. En plus, l'association nous a unis entre eux par l'assistance financière mais aussi pour le reste de la population elle constitue une source de revenus pour certaines couches de la société comme les femmes et les jeunes vendeurs d'eau.

En ce qui concerne les exploitants de la plaine, les apports sociaux de BWUA à ses membres sont entre autres l'entraide, le partage d'idées et les conseils dans le domaine de l'agriculture, le soutien mutuel lors des récoltes, des événements sociaux comme les mariages, baptêmes, les décès et funérailles. Les exploitants de la plaine s'aident mutuellement à travailler, par exemple un exploitant peut solliciter de l'aide aux autres pour repiquer le riz, cultiver ou récolter sa production. Ils se partagent les semences quand un membre est dans le besoin. A cela s'ajoute le fait de veiller sur les parcelles des absents dans la journée à cause de la divagation des animaux.

L'appartenance à l'association BWUA permet à certains membres de résister farouchement à certaines pratiques qui portent préjudices à leurs activités. Cette année, ils ont interdit les citernes de vider l'eau du barrage pour des constructions administratives (les routes et bâtiments). Pour T.A<sup>15</sup> *« l'organisation nous a permis d'être plus solidaires et de partager nos difficultés de tout genre entre membre au lieu de recourir à d'autres personnes du village, généralement les parents ou amis des membres de BWU »*.

*Quand je prends l'exemple de la construction des murs pour clôturer le périmètre afin de lutter contre la destruction de nos productions par les animaux en divagation ; quand l'idée est née, tous les membres l'a épousée et nous nous sommes concertés pour d'abord confectionner des briques et construire et ensuite les murs. (L'origine de ce savoir technique peut être locale). L'organisation nous a permis de devenir des frères comme si nous étions de la même concession. En plus, l'union entre les membres, nous cotiso c'est peut être une manque de volonté des exploitants ns pour aider ceux qui sont en difficulté (décès, maladie grave, baptême, mariage, funérailles, etc.) »*. L'organisation permet à ses membres d'entreprendre des activités collectives telles que la réparation des canaux d'irrigation, la

---

<sup>14</sup>Sapana Amos, dolotière non participante à l'atelier, entretien réalisé le 17/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré.

<sup>15</sup>Tampoka Akroukou, éleveur-producteur, non participant, entretien réalisé le 21 /05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

construction de murs pour clôturer leurs parcelles afin d'empêcher les animaux de détruire les productions. C'est au sein de l'association que les membres prennent des décisions pour curer les canaux d'irrigation (aux vieilles personnes et à leurs proches qui n'exploitent pas la plaine quand le besoin se faire sentir

L'organisation permet au reste de la population de disposer de légumes et de feuilles à tout moment sur le marché local à moindre coût. Les membres aident le reste de la population à avoir de bonnes semences de riz pour cultiver. Ils acceptent aussi de partager leurs expériences, leurs savoir-faire avec les autres et partagent parfois leurs productions avec eux (les vieilles personnes et à leurs proches qui n'exploitent pas la plaine.

Pour les femmes du groupement féminin, le groupement a permis à ses membres de collaborer, de partager leurs expériences par rapport à la culture de l'oignon et du riz, ainsi qu'à l'étuvage du riz, à la fabrication du beurre de karité. Ces savoirs sont généralement transmis lors des formations, le rapport avec l'eau est son utilisation pour la production de l'oignon, d'étuvage du riz et de la fabrication du beurre de karité).

Selon A M<sup>16</sup> *«nous nous donnons des conseils, par exemple quand un membre est en erreur, nous lui faisons des reproches, nous partageons nos expériences, nos connaissances, nos savoir-faire aux autres membres de l'organisation. Dans les domaines de la transformation du riz et de la fabrication du beurre de karité nous partageons parfois nos savoir-faire avec des femmes qui ne sont pas membres de notre groupement (groupement féminin). Nous encourageons le reste des femmes à continuer leurs activités en leur apportant notre soutien »*. Nous entendons par là la solidarité, l'entraide qui existe entre les femmes. Il existe un soutien mutuel entre elles dans leurs activités.

La distinction entre les savoirs techniques et sociaux se trouve dans la problématique L'organisation est un moyen d'unir les femmes de sorte à travailler ensemble et à prendre des décisions communes pour le bon fonctionnement de leur groupement. Elle permet aux femmes d'être occupées toute la saison sèche et de subvenir aux besoins familiaux. Les membres du groupement féminin bénéficient également de l'entraide des autres femmes non membres dans la fabrication du beurre de karité. En effet les femmes non membres aident les autres à concasser les amandes de karité, à les porter sur la tête pour aller au moulin parce que toutes les fabricantes ne disposent pas de charrettes pour le transport.

Les associations et groupements sont aussi à l'origine d'un changement des rapports entre les hommes. Dans la zone, la possibilité de subvenir aux exigences des cérémonies (funérailles, baptêmes, mariages, etc.), permet aux membres d'acquérir un bon rang social.

### **I-3. Les savoirs économiques**

Les petits réservoirs ont d'importants impacts socio-économiques dans la vie des populations bénéficiaires. Ils permettent aux différentes localités bénéficiaires de lutter contre la pauvreté et d'atténuer les effets des mauvaises récoltes dues aux catastrophes climatiques à travers les cultures de contresaison, l'élevage et la pêche. En milieu rural, la présence de retenue d'eau incite la population riveraine à s'adonner au maraîchage dans le but d'améliorer ses revenus. En effet, l'engouement pour le maraîchage est lié aux revenus monétaires que cette activité génère, en particulier avec la culture du riz, de l'oignon et des feuilles de béré. Les producteurs de la plaine interviewés cultivent tous ces spéculations par rotation (les

---

<sup>16</sup> Akuuré Martha, membre du groupement féminin, non participante à l'atelier, entretien réalisé le 23/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

exploitants produisent d'abord le riz en saison pluvieuse, ensuite l'oignon en octobre qui sera disponible entre janvier-février et enfin à partir du mois de mars, ils produisent les autres légumes et les feuilles. Par la pratique de l'irrigation, le réservoir offre de multiples opportunités d'accroissement de revenus et d'amélioration de la sécurité alimentaire des exploitants de la plaine. *«Les retombés économiques de Dam II à ses membres sont l'amélioration de leurs conditions de vie sur plusieurs plans par rapport au reste de la population. Le maraîchage nous permet de subvenir à nos besoins familiaux et de disposer à tout moment d'argent à cause de la vente de nos productions. Au reste de la population, l'association Dam II a permis à des femmes d'entreprendre des activités commerciales à travers la transformation du riz, la vente de légumes et de feuilles. La population n'a plus besoin d'aller chercher ces produits agricoles dans d'autres localités»* déclare A.A<sup>17</sup>. Il ne s'agit pas de la production du riz et des légumes mais de l'approvisionnement dans les villages environnantes pour la vente.

A travers le maraîchage, les producteurs sont occupés pendant toute l'année et cela leur permet de générer des revenus qui contribuent à l'amélioration de leurs conditions de vie.

La mise en eau du barrage a engendré des opportunités que les populations ont su exploiter. En outre, contre toute attente, les riverains se sont organisés dans l'exercice d'activités liées à l'exploitation de l'eau telle que la pêche. La pêche comme profession demande également une régularité dans la pratique, donc une mobilisation continue. En plus d'être devenue une activité permanente, la pêche est plus régie par le chef coutumier de Binaba. Les prises journalières sont liées à la commercialisation et à l'autoconsommation. Les pêcheurs arrivent à concilier leur profession de pêcheurs avec l'activité agricole. Dans cette ordre d'idées, A. P<sup>18</sup> déclare *«les bénéfices sont destinés aux dépenses familiales, la location de bœufs pour labourer mon champ. Ils (les bénéfices) permettent de payer la main d'œuvre pour labourer mon champ. C'est une forme d'entraide pendant l'hivernage qui peut concerner les parents proches, des amis, des connaissances, etc., l'essentiel c'est de solliciter un soutien de leur part en vue de mener l'activité»*.

*En dehors du labour, je demande de l'aide aux autres agriculteurs pour semer en début d'hivernage parce que ma femme n'est pas en bonne santé. Il faut leur donner à manger et à boire pour le service qu'ils vont vous rendre. La pêche me permet également de payer la main d'œuvre pour cultiver mon champ, de soigner la famille»*. Ces agri-pêcheurs sont majoritairement des adultes qui ont encore la force physique pour surmonter les contraintes du métier. La profession de pêcheurs mobilise une vingtaine de pêcheurs à Binaba. Ces derniers sont plus actifs pendant la saison sèche du fait de l'absence d'activités agricoles. Le rendement de ces pêcheurs est surtout fonction de la quantité des prises et de l'équipement parce que les pêcheurs ne disposent pas d'assez de matériels adéquats pour pratiquer la pêche. Plus les matériels utilisés sont nombreux et diversifiés, plus les rendements sont importants, à condition de maîtriser les techniques et astuces de la pêche. Toutes ces productions sont écoulées sur place, sans pesée par manque d'organisation pour la vente. En effet, les pêcheurs n'ont aucune possibilité de garder leurs poissons, ils sont donc tenus de les vendre le même jour de capture de peur de les voir pourrir. Ce pêcheur, A.I<sup>19</sup> atteste cet état de fait en

---

<sup>17</sup> Adabog Azouorbor, producteur, membre de Dam II ou BWUA, non participant à l'atelier, entretien réalisé le 18/05/12, avec le pasteur comme interprète.

<sup>18</sup> Azubila Peter, fisherman, participant à l'atelier, entretien réalisé le 21/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

<sup>19</sup> Atoba Ibrahim, fisherman, participant à l'atelier, entretien réalisé le 16/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré.

soutenant que *« le prix de la pirogue est cher 1000000 Ghana cedis qui équivaut à 150000 F CFA .Je n'ai pas de pirogue, cela entrave donc mon activité, il existe seulement deux pirogues en bon état, les deux autres sont gâtées. Pour l'écoulement du poisson en dehors d'ici, je ne peux pas le vendre ailleurs pourtant comme je ne peux pas le conserver, je suis obligé de vendre à vil prix. Le prix est fixé par le client donc je ne réalise pas de bénéfice»*. Nous pensons que cela relève du savoir économique parce que l'enquêté nous explique ses difficultés rencontrées dans la pêche. Ce qui justifie le fait que l'activité n'est pas rentable pour lui

Parmi les pêcheurs enquêtés au second passage, ce pêcheur est le seul à nous dire que la pêche ne lui apporte aucun revenu. Après avoir insisté et lui demander mais pourquoi il continue de pratiquer la pêche si elle ne lui apporte aucun bénéfice, il nous laisse entendre que c'est juste un moyen de s'occuper pendant la saison sèche au lieu de rester sans rien faire. Il faut noter que l'activité de pêche à Binaba n'est pas organisée comme il se doit dans le sens où il n'y a pas de bureau, de cadre de rencontre de pêcheurs, etc. Bref nous avons compris que c'est avec le projet que les pêcheurs ont eu l'initiative de mettre en place une structure en vue de se regrouper, c'est donc une association informelle.

Outre les pêcheurs, les femmes interviennent également dans la filière en assurant la transformation du poisson pour la consommation locale. Cette pratique constitue une source de revenus pour les transformatrices de poissons. Certains pêcheurs pensent que la pêche est plus rentable à ces dernières en ce sens que les femmes achètent le poisson à vil prix après capture au barrage et le revendent plus cher sous prétexte qu'elles ont dépensé pour l'achat d'huile, du bois ou autres dépenses qui rentrent dans la transformation du poisson. Même si les femmes ne jouent pas un rôle de premier ordre dans la production du poisson, leur action est indispensable dans les opérations post-captures. A Binaba, la pêche a permis à des femmes d'entreprendre une activité commerciale. Selon certains pêcheurs, la pêche profiterait mieux aux transformatrices de poissons qu'à eux (pêcheurs) dans la mesure où ils sont obligés de vendre le poisson frais quel qu'en soit le prix (qui est souvent fixé par l'acheteur) de peur de voir leur poisson se gâter parce qu'ils n'ont aucune possibilité de le conserver.

En outre, le régime coutumier a toujours privilégié les activités agricoles. Il se trouve donc incapable de nos jours de trouver des terres de parcours pour l'élevage, créant ainsi une cohabitation tendue entre agriculteurs et éleveurs. Certains usagers du barrage font des investissements dans l'embouche. Cette pratique se rencontre surtout chez des agriculteurs et des pêcheurs. Cet élevage concerne toutes les espèces (volaille, petits ruminants, bœuf, etc.). Ainsi, l'investissement des agriculteurs et des éleveurs dans l'élevage leur permet de prendre en charge certains besoins familiaux. Pour A.G<sup>20</sup>, *« grâce à l'élevage, j'arrive à scolariser mes enfants, à acheter des céréales s'il y a un manque dans le ménage, à soigner aussi les enfants en cas de maladies. Les retombées économiques de l'organisation aux autres membres sont la contribution à la scolarisation des enfants, la réalisation de dot, du mariage et de funérailles. Au reste de la population, l'organisation leur permet d'acheter les animaux sur place pour certaines cérémonies»*. L'élevage constitue à Binaba, une principale source de revenus pour les populations. L'élevage à caractère extensif et transhumant est centré principalement sur les caprins, les ovins et les bovins. Le bétail est géré par le chef de ménage ou des enfants et est abreuvé soit au barrage ou à la maison. Les enfants conduisent le bétail au barrage pour les abreuver ou amènent l'eau à la maison pour les abreuver, il arrive parfois

---

<sup>20</sup>Awented Geremaeh, éleveur non participant membre de BWUA, entretien réalisé le 21/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

que le bétail parte seul s'abreuver au barrage. Les revenus tirés de l'élevage permettent non seulement aux éleveurs de couvrir les coûts variables d'élevage et de dégager un bénéfice pour les besoins de consommation de leurs ménages. Un autre point de vue émis par les éleveurs est la faiblesse des investissements. Ceci priverait les éleveurs de bénéfices plus importants qui seraient générés par lesdits investissements. L'élevage joue un rôle essentiel dans les systèmes de production en général en ce sens qu'il participe à l'amélioration du revenu des populations et contribue à accroître les performances du secteur agricole par la fumure organique.

Concernant les dolotières, l'organisation a également permis aux femmes de subvenir à leurs besoins personnels (d'habillement, de santé, argent de poche, etc.), à ceux de leurs enfants et souvent de leurs époux. En effet, en plus des bénéfices que les femmes réalisent dans la préparation du dolo, certaines d'entre elles (cinq) ont eu l'initiative de mettre en place une stratégie d'épargne sous forme de tontine qui leur permet de ne pas manquer d'argent malgré les difficultés qu'elles rencontrent dans leur activité. Ce mode d'épargne joue un rôle essentiel dans l'épanouissement des femmes membres. *«Les bénéfices sont destinés à la scolarisation des enfants, leur argent de poche, à l'achat du savon, de l'habillement, le soutien de mon époux pour certaines dépenses familiales telles que l'achat de céréales. En termes de retombées économiques de l'association à ses membres, je peux dire que nous arrivons à faire des tontines qui nous permettent de résoudre certains problèmes sociaux et familiaux (nous sommes cinq pour le moment). Si nous dépassons ce nombre, nous risquons d'engendrer des conflits parce qu'il y a des gens de mauvaise foi »* admet A. A<sup>21</sup>.

Les femmes du groupement féminin ne sont pas en reste, elles reconnaissent que leurs activités constituent leur principale source de revenus. Le groupement leur permet non seulement de subvenir à leurs besoins familiaux (la participation à la scolarisation des enfants, aux soins, à l'habillement, à l'achat de vivres et de condiments) mais aussi de contribuer à la réalisation d'événements sociaux de leurs propres familles ou celles de leurs époux. A cela s'ajoute le fait que les activités des membres du groupement féminin leur permettent d'entreprendre d'autres activités commerciales comme la vente d'ustensiles de cuisine, de matériels en plastique au marché de Binaba, de se prêter de l'argent pour faire face à certaines situations telles que l'achat d'aliments pour la cuisine, l'achat des noix de karité, etc., parce qu'il arrive que des membres ne disposent pas assez d'argent pour mener leurs activités. Pour R.A<sup>22</sup> *« à ses membres l'organisation à améliorer les conditions des femmes parce qu'elle nous a permis de subvenir à nos besoins élémentaires, de mobiliser facilement de l'argent par la cotisation sur le champ parfois pour assister celles qui sont confrontées à des difficultés financières (problème de santé) et à contribuer aux événements sociaux. Elle a également permis à des membres de changer d'activités à travers les bénéfices générés en vendant d'autres articles qu'elles achètent à Koumassi pour venir revendre sur le marché local. Au reste de la population, l'organisation a permis à des femmes d'entreprendre des activités commerciales en revendant le riz ou le beurre de karité. Cela permet aux femmes de scolariser leurs enfants, subvenir à leurs besoins élémentaires (achat de condiments, de savons, habillement, soins).A.V<sup>23</sup>ajoute « le groupement a permis l'amélioration des conditions de vie des femmes, elles sont devenues plus propres, arrivent à scolariser leurs enfants, à subvenir à leurs besoins élémentaires. Le groupement a aussi permis aux femmes de savoir bien gérer l'argent en ouvrant des comptes bancaires personnels. Elles ne tremblent*

---

<sup>21</sup> Assibi Awédé, dolotière participante, entretien réalisé le 17/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré

<sup>22</sup> Akouré Ruth, membre du groupement féminin, non participante, entretien réalisé le 23/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>23</sup> Abenen Vivian, responsable du groupement féminin, participante, entretien réalisé le 21/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

*plus devant l'argent comme au début du groupement, elles sont devenues plus indépendantes vis-à-vis de leurs maris sur le plan économique». Le groupement féminin a permis aux femmes membres d'avoir des connaissances sur la gestion financière, familiale, la transformation du riz, la fabrication du beurre de karité, etc. Le groupement féminin a aussi contribué à l'amélioration des conditions de vie des femmes parce qu'elles arrivent désormais à générer des revenus à travers les activités qu'elles mènent dans le groupement.*

Les autres usagers de l'eau, en dépit de leur non appartenance aux organisations autour du barrage soulignent que les activités de maraîchage et de pêche constituent des sources de revenus pour les producteurs et les pêcheurs. Pour les autres usagers de l'eau du barrage, les membres d'association ont pu faire d'importantes réalisations à Binaba à travers leurs activités. Selon A.A.<sup>24</sup> *« les retombées des organisations à ses membres sont le fait que les bénéfices leur permettent de scolariser leurs enfants, de les soigner, de mener des activités commerciales telles que l'ouverture de boutique de vente d'articles divers de certains exploitants pour leurs épouses. Au reste de la population leurs activités permettent à certaines personnes de faire du commerce, les transformatrices de riz et les vendeuses de poissons. Ces activités constituent des sources de revenus pour ces personnes ». « L'organisation permet à ses membres d'acheter des biens comme des motos, des animaux pour pratiquer l'élevage, de construire des maisons, d'entreprendre une activité commerciale (il y a des membres de BWUA qui ont ouvert des boutiques de pagnes ou d'articles divers pour leurs épouses). L'organisation est une source de revenus pour certaines personnes de la population en ce sens qu'elle leur permet de générer des revenus à travers la vente du riz sur le marché local ou ailleurs »* soutient A.J.A.<sup>25</sup>

Au final, les associations et groupements contribuent à l'amélioration des conditions de vie de ses membres et du reste de la population. Les activités des associations et des groupements permettent aux membres et au reste de populations de subvenir à leurs besoins familiaux, de contribuer aux événements sociaux, d'acheter des biens, etc. Nous traiterons des savoirs politiques des associations et des groupements en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage.

#### **I-4.Les savoirs politiques**

Devenue une priorité, les questions de répartition des ressources, de droits de propriété et d'accès sont d'une importance cruciale en matière de gestion des ressources naturelles. Ainsi, les responsables politiques s'appuient de plus en plus sur les communautés locales pour une gestion intégrée et durable de leur ressource à travers des organisations autour des plans d'eau.

De ce fait, la localité de Binaba, répond à ces exigences par la mise en place de l'association des usagers de l'eau du barrage (BWUA). Le but est d'œuvrer pour garantir une utilisation durable et promouvoir une bonne gestion de l'eau. Dans cette partie nous présenterons les savoirs politiques des usagers du réservoir de Binaba en liaison avec son fonctionnement et sa gestion.

En dehors de BWUA, il n'existe pas d'association ou de groupement autour du réservoir mais il faut souligner que BWUA ne fonctionne pas bien dans la mesure où il n'y a pas de bureau. Nous avons un seul responsable comme représentant de l'association qui n'a ni secrétaire ni trésorier. L'association est certes formelle mais elle est peu dynamique parce qu'il y a des

---

<sup>24</sup> Apabou Alice, usager domestique, non participante, entretien réalisé le 22/05/12, avec Paboum comme interprète, non enregistré

<sup>25</sup> Aminda Johnson Adorno, laveur d'engins, non participant, entretien réalisé le 22/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré

membres qui ne connaissent ni son nom ni l'effectif des membres à plus forte raison son mode de fonctionnement. Par exemple A.Y souligne « *j'ai oublié le nom de l'organisation, elle a été créée en 2010 et compte 235 membres, c'est une association* ». « *Je ne connais pas le nom de l'organisation, je ne connais pas non plus sa date de création, je n'ai pas une idée sur le nombre des membres de l'organisation, je ne sais pas* » ajoute A.A<sup>26</sup>. Parmi les différentes associations et groupements existants, seul le groupement féminin a un partenaire financier, un bureau fonctionnel et tient une caisse qui est alimentée à travers les cotisations des membres et les activités lucratives. Par ailleurs, Binaba n'a pas de comité de gestion proprement dit autour du barrage en ce sens que les difficultés que rencontrent les usagers sont souvent gérées par le chef. Si BWUA était bien structurée et fonctionnait normalement, elle pourrait elle-même gérer les problèmes liés à la gestion du barrage. Ainsi, selon Y.F.S<sup>27</sup> exploitant enquêté sans interprète en mooré note « *nous entretenons une bonne relation avec les autorités coutumières, nous n'avons pas de problème avec elles d'une manière générale sauf avec le chef de Binaba que nous avons eu des mésententes parce que les membres de BWUA se sont rendu compte qu'il était en complicité avec les propriétaires de citernes qui venaient vider l'eau du barrage pour la construction des routes. Les agriculteurs et pêcheurs les avaient interdit de venir chercher l'eau et étaient allés voir le chef qui leur avait assuré que cela ne se reproduirait plus parce qu'il allait personnellement s'en charger. A leur grande surprise la pratique ne faisait que continuer. Ils ont donc décidé de chasser eux-mêmes les propriétaires de citernes parce que non seulement ces derniers ne paient pas de redevance d'eau et leur pratique à contribuer à l'assèchement du barrage l'an dernier qui a eu assez de dégâts sur les productions du fait d'insuffisance d'eau pour alimenter les parcelles d'exploitation. Cette année la mobilisation des agriculteurs et des pêcheurs a tellement été importante qu'ils sont parvenus à mettre fin à cette pratique et tout le monde est en paix maintenant* ». Les pêcheurs quant à eux ont évoqué leur malentendu avec le chef de façon succincte, ils n'ont pas voulu donner plus de détails sur le sujet. Pour A I<sup>28</sup> « *avec les autorités coutumières c'est le fait que le chef a une influence sur notre activité. Quand il y a un nouveau pêcheur c'est par lui qu'il doit passer, parfois il donne son accord sans nous concerter. C'est encore lui qui permet aux propriétaires de citernes de vider l'eau du barrage pour construire des routes. Nous nous sommes opposés entre temps cette année. C'est compliqué si le chef leur donne l'autorisation de venir chercher l'eau, nous sommes obligés de les laisser faire or la diminution de l'eau du barrage porte préjudice à la pêche* ». La position du chef lui permet peut être d'influencer sur la vie de certaines associations en donnant l'autorisation aux nouveaux de pratiquer la pêche mais est-ce cette pratique ne s'explique pas par le fait qu'il manque peut être une organisation au sein des pêcheurs? Les pêcheurs ont juste dénommé UNITED leur association qui n'a qu'un responsable en attendant de mettre en place un bureau. S'il existait un bureau fonctionnel dans lequel chacun avait un rôle bien précis et l'exécutait normalement, nous pensons que les pêcheurs auraient pour tâche seulement de situer le chef chaque trimestre par exemple de l'état des nouveaux adhérents ou

<sup>26</sup> Adabogo Azouorbor, producteur membre de Dam II, non participant à l'atelier, entretien réalisé le 18/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>27</sup> Yaméogo Fusséni Salam, producteur, membre de Dam II, non participant, entretien réalisé le 21/05/12 sans interprète, non enregistré

<sup>28</sup> Atoba Ibrahim, pêcheur, participant à l'atelier, entretien réalisé le 16/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré.



lui faire le point immédiatement après chaque adhésion. Nous mettrons en relief les savoirs sur la démarche participative des associations et groupements en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage.

### **I-5. Les savoirs sur la démarche participative**

La démarche participative est un processus qui permet de faire évoluer la position des usagers de l'eau pour pouvoir mieux organiser les connaissances et leurs conséquences sur les réservoirs. Les personnes de Binaba de notre échantillon ont des connaissances divergentes de la démarche et de ses objectifs. Les acteurs interviewés voient en la démarche un moyen de résolution des problèmes de gestion en ce sens que la démarche constituerait une aide à la localité en vue de mieux gérer le point d'eau et de soutenir les exploitants de la plaine. Ainsi, selon des acteurs administratifs : *« les enjeux de la démarche participative c'est l'implication de la population locale dans la recherche afin de cerner les différents problèmes de gestion de l'eau du barrage et proposer des mesures »*. *« Les enjeux majeurs de la démarche participative c'est l'implication de la population de telle sorte qu'elle participe à toutes les activités du projet pour mieux faire ressortir beaucoup de choses cachées »* mentionnent A.S.<sup>29</sup> et C.<sup>30</sup> A travers l'implication des usagers en particulier et des acteurs directs de façon générale, la démarche constitue une source de motivation pour le changement de comportement dans la gestion de l'eau et l'entretien des infrastructures. La participation leur permet de se responsabiliser davantage en s'impliquant dans la gestion du barrage. Si le chef et le technicien agricole se sont focalisés sur l'implication des usagers comme étant les enjeux majeurs de la démarche participative, l'autre acteur administratif interviewé, trouve plutôt que *« les enjeux majeurs de la démarche participative c'est d'aider les usagers à identifier les contraintes des producteurs et leurs besoins par rapport à l'usage du barrage. Les problèmes identifiés vont permettre aux chercheurs de proposer des solutions pour mieux organiser leurs activités et gérer du barrage »* D.S.A.<sup>31</sup> Selon lui, en tant qu'agronome, l'identification des problèmes sur le terrain avec les producteurs, par exemple les problèmes relatifs aux variétés de riz et d'oignons qui ne sont pas des variétés appréciées par la population locale et les contraintes de marché auxquels ils sont confrontés pour l'écoulement de leurs productions vont permettre aux chercheurs de proposer des solutions.

Quels sont les savoirs des éleveurs sur la démarche participative en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage ? Les éleveurs de notre échantillon ont tous des connaissances sur la démarche participative et l'atelier. Les non participants à l'atelier ont soit reçu l'information du technicien ou des autres membres de leur association qui ont pris part à l'atelier. Pour les éleveurs les enjeux de la démarche participative sont la réhabilitation du barrage et l'organisation des usagers pour une bonne gestion du barrage et de l'eau. En ce sens, A.A.A.<sup>32</sup> déclare *« les enjeux de la démarche et de leur implication c'était d'aider les agriculteurs à mieux organiser leurs activités et à réhabiliter le barrage »*. *« L'encadreur m'a dit que l'équipe de ceux qui travaillent avec la population sur la gestion de l'eau du barrage devrait venir rencontrer les acteurs. Quant à mon fils, il m'a dit que les blancs veulent aider la population de Binaba à réhabiliter le barrage et à organiser les activités autour du barrage »* ajoute A.G.<sup>33</sup> Parmi les éleveurs qui n'ont pas participé à l'atelier, certains ont reçu l'information sur la démarche et l'atelier du technicien agricole et d'autres avec les membres

<sup>29</sup> Assaona Simon, technicien agricole de Binaba, entretien réalisé le 05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

<sup>30</sup> Chef de Binaba, entretien réalisé le 19/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>31</sup> Desmond Sanday Adogoba, acteur administratif, entretien réalisé le 23/05/12, enregistré

<sup>32</sup> Apam Abendera Atogba, éleveur, membre de BWUA, participant, entretien réalisé le 21 /05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>33</sup> Awented Geremaeh, éleveur, membre de BWUA, non participant, entretien réalisé le 21/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré

de l'association qui ont participé à l'atelier. Cela confirme les propos du technicien qui déclarait que la population avait une connaissance de la démarche *«je pense que tous les acteurs sont bien informés parce que depuis le début du projet, on a fait deux rencontres avec la population, le maire, le chef, le MoFA lors desquelles on a projeté des films pour mieux les informer, et expliquer en quoi devrait constituer le projet»*. A.S.<sup>34</sup> Ces rencontres d'information selon le technicien se sont tenues avant le démarrage du projet voire de la démarche participative. Il se pose alors la question de savoir qu'est ce qui a été fait après l'atelier? En principe, les autres acteurs qui n'ont pas participé à l'atelier devraient suffisamment être informés de la démarche participative et ses enjeux par les représentants à l'atelier qui devraient leur faire le compte rendu. Les éleveurs participants à l'atelier n'ont pas tous fait une restitution aux non participants dans la mesure où aucune initiative de rencontre d'information n'a été prise au sein du groupe pour informer les absents à l'atelier. Pour A.A.<sup>35</sup> *« J'ai parlé de la démarche et de l'atelier à plusieurs personnes (membres et non membres de l'association). Je leur ai dit que notre barrage était en train de se détruire et qu'il y avait des blancs qui sont venus nous aider à la réhabiliter»*. Mais A.A.<sup>36</sup> soutient *« je n'ai pas parlé de la démarche participative ni de l'atelier à d'autres personnes parce qu'on ne m'a pas demandé, je me suis dit qu'elles n'étaient pas intéressées*. Les éleveurs ont reçu l'information sur la démarche et l'atelier à travers leur participation à l'atelier ou au technicien agricole ou encore d'autres membres du BWUA qui ont pris part à la rencontre. La restitution n'a pas été faite de même que dans les autres associations et groupement mais il y a un (1) participant qui a partagé ce qu'il a eu comme connaissances à l'atelier et l'autre ne l'a pas fait parce qu'il a trouvé que ce n'était pas nécessaire.

Les pêcheurs ont également des visions différentes sur les enjeux de la démarche participative. Certains pensent que les enjeux de la démarche sont de recenser les difficultés de gestion du barrage, pour d'autres c'est soit la réhabilitation ou la protection ou encore la gestion du barrage. Selon G.S.<sup>37</sup> *« les enjeux de la démarche c'est d'aider la population à recenser les difficultés qu'elle rencontre par rapport à la gestion du barrage et de trouver des solutions »*. *«Les enjeux de la démarche c'est d'aider la population à réhabiliter le barrage avec sa collaboration, son implication »* pour A.P.<sup>38</sup> *« les enjeux de la démarche et de leur implication c'est d'organiser les usagers de l'eau du barrage à planter des arbres pour protéger le barrage contre les déchets. Ils veulent que la population se reconnaisse dans tout ce qu'ils vont faire »* pour A.I.<sup>39</sup> *« les enjeux de la démarche participative c'est d'aider les populations dans la gestion du barrage et l'utilisation de l'eau»* selon A.I.<sup>40</sup> La divergence des points de vue des pêcheurs permet de cerner les types de connaissances que les populations ont sur la démarche participative. Les pêcheurs participants enquêtés ont presque tous non seulement des connaissances sur les outils et les étapes de la démarche mais aussi restitué l'atelier aux non participants de leur association. Selon A.I.<sup>41</sup> *«je ne connais pas les étapes de la démarche participative, les outils que je connais sont le pluviomètre, le bornage du barrage. J'ai parlé de la démarche participative et de l'atelier aux membres de l'association et à d'autres personnes qui n'ont pas participé à l'atelier. Je leur ai dit qu'il y avait des français et des burkinabè qui sont venus nous aider par rapport à la gestion du barrage. Donc s'il y a désormais des rencontres de faire de leur mieux pour y prendre part», «Je ne connais pas les étapes de la démarche participative, les outils que je connais sont les échelles*

<sup>34</sup> Assaona Simon, technicien agricole de Binaba, entretien réalisé le 19/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré.

<sup>35</sup> Abendera Atogba, Op cit

<sup>36</sup> Awented Geremaeh, Op cit

<sup>37</sup> Gané Siké, pêcheur, participant, entretien réalisé le 16/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré

<sup>38</sup> Azoubila Peter, pêcheur, participant, entretien réalisé le 21/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>39</sup> Atoba Ibrahim pêcheur, participant, entretien réalisé le 16/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré

<sup>40</sup> Ateya Issa pêcheur, participant, entretien réalisé le 16/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré

<sup>41</sup> Azoubila Peter, pêcheur, participant, entretien réalisé le 21/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

*et la bouée. J'ai parlé de la démarche participative et de l'atelier aux autres membres qui étaient absents à l'atelier. Je leur ai dit qu'il y'avait des gens qui étaient venus pour nous aider, il faut donc que nous nous organisons mieux. Ces personnes vont travailler avec la population sur la gestion barrage, mais il faut une organisation pour les attendre»* renchérit A.I.<sup>42</sup>. *« J'ai entendu parler de la démarche de mon oncle qui est le responsable des pêcheurs. C'est toujours de lui que j'ai entendu parler de l'atelier mais il ne m'a pas dit de quoi il s'agissait au juste. C'est un autre membre de l'association qui a participé à l'atelier qui m'a un peu fait le compte rendu. Selon ce qu'il m'a dit les enjeux de la démarche, c'est de réhabiliter le barrage et aider les pêcheurs dans leur activité. Les étapes de la démarche sont les ateliers et les enquêtes. Les outils aussi que je connais sont les échelles, la bouée et le pluviomètre»* ajoute A.R.<sup>43</sup>. Les connaissances des pêcheurs s'expliquent par le fait qu'ils ont été impliqués dans certaines activités des chercheurs dans le cadre du projet. Ils affirment qu'ils ont beaucoup travaillé avec l'équipe du projet qui a fait trois semaines à Binaba en mars dernier. En effet, les pêcheurs ont été sollicités pour l'installation de certains outils dans le barrage et les activités que l'équipe a menées directement dans le barrage parce qu'ils connaissent « mieux l'eau ».

Les exploitants de la plaine ont également des perceptions différentes sur les enjeux de la démarche participative. D'aucuns trouvent que les enjeux de la démarche sont soit de réhabiliter le point d'eau ou de bien gérer le barrage et l'eau, ou encore d'organiser les usagers. Selon A.A.<sup>44</sup> *« les enjeux de la démarche participative et de leur implication c'est d'interpeler la population à mieux gérer l'eau du barrage et à nous organiser dans nos travaux »*. Y.F.S.<sup>45</sup> trouve que *« les enjeux de la démarche participative c'est d'identifier les difficultés de gestion du barrage et d'organiser les usagers »*. D'une manière générale, les exploitants de la plaine ont des connaissances sur les étapes et les outils de la démarche, sauf un seul d'entre eux qui nous a confié qu'il n'avait aucune connaissance des étapes en précisant *« j'ai entendu parler de démarche participative du technicien mais je n'ai pas encore entendu parler de l'atelier. Il nous a dit qu'il y avait des étrangers qui viendront travailler avec la population mais il faut que nous soyons impliqués. Les enjeux de la démarche c'est de réhabiliter le barrage. Je ne connais pas les étapes mais les outils que je connais sont le pluviomètre et la bouée »* pour A.A.<sup>46</sup> Il n'y a pas eu également de cadre de restitution aux autres membres non participants au niveau des producteurs tous comme chez les pêcheurs et les éleveurs. Parmi nos enquêtés qui ont participé à l'atelier, l'un a restitué à certains non participants et l'autre ne l'a pas fait tout comme les éleveurs participants. A.A.<sup>47</sup> explique *« je n'ai parlé ni de la démarche ni de l'atelier à personne après la rencontre, parce que personne ne m'a jamais demandé de le faire ou poser de question sur ce qui s'est passé à l'atelier »* par contre pour A.A.<sup>48</sup> *« j'ai parlé de la démarche et de l'atelier à plusieurs personnes ; ma famille, les autres membres qui étaient absents à l'atelier, mes connaissances. Je leur ai demandé de faire l'effort pour prendre part aux rencontres parce qu'elles sont profitables à toute la population. Si des gens peuvent quitter de loin pour nous rencontrer, il faut qu'on se donne du temps pour les écouter »*. Le technicien agricole joue un rôle principal dans la diffusion de l'information sur le projet et la démarche participative. Les producteurs non participants étayaient cela en reconnaissant que le technicien leur avait parlé du projet bien

<sup>42</sup> Atoba Ibrahim, pêcheur, participant, entretien réalisé le 16/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré

<sup>43</sup> Amonan Richard, jeune pêcheur, non participant, entretien réalisé le 21/05/12, avec Paboum comme interprète, non enregistré

<sup>44</sup> Adabogo Azouorbor, producteur, non participant, entretien réalisé le 18/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>45</sup> Yaméogo Fousséni Salam, (OP cit)

<sup>46</sup> Atampouba Akroukou, producteur, participant, membre de BWUA, entretien réalisé le 19 /05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>47</sup> Atampouba Akroukou, (Op cit)

<sup>48</sup> Assiba arogtiba, producteur, participant, membre de BWUA, entretien réalisé le 18/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré

avant son début et continue de collaborer avec eux. A.Y<sup>49</sup>s'exprime « *c'est du technicien que j'ai entendu parler de la démarche participative mais en ce qui concerne l'atelier des autres exploitants du périmètre qui ont pris part à la rencontre. Le technicien m'a dit qu'il y a des blancs qui vont venir travailler à Binaba avec la population par rapport à la gestion de l'eau du barrage. Les autres exploitants du périmètre qui ont pris part à la rencontre quant à eux, m'ont dit que les blancs vont nous aider à mieux organiser notre activité en nous proposant des solutions par rapport à certains faits. Ils m'ont parlé de nouvelle variété de riz, d'oignon qu'on va nous amener* ». Le technicien agricole et certains participants à l'atelier ont permis à des non participants à l'atelier d'avoir des connaissances sur la recherche et la démarche participative.

Les dolotières contrairement aux autres usagers ont des points de vue identiques sur les enjeux de la démarche participative. En outre, les participantes à l'atelier soutiennent que les enjeux de la démarche participative, c'est d'aider la population à améliorer la gestion du barrage, la production des exploitants des périmètres aménagés et à réhabiliter le barrage. En ce sens, A.A<sup>50</sup> stipule « *les enjeux de la démarche participative et de leur implication c'est d'aider toute la population de Binaba parce que si on arrive à réhabiliter le barrage et à organiser les usagers directs de l'eau (agriculteurs, pêcheurs), c'est toute la population qui en bénéficiera* ». Selon A.A<sup>51</sup> « *les enjeux de la démarche participative et de leur implication c'est d'aider la population à améliorer la gestion du barrage* ». Les dolotières ont pratiquement toutes des connaissances sur les étapes et les outils. Pour A.A<sup>52</sup> « *j'ai plus parlé de la démarche et de l'atelier à mes clients, ensuite à ma famille et à mes connaissances. Je leur ai dit qu'il y avait des étrangers qui veulent réhabiliter notre barrage et aider les exploitants des périmètres à mieux organiser leurs activités en leur proposant des nouvelles variétés de semences de riz et d'oignon* ». A.A<sup>53</sup> affirme ceci « *d'abord le jour même de l'atelier j'en ai parlé à ma famille, et dès le lendemain à mes amis et certains membres de l'association. Je leur ai dit qu'il y avait des gens qui voulaient aider les exploitants de la plaine. Aux dolotières, je n'ai rien dit parce qu'on nous (dolotières) a pas donné la parole ce jour donc je n'avais rien à leur dire* ». Les dolotières participantes ainsi que les pêcheurs ont fait l'effort de partager avec le reste de la population les informations et enseignements qu'ils ont eu au cours de l'atelier. Cependant, la dernière dolotière non participante enquêtée, nous a fait comprendre qu'elle n'a pas assez connaissance sur la démarche et l'atelier. Cette dernière, S.A.<sup>54</sup> atteste cela par ces propos « *j'ai entendu parler de la démarche de PABOUM, (l'interprète) qui était avec l'équipe de recherche en mars mais l'atelier des participants. Ils m'ont juste dit qu'ils ont été à une rencontre et ont continué chez eux. Je n'ai pas de connaissance sur la démarche participative* ». Pourtant en écoutant les participantes que nous avons interviewées avant la dolotière non participante à l'atelier, nous étions convaincus qu'il y a réellement eu une instance lors de laquelle la restitution a été faite aux absentes. Quand nous avons demandé la liste des membres de l'association des dolotières, elles ont listé 20 dolotières sans le nom de notre dernière enquêtée pourtant leurs concessions ne sont pas si éloignées l'une de l'autre. Au regard de ces fait, nous pouvons conclure qu'il n'existe pas d'association de dolotières à Binaba pour le moment. Les femmes du groupement féminin ont également des connaissances sur la démarche participative. Elles ont eu l'information auprès des membres de BWUA, et de leurs proches (pour les non participantes à l'atelier). Les enjeux de la démarche selon les femmes c'est la participation de la population aux activités de

---

<sup>49</sup> Azab Yago, producteur, participant, membre de BWUA, entretien réalisé le 18/05/12 avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>50</sup> Aougdi Atendaogo, dolotière, participante, entretien réalisé le 17/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré

<sup>51</sup> Afougou Alice, dolotière, participante, entretien réalisé le 17/05/12, avec Paboum comme interprète, enregistré

<sup>52</sup> Assiba Assamba, dolotière, participante, entretien réalisé le 17/05/12, avec Paboum comme interprète, non enregistré

<sup>53</sup> Afougou Alice, Op cit

<sup>54</sup> Sapana Amos, non participante, entretien réalisé le 18/05/12, avec Paboum comme interprète, non enregistré

la démarche et la réhabilitation du barrage. Pour A.M.<sup>55</sup> « les enjeux c'est d'impliquer la population dans ce processus, une responsabilisation de la population dans la gestion de l'eau du barrage et de l'ouvrage lui-même ». A.V.<sup>56</sup> pense que « les enjeux de la démarche participative c'est pour aider les agriculteurs et voir comment réhabiliter le barrage ». En dépit du fait qu'elles n'ont pas toutes participé à l'atelier (une participante sur quatre femmes enquêtées) et que la restitution de l'atelier n'a pas été faite au sein du groupement, les femmes ont des connaissances sur les outils. Mais en dehors de la responsable qui y a participé, les autres femmes n'ont aucune connaissance sur les étapes de la démarche. Selon A.V.<sup>57</sup> « les étapes de la démarche sont les enquêtes auprès des acteurs et les ateliers. Et que ses outils sont les échelles, des choses comme des cuvettes placées dans le barrage et « un thermomètre pour mesurer l'eau », et A.M.<sup>58</sup> affirme plutôt « je ne connais pas les étapes de la démarche participative. Les outils sont la bouée, le grillage autour de l'eau du barrage ». De même que dans les autres organisations participantes à l'atelier, la restitution n'a pas été faite aux membres non participants du groupement féminin. En outre, les femmes ont été informées par les membres d'autres organisations et de leurs connaissances. Dans ce sens, A.M.<sup>59</sup> soutient « j'ai entendu parler de la démarche participative du responsable de BWUA mais de l'atelier de mon frère qui est de l'association des agriculteurs. Ils m'ont tous dit à peu près la même chose, ils m'ont dit qu'il y a des blancs qui sont venus travailler avec la population pour réhabiliter le barrage ». La responsable quant à elle, a restitué l'atelier à ses connaissances et aux membres du groupement. Elle explique cela<sup>60</sup> « j'ai parlé de la démarche et de l'atelier aux acteurs surtout aux agriculteurs qui cultivaient jusqu'au bord du barrage, aux membres du groupement. Je leur ai parlé de comment faire pour protéger et mieux gérer le barrage. J'ai encouragé les femmes à faire la pépinière pour que si toutefois s'il ya un besoin d'arbres pour planter autour du barrage que nous puissions vendre des plants d'arbres ». Les membres du groupement féminin ont des connaissances sur la démarche participative. Les femmes du groupement féminin de notre échantillon ont eu l'information avec soit les participants à l'atelier, ou au lancement du projet ou encore avec leurs proches qui sont des exploitants de la plaine.

Les autres usagers enquêtés ont tous déjà entendu parler soit de la démarche et de l'atelier, ou de la démarche seule. Certains ont reçu l'information du technicien agricole, des membres de BWUA, d'autres de la population ou de leurs proches. Ainsi, A.A.<sup>61</sup> note « c'est du technicien agricole que j'ai entendu parler de la démarche participative et de l'atelier. Il m'a dit que le gouvernement ghanéen et un groupe de chercheurs internationaux sont venus les voir dans le cadre d'un projet qui consiste à voir comment les usagers gèrent le barrage, et travaillent dans la plaine », pour A.A.<sup>62</sup> « j'ai entendu parler de la démarche participative et de l'atelier d'une femme de BWUA. Elle m'a dit qu'il y a des blancs qui veulent réhabiliter le barrage pour nous et mieux organiser l'utilisation et la gestion de l'eau du barrage. Les enjeux c'est d'aider les usagers de l'eau du barrage à bien gérer l'eau ainsi que le barrage lui-même ». Et du fait que les autres usagers de l'eau ne soient pas des utilisateurs directs de l'eau du barrage et ne soient pas aussi membres d'association d'usagers, ils ont des connaissances sur la démarche participative et l'atelier (même si ce n'est pas tous les cinq de notre échantillon). Ces connaissances ont pour origine une volonté de partager, de diffuser l'information avec toute la population du technicien agricole et de certains participants à l'atelier. Cependant,

<sup>55</sup> Atoraba Monica, membre du groupement féminin, entretien réalisé le 23 /05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>56</sup> Abenen Vivian, responsable du groupement féminin, entretien réalisé le 21 /05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>57</sup> Abenen Vivian, Op cit

<sup>58</sup> Akuuré Martha, Op cit

<sup>59</sup> Akuuré Martha, Op cit

<sup>60</sup> Abenen Vivian, Op cit

<sup>61</sup> Atamba Abug, usager pour la construction, entretien réalisé le 24/05/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>62</sup> Apabou Alice, usager domestique, entretien réalisé le 21/05/12, avec Paboum comme interprète, non enregistré

cette catégorie d'acteurs par rapport aux autres n'a pas suffisamment d'éléments sur la démarche participative. Selon A.A.<sup>63</sup> « *je ne connais pas les étapes de la démarche participative. Les outils que je connais sont le pluviomètre et la bouée. Je n'ai aucune idée sur les étapes de cette démarche. Les outils mobilisés au cours de la démarche sont les échelles, le pluviomètre, le bornage du barrage, une forme de grillage qui clôture le barrage* », « *Je ne connais pas les étapes de cette démarche. Les outils que je connais sont les machines placées dans le barrage, la bouée, le bornage du barrage, les échelles* » ajoutent A.A.<sup>64</sup> et A.A.<sup>65</sup>. La démarche participative est plus ou moins connue par les autres usagers dans la mesure où, ils n'ont pas tous des connaissances sur la démarche participative. Il faut noter que le technicien agricole et le reste de la population (participants et non participants à l'atelier qui ont des savoirs sur la démarche) ont diffusé l'information au reste de la population.

La partie suivante, portera sur l'état des savoirs techniques, sociaux, économiques, politiques et sur la démarche participative des membres de groupements et des acteurs coutumiers, administratifs et politiques de Boura en rapport avec le fonctionnement et la gestion du barrage.

---

<sup>63</sup> Apambil Apanab, transformatrice de riz, entretien réalisé le 22/005/12, avec le pasteur comme interprète, non enregistré

<sup>64</sup> Atamba Abug, Op cit

<sup>65</sup> Apabou Alice, Op cit

## II - Etat des savoirs en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage de Boura

Les pays sahéliens sont confrontés d'une manière générale au problème de pénurie d'eau suite aux grandes sécheresses. Pour y faire face, des ressources en eau ont été mobilisées à travers la construction de milliers de barrages et retenues d'eau. Ainsi, le Burkina s'est engagé depuis des décennies dans la construction de retenues d'eau à vocation hydro-agricole en vue de sécuriser sa production agricole. La disponibilité de l'eau est un élément qui conditionne fondamentalement la valorisation des barrages à travers le développement des activités d'agriculture, de pêche, d'élevage, etc. Cette partie mettra en exergue les savoirs techniques, sociaux, économiques, politiques et sur la démarche participative qu'ont les usagers du barrage de Boura ainsi que les acteurs administratifs, coutumiers et politiques de la localité.

### II-1. Les savoirs techniques

Autour du barrage de Boura se sont développées plusieurs activités telles que le maraîchage, la riziculture, la pêche, l'élevage, et l'utilisation de l'eau pour des activités domestiques (confection de briques, construction de maison, lessive, etc.), ou pour des activités lucratives comme la vente de l'eau et le lavage d'engins. Les potentialités du barrage de Boura ont favorisé l'existence de plusieurs groupements. Dans le cadre de notre étude, nous nous sommes intéressés aux autres usagers de l'eau du barrage de Boura (domestiques et lucratifs), aux groupements de producteurs de tomates (Tom Ossi Ti) et PIAME, au groupement des pêcheurs (AKAWERI), à celui des riziculteurs (CORIBAK), au groupement féminin (BAYERGA) et au groupement des pasteurs éleveurs.

Par rapport aux savoirs techniques en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage, les autres usagers de l'eau du barrage (usage domestique et lucratif), interviewés n'ont pas de connaissances techniques de façon générale sur la gestion et le fonctionnement du barrage par manque de formation. Ainsi, pour C.S<sup>66</sup>, *« je n'ai pas reçu de formations techniques proprement dit dans le cadre de la gestion de l'eau et du barrage. Je sais seulement comment entretenir le barrage en désherbant autour de l'infrastructure pour empêcher l'ensablement »*. Les autres usagers de l'eau du barrage soutiennent qu'ils n'ont pas de savoirs techniques liés à la gestion et au fonctionnement du barrage certes mais ils prennent part souvent aux travaux collectifs d'entretien du barrage quand les autorités locales demandent à toute la population de se mobiliser pour travailler au niveau du barrage. C.A<sup>67</sup> explique cela en ces termes *« je n'ai pas de connaissances techniques par rapport à la gestion de l'eau ni du barrage. Mais je sais par exemple comment entretenir la digue en coupant les arbres et les herbes qui poussent aux alentours. Ce sont les agents de l'agriculture qui avaient demandé à la population de s'impliquer dans la gestion du barrage »*. Les autres usagers de l'eau du barrage de notre échantillon pensent tous que les membres des groupements ont plus de connaissances techniques sur le fonctionnement et la gestion du barrage parce que les groupements sont des cadres de formations pour les membres. Selon K.S<sup>68</sup> *« je n'ai pas de connaissances techniques par rapport à la gestion du barrage et de l'eau. Les membres des groupements doivent avoir beaucoup de savoirs en liaison avec la gestion de l'eau surtout mais je ne suis pas sûr pour la gestion du barrage. Je soutiens cela parce que les exploitants de la plaine et les pêcheurs sont tout temps en contact avec l'eau du barrage et travaillent plus avec cette ressource, et généralement les membres ont des formations à Boura ici ou dans d'autres localités sur les techniques de culture »*. *« Je pense que les membres des*

<sup>66</sup>Compaoré Siguï, usager domestique, enquêté le 26/06/12, Boura en mooré sans interprète, enregistré, contact 76 06 44 75

<sup>67</sup>Compaoré Alassane, laveur d'engins, enquêté le 23/06/12, Boura en mooré sans interprète, enregistré, contact 75 21 79 97

<sup>68</sup>Kabré Salimata, usager domestique, enquêté le 28/06/12, Boura en mooré sans interprète, enregistré, sans contact

*groupements ont plus de connaissances techniques parce que beaucoup d'exploitants se forment soit à Koudougou ou des gens de Koudougou viennent souvent leur donner des formations sur la gestion de l'eau », ajoute C.A.<sup>69</sup>. Les autres usagers de l'eau du barrage du fait de leur non appartenance à un groupement selon les entretiens n'ont pas reçu de formation dans le domaine de la gestion et du fonctionnement du barrage et pensent que les membres de groupements ont plus de connaissances techniques liées à la gestion et le fonctionnement du réservoir qu'eux du fait qu'ils bénéficient de formations.*

Concernant le groupement Tom Ossi Ti, certains membres ont bénéficié de formations techniques dans le domaine du fonctionnement et de la gestion de l'eau et du barrage soit avec des formateurs ou les autres membres du groupement. *« J'ai reçu la formation technique dans le domaine de la gestion de l'eau avec les autres producteurs de tomates sur comment irriguer ma parcelle, arroser, faire la pépinière, le repiquage et sur l'utilisation de l'herbicide »* souligne N.B.L.<sup>70</sup>. *« J'ai reçu la formation sur l'entretien des canaux d'irrigation, l'irrigation, comment faire la pépinière. Les formateurs étaient des techniciens agricoles. Ils étaient au nombre de deux, nous avons eu trois formations collectives, ces formations étaient toutes gratuites »* déclare C.M.<sup>71</sup>. Cependant, par rapport à la comparaison entre les connaissances techniques des membres du groupement Tom Ossi Ti et le reste de la population, si certains membres de Tom Ossi Ti, pensent qu'il y a une différence de connaissances techniques sur la gestion de l'eau et du barrage entre les membres du groupement Tom Ossi Ti et le reste de la population, d'autres trouvent plutôt qu'il n'y a aucune différence de connaissances techniques parce que les membres de Tom Ossi Ti n'ont pas de formation. Selon N.A.<sup>72</sup> *« je pense qu'il y a une différence de connaissances entre les membres de Tom Ossi Ti parce qu'il y a déjà des années que les membres du groupement gèrent l'eau même s'ils n'ont pas tous reçu des formations, il y va de soi que les membres de Tom Ossi Ti aient plus de connaissances, d'expériences que le reste de la population »*. Et B.M.<sup>73</sup> pour sa part trouve que *« partant de l'exemple du groupement Tom Ossi Ti, je peux dire qu'il n'y a pas de différence de connaissances techniques en ce sens que les membres ne bénéficient pas formations au sein du groupement »*. Nous pouvons retenir que les membres du groupement de producteurs de tomates, Tom Ossi Ti de Boura enquêtés ont tous des connaissances techniques sur la gestion de l'eau, l'entretien du barrage et des canaux d'irrigation qu'ils ont acquis soit à travers des formateurs ou avec les autres producteurs.

A travers les informations recueillies auprès des membres du groupement PIAME enquêtés, il ressort qu'ils ont tous des connaissances techniques sur la gestion et le fonctionnement du barrage. Les membres du PIAME de notre échantillon ont acquis les savoirs techniques à travers des formateurs ou avec les autres membres du groupement grâce au partage d'expériences et de savoir-faire. Dans cette perspective N.A.<sup>74</sup> soutient *« j'ai des connaissances techniques en rapport avec la gestion de l'eau et du barrage. J'ai reçu la formation dans le domaine de l'irrigation des parcelles, la pépinière, le repiquage, l'entretien du barrage (ce qu'il faut faire pour protéger la digue et lutter contre l'ensablement). Les formateurs étaient au nombre de huit, un de Koudougou, deux de Léo et cinq de Boura. En plus j'ai effectué des voyages d'études de six jours, les formations étaient gratuites et*

---

<sup>69</sup>Op cit

<sup>70</sup>Nadié/Bala Lamissi, membre de Tom Ossi Ti, non participant, enquêtée le 24/06/12, Boura, interprété en moré, non enregistré, sans contact.

<sup>71</sup>Compaoré Moussa, membre de Tom Ossi Ti, non participant, enquêtée le 24/06/12, Boura, en moré, sans interprète non enregistré, contact 76 01 07 05.

<sup>72</sup>Nadié Amadou, président de Tom Ossi Ti, participant, enquêté le 28/06/12, Boura, en français, enregistré, contact 76 51 39 68.

<sup>73</sup>Bontogo Madi membre de Tom Ossi Ti, non participant, enquêtée le 24/06/12, Boura, en moré, sans interprète non enregistré, contact 76 01 07 05.

<sup>74</sup>Nadié Affissatou, membre de Tom Ossi Ti, non participant, enquêté le 29/06/12, Boura, en moré, sans interprète, enregistré, contact 76 72 21 44



collectives». *« J'ai reçu la formation sur la gestion de l'eau et le compostage. Au niveau de la gestion de l'eau, j'ai appris l'irrigation, la quantité d'eau nécessaire pour les plants, comment faire la pépinière, le repiquage. Je sais aussi entretenir les motopompes, utiliser l'engrais. J'ai appris l'usage d'engrais avec les autres exploitants du périmètre mais pour les connaissances dans le domaine de la gestion de l'eau, j'ai reçu une formation de trois mois à Boura ici, il y avait un formateur, elle était collective et gratuite »*, ajoute K.S.<sup>75</sup> Les membres du PIAME interviewés trouvent que le groupement permet à ses membres de se former sur les techniques culturales, de gestion de l'eau et du barrage. Les membres du PIAME pensent qu'à travers le groupement, ils arrivent à se former et ont plus de connaissances techniques sur la gestion et le fonctionnement du barrage par rapport au reste de la population. Z.A.<sup>76</sup> admet *« il y a une différence de connaissances techniques entre les membres du PIAME et le reste de la population à cause des formations que les membres du PIAME reçoivent par rapport au reste de la population qui n'ont cette possibilité. Le reste de la population n'a que des connaissances sur les techniques culturales des champs »*. K.S.<sup>77</sup> affirme *« il y a une différence de connaissances techniques entre les membres du groupement PIAME et le reste de la population parce que les membres du PIAME à travers les formations qu'ils ont eu dans le groupement ont des connaissances sur comment irriguer pour ne pas gaspiller l'eau. Les membres du PIAME connaissent par exemple les jours où ils doivent irriguer leurs parcelles des jours qu'ils ne doivent pas le faire. On doit irriguer la tomate chaque deux jours et l'oignon chaque quatre jours parce que l'oignon résiste à l'insuffisance d'eau dans la parcelle »*. Il ressort que les membres du groupement PIAME ont des savoirs techniques en liaison avec la gestion et le fonctionnement du barrage. Les membres du PIAME ont eu ces savoirs techniques soit à travers des formations qu'ils ont eues avec des formateurs locaux ou venus d'autres localités ou soit avec les autres exploitants du périmètre PIAME.

Les pêcheurs membres du groupement de pêcheurs (AKAWERI) enquêtés, dans le cadre de l'étude mentionnent qu'ils n'ont pas reçu de formation en tant que telle sur le fonctionnement et la gestion du barrage. Les pêcheurs ont reçu des formations dans le domaine de la pêche grâce à des formateurs ou à travers l'apprentissage des techniques de pêche avec d'autres pêcheurs. Pour N.O.<sup>78</sup>, *« j'ai reçu une formation dans le domaine de la pêche sur comment réparer les filets, comment utiliser les hameçons dans l'eau, comment utiliser la pirogue. La formation a eu lieu à Ziniaré en 2008, il y avait huit formateurs, la formation a duré huit jours, elle était payante (40000 F pour la formation), et collective. En plus, j'ai eu la formation sur l'exploitation des berges du barrage. J'ai appris à jeter le filet en n'étant pas dans la pirogue avec les autres pêcheurs »*. *« J'ai reçu une formation dans le cadre de la pêche sur l'utilisation des filets (la technique de jeter et le type de filets à utiliser), sur les périodes indiquées pour la pêche, sur la pisciculture. Il y a eu trois formateurs, la formation a duré trois jours à Koudougou, elle était collective et gratuite »*, renchérit T.Z.<sup>79</sup> En dépit du fait que des pêcheurs n'aient pas reçu de formation dans le cadre de la pêche, ils pensent que les membres du groupement AKAWERI, ont plus de connaissances techniques en liaison du fonctionnement et de la gestion du barrage. T.P.<sup>80</sup> souligne *« je n'ai jamais eu de formation dans le domaine de la gestion de l'eau et du barrage. J'ai appris la pêche avec les autres pêcheurs, je sais comment mettre du son dans le barrage pour capturer le poisson, comment jeter le filet la nuit, je le fait généralement entre 21h et 22h. Je pense qu'il y a une différence de connaissances parce que les membres du groupement AKAWERI ont des formations, des expériences plus que les enfants qui les imitent actuellement en pratiquant la pêche dans le*

<sup>75</sup>Kalawoulé Samuel, membre du PIAME, non participant, enquêté le 2/06/12, Boura, en français, enregistré, sans contact.

<sup>76</sup>Zoungana Aïcha, membre du PIAME, non participante, enquêtée le 27/06/12, en mooré, sans interprète, enregistré, contact 74 85 0 03

<sup>77</sup>Kalawoulé Samuel, Op cit

<sup>78</sup>Navé Ousmane, président d'AKAWERI, participant, enquêté le 27/06/12, sans interprète, enregistré, contact 75 17 13 07

<sup>79</sup>Tarbagdo Zakaria, d'AKAWERI, membre d'AKWERI, non participant, enquêté le 26/06/12, en mooré sans interprète, contact 75 21 79 97

<sup>80</sup>Tarbagdo Zakaria, Op cit

*barrage* ». Nous pouvons noter d'une manière générale que les pêcheurs du groupement AKAWERI de notre échantillon ont des savoirs techniques sur la pêche non pas sur la gestion et le fonctionnement du barrage.

Pour ce qui est du groupement CORIKAB, certains membres ont eu des savoirs techniques grâce aux formations ou avec les autres membres du groupement. Les membres du groupement apprennent et partagent mutuellement les savoir-faire dans la production du riz. Dans ce sens, B.O<sup>81</sup> note *« je n'ai pas eu de formation technique en rapport avec la gestion de l'eau et du barrage mais j'ai des connaissances sur l'irrigation, le repiquage, l'utilisation d'engrais, de l'herbicide. J'ai appris ces techniques avec les autres exploitants de la plaine, j'ai suivi comment ils font et j'ai mis en application ce que j'apprenais au fur et à mesure »* et B.S<sup>82</sup> quant à lui souligne *« j'ai reçu la formation dans la gestion de l'eau, de l'entretien des vannes, des tertiaires (de parcelles en parcelles), du curage et de l'entretien des canaux d'irrigation, de l'irrigation, de la pépinière. Les formateurs étaient de l'ODE et les CRPA (les encadreur en son temps, maintenant on parle d'agents agricoles. Le nombre des formateurs peut valoir à peu près dix, il y a eu une formation qui a duré une semaine, et les autres formations ont duré entre trois à quatre jours. Les formations étaient gratuites et collectives »*. Les possibilités de formations et d'apprentissages au sein du groupement CORIKAB ont permis à ses membres d'acquérir des savoirs sur la gestion de l'eau et l'entretien des canaux d'irrigation. De ce fait, tous les membres de CORIKAB enquêtés pensent que les membres du groupement CORIKAB ont plus de connaissances techniques en rapport avec le fonctionnement et la gestion du barrage par rapport au reste de la population parce que CORIKAB est un canal par lequel les membres se forment sur la gestion de l'eau et des canaux d'irrigation. Pour élucider cela M.G<sup>83</sup> trouve qu'*« il y a une différence de connaissances techniques entre les membres de CORIKAB et le reste de la population parce que les membres de CORIKAB ont plus de connaissances techniques sur la gestion de l'eau et du barrage du fait qu'ils exploitent la plaine et sont chaque fois en contact avec l'eau. C'est évident que les membres de CORIKAB aient plus de connaissances par rapport à ceux qui n'utilisent pas permanent l'eau »*. Le groupement CORIKAB permet à ses membres d'acquérir des savoirs sur la gestion de l'eau et l'entretien des canaux d'irrigation pour produire le riz. Cela permet aux exploitants de la plaine de se former ou d'apprendre les techniques de gestion de l'eau et culturelles avec leurs pairs dans la mesure où tous les membres de CORIKAB n'ont pas bénéficié de formation avec des formateurs.

Les femmes du groupement BAYERGA s'impliquent dans plusieurs activités comme le maraîchage, la riziculture, la fabrication du beurre de karité, la transformation du riz, etc. Les femmes du groupement BAYERGA interviewées ont soit reçu des formations dans le cadre de la gestion de l'eau et du barrage ou ont appris les techniques de gestion de l'eau avec leurs proches. *« Je n'ai jamais eu de formations techniques dans le domaine de la gestion du barrage mais je sais faire la pépinière, le repiquage, l'irrigation. J'ai reçu ces connaissances de ma mère, je peux dire que je maîtrise les savoir-faire que j'ai appris parce que je les mets en application. Je peux les apprendre à une autre personne s'il y a un besoin »*, déclare B.M<sup>84</sup>. Pour N.A<sup>85</sup> *« je n'ai pas de connaissances techniques en rapport avec le fonctionnement et la gestion du barrage. J'utilise l'eau du barrage pour préparer les*

---

<sup>81</sup> Bassavé Ourikiatou, membre de CORIKAB, non participante, enquêtée le 25/06/12, en mooré, sans interprète, non enregistré, contact 76 11 03 30

<sup>82</sup> Bassavé Soulemane, membre de CORIKAB, non participant, enquêté le 26/06/12, en français, enregistré, contact 76 90 47 48

<sup>83</sup> Molvier Garba membre de CORIKAB, non participant, enquêté le 25/06/12, en mooré, enregistré, contact 76 62 62 95

<sup>84</sup> Bassavé Madjalatou membre de BAYERGA, non participante, enquêtée le 24/06/12, en mooré, sans interprète, non enregistré, contact 71 51 18 99

<sup>85</sup> Nadié Awa, membre de BAYERGA, non participante, enquêtée le 24/06/12, en mooré, sans interprète, enregistré, contact 74 24 67 63

*amendes de karité, pour la construction et l'agriculture aussi. Je sais irriguer dans ma parcelle, faire la pépinière, le repiquage, utiliser l'engrais et l'herbicide ».* Z.J.<sup>86</sup> en revanche, mentionne qu'elle a des connaissances sur la gestion des vannes en ces termes « *les connaissances que j'ai c'est la gestion de l'eau, comment gérer les vannes à savoir leur ouverture et leur fermeture. Quand on ouvre le matin à 7h, il faut attendre 18h pour les fermer mais ce n'est pas moi qui est chargée de la gestion des vannes actuellement* ». Les femmes du groupement BAYERGA enquêtées reconnaissent toutes que le groupement BAYERGA assure la formation des membres chaque année sur les techniques de fabrication du beurre de Karité. Mais pour ce qui concerne les savoirs techniques sur la gestion et le fonctionnement du barrage, les membres de BAYERGA, les ont appris dans d'autres circonstances soit à la plaine ou sur les périmètres parce que certains membres de BAYERGA sont également membres du PIAME, du CORIKAB ou de Tom Ossi Ti. B.M.<sup>87</sup> admet « *les membres du groupement BAYERGA ont plus de connaissances techniques dans le domaine de la gestion de l'eau, de l'étuvage du riz, et de la fabrication du beurre de karité par rapport au reste de la population parce que dès le début, les membres de BAYERGA ont toujours bénéficié de formation de formateurs qui viennent de Ouagadougou ou de Léo et des agents des services techniques qui sont à Boura ici* ». A cause de l'appartenance des femmes du groupement féminin, à des groupements de production de riz ou de légumes, les membres de BAYERGA, ont eu l'opportunité d'être formés sur la gestion de l'eau en plus des formations techniques que le groupement BAYERGA leur dispense sur l'étuvage du riz, la fabrication du beurre de karité, l'entretien et la gestion des moulins, du forage, du centre, etc.

Selon les propos des membres du groupement DJAMNATI interviewés, les membres de DJAMNATI n'ont pas reçu de formations techniques ni dans le cadre de la gestion et du fonctionnement du barrage ni dans le domaine de l'élevage. De ce constat, les membres du groupement pensent qu'il n'y a aucune différence de savoirs techniques sur la gestion et le fonctionnement du barrage entre les membres de leur groupement et les éleveurs non membres. « *Je n'ai pas reçu de formations techniques dans le domaine du fonctionnement et de la gestion du barrage ni dans le cadre de l'élevage. Selon moi, il n'y a pas de différence de connaissances entre les membres de Djamnati et le reste de la population parce que les membres du groupement n'ont jamais eu de formation. Ils sont pareils au reste de la population* », soutient B.A.<sup>88</sup>. « *Je n'ai pas de connaissances techniques sur le fonctionnement et la gestion du barrage ni de l'élevage. Pour moi il n'y a pas de différence de connaissances techniques entre les membres du groupement Djamnati et le reste de la population parce qu'aucun membre n'a pas encore eu de formation* », ajoute B.A.<sup>89</sup>. Les éleveurs du groupement DJAMNATI n'ont pas de formation technique ni dans le domaine de l'élevage ni dans le fonctionnement et de la gestion du barrage.

Selon les acteurs politiques et coutumiers de Boura, les normes techniques de gestion et du fonctionnement du barrage ne sont pas respectées par les usagers. Les acteurs administratifs pensent également qu'il y a une mauvaise gestion du barrage par la population. Selon S.Y.<sup>90</sup> « *moi je constate que les normes techniques d'exploitation du point d'eau ne sont pas respectées. Ce qui fait que l'ensablement n'est pas évitable. Les maraîchers sont en train d'exploiter les berges du barrage et cela va entraîner rapidement le comblement du barrage. Il y a aussi la disparition de la couche végétale périphérique du barrage. Les maraîchers sont*

<sup>86</sup> Zogdia Joséphine, membre de BAYERGA, non participante, enquêtée le 23/06/12/en français, enregistré, contact 76 44 81 71

<sup>87</sup> Op cit

<sup>88</sup> Bandé Adama, membre de DJAMNATI, non participant, enquêté le 24/06/12, en mooré, sans interprète, non enregistré, contact 76 76 61 54

<sup>89</sup> Boly Abdoulaye, membre de DJAMNATI, non participant, enquêté le 29/06/12, en mooré, sans interprète, enregistré, contact 78 60 64 87

<sup>90</sup> Savadogo Yembi, forestier de Boura, participant, enquêté le 23/06/12, en français, non enregistré, contact 70 09 20 00

*aussi ceux qui coupent principalement les arbres pour exploiter les berges parce qu'ils trouvent que l'ombrage gêne leur production maraîchère. Les pêcheurs également à leur niveau exploitent abusivement les ressources halieutiques à travers l'utilisation de filets à mailles petites qui capturent des petits poissons ». «La gestion du barrage est désordonnée d'une manière générale, certes il existe des organisations qui contrôlent la gestion de l'eau par exemple il ya la gestion des vannes pour ne pas gaspiller l'eau au niveau de la plaine mais la gestion du barrage n'est toujours pas satisfaisante. Tous les usagers de l'eau ne paient pas leurs redevances pour maintenir l'infrastructure. Je ne sais pas comment l'eau du barrage est gérée par la mairie parce qu'il y a des citernes qui viennent chercher l'eau pour la construction de routes ou d'infrastructures dans d'autres localités », ajoute C<sup>91</sup>. Certains acteurs administratifs, contrairement admettent qu'il existe une organisation dans la commune en vue de gérer le barrage mais elle (organisation) reste insuffisante. Ainsi B.O souligne ceci « il y a une bonne organisation par rapport à la gestion du barrage mais elle est insuffisante parce qu'il y a des conflits entre les usagers agricoles et les éleveurs. Il manque de couloirs pour l'abreuvement des animaux jusque là il n'y a pas de pistes ». Pour ce faire, les acteurs administratifs et coutumiers reconnaissent que les usagers auraient besoin d'appuis pour parvenir à un meilleur fonctionnement et gestion du barrage. « Les exploitants ont besoin de clôture pour délimiter la zone d'exploitation, donc il faut qu'on les aide (les exploitants) avec les moyens matériels et techniques pour la nappe végétale qui divise l'eau du barrage en deux selon les résultats de l'étude (il s'agit des macrophytes). La destruction de la nappe a été même la cause d'endommagement de la digue l'année dernière. Si on pouvait aménager un couloir pour le passage du bétail afin d'éviter les conflits et la concurrence. Il faut aussi un moyen pour reboiser les berges, cela va réduire l'évaporation», mentionne S.Y<sup>92</sup>. N.O, ajoute « les besoins spécifiques des acteurs pour la gestion du barrage sont la formation des dirigeants pour la gestion, la réglementation de l'eau du barrage pour faciliter l'accès à tout le monde. La sensibilisation des différents groupes d'acteurs afin de les amener à se conscientiser en vue de mieux gérer l'eau du barrage ». Les acteurs administratifs et coutumiers trouvent que des efforts sont faits à Boura dans le cadre de la gestion du barrage mais les usagers ne mettent pas tous en pratique les normes techniques. Pour cela, il faudrait davantage mettre l'accent sur la formation, l'organisation, le renforcement des capacités, la sensibilisation de la population. En somme, certains usagers du barrage de Boura ont des savoirs techniques sur la gestion et le fonctionnement du barrage et d'autres n'en ont pas. Les savoirs techniques en rapports avec le fonctionnement et la gestion du barrage ont été acquis soit par des formations ou à travers l'apprentissage avec les autres membres de groupements. Nous aborderons les savoirs sociaux des différents groupements de Boura de notre échantillon.*

## **II-2. Les savoirs sociaux**

Les autres usagers de l'eau du barrage qui sont les vendeurs d'eau, les laveurs d'engins, les usagers domestiques de l'eau du barrage pour la lessive, la confection de briques, la construction, la réfection de murs et de maisons dans notre étude soulignent que les apports sociaux des groupements aux membres sont l'entraide, l'union, la concertation pour la prise de décision commune, etc. Parlant d'apports sociaux au lieu de savoirs sociaux c'est par rapport aux questions de la partie qui portaient sur les apports sociaux des associations ou groupements aux membres, au reste de la population, les contraintes rencontrées dans la vie de leurs organisations, etc.

En ce sens, C.A<sup>93</sup> relève « les apports sociaux des groupements à leurs membres selon moi sont l'entraide entre eux dans la réalisation de leurs activités, la prise de décision commune

---

<sup>91</sup> Chef de Boura, participant, enquêtée le 25/06/12, en français, enregistré, contact 76 45 48 00/ 71 51 19 13

<sup>92</sup>Op cit

<sup>93</sup>Op cit

*pour la bonne marche de leurs activités et groupements. C'est parce qu'il y a une certaine entente et union entre eux qu'ils parviennent à se retrouver pour prendre des initiatives». « Les apports sociaux des groupements à leurs membres sont multiples, la lutte contre la faim dans les ménages, la solidarité, l'union des membres, la plateforme multifonctionnelle permet aux femmes d'améliorer leurs conditions de vie » pour C.S<sup>94</sup>. En dehors des apports sociaux des groupements à leurs membres, les autres usagers de l'eau du barrage trouvent également que les groupements ont des apports sociaux au reste de la population non membres, ils ne se limitent pas seulement aux membres. Pour K.S<sup>95</sup> «les apports sociaux des groupements au reste de la population sont leur soutien à certaines personnes âgées et invalides à travers le don de récoltes, aux autorités lors des rencontres avec les étrangers, la disponibilité du riz, du poisson et des légumes sur place ». «Les apports sociaux des groupements au reste de la population, sont l'assistance qu'ils apportent à la population en partageant leurs productions avec les non membres et en permettant à la population d'avoir du riz local, des légumes au court de toutes les périodes de l'année », affirme C.A<sup>96</sup>. Les groupements contribuent à la cohésion sociale et à la disponibilité de céréales et de légumes pour la population de Boura.*

Le groupement Tom Ossi Ti est un moyen par lequel les membres s'entraident mutuellement. Tom Ossi Ti a aussi permis aux migrants de s'intégrer, de se familiariser avec la population à cause de leur appartenance au groupement Tom Ossi Ti. Selon B.M<sup>97</sup>, *« les apports sociaux de Tom Ossi Ti à ses membres sont la fraternité, au début il n'y avait pas de communication entre nous les étrangers et les sissala (les autochtones) mais à cause du groupement, il y a l'union, l'entente pour la vente groupée de nos récoltes, la tomate surtout »*. N.A<sup>98</sup> soutient pour sa part que *« les apports sociaux du groupement Tom Ossi Ti à ses membres sont l'entraide, ils se donnent la main, ils travaillent en groupe, ils peuvent aller repiquer dans la parcelle d'un exploitant, ils montent des projets dans le souci d'alléger la peine de tous les membres. Le travail en groupe nous permet d'avoir un débouché (les ghanéens) mais actuellement nous sommes confrontés à une concurrence »*. Le groupement Tom Ossi Ti permet l'entraide, la solidarité, etc., entre les membres du groupement. Au delà des membres du groupement, Tom Ossi Ti a également des apports sociaux pour le reste de la population dans la mesure où le prix des légumes devient moins cher et la production de la tomate procure du travail à certaines couches sociales (jeunes et vieilles) de la population. *« Au reste de la population, le tri de la tomate revient à ceux qui nous aident dans la cueillette de la tomate. Cela profite aux familles, et même aux villages environnants parce que le prix est abordable pendant la période de récoltes »* admet N.A<sup>99</sup>. En plus des apports sociaux du groupement Tom Ossi Ti à ses membres, le groupement permet la disponibilité de légumes sur le plan local.

Les apports sociaux du groupement PIAME à ses membres sont l'entraide pour la protection des récoltes, le soutien des membres lors des événements sociaux heureux comme malheureux (mariage, baptême, décès, funérailles...). Le groupement PIAME a aussi permis à ses membres de s'organiser pour mener leurs activités à travers la cotisation pour l'achat d'essence et d'engrais pour produire des légumes. Pour Z.A<sup>100</sup> *« les apports sociaux du PIAME à ses membres sont le partage de connaissances, d'expériences dans le travail, la possibilité d'avoir un crédit pour travailler et rembourser après la campagne. Le groupement*

---

<sup>94</sup>Op cit

<sup>95</sup>Kabré Salimata, usager domestique de l'eau, enquêtée le 28/06/12, Boura, en mooré, sans interprète, enregistré, sans contact.

<sup>96</sup>Compaoré Alassane, Op cit

<sup>97</sup>Bontogo Madi, membre de Tom Ossi Ti, non participant, enquêtée le 29/06/12, en mooré, enregistré, contact 76 72 21 44

<sup>98</sup>Nadié Amadou, Op cit

<sup>99</sup>Nadié Amadou, Op cit

<sup>100</sup>Zoungana Aïcha, Op cit

*PIAME permet à beaucoup de personnes qui n'avaient pas de parcelles et avaient des difficultés pour en avoir de pouvoir désormais exploiter les parcelles comme les autochtones* ». « *Les apports sociaux du groupement PIAME à ses membres sont la solidarité, par exemple si je pars trouver des animaux dans la parcelle d'un membre, je les chasse et informe le responsable du groupement pour qu'il prenne une décision. Quand un membre du PIAME est malade pendant la période des semailles ou des récoltes, les autres membres s'organisent pour semer dans sa parcelle ou pour récolter sa production en attendant qu'il se rétablisse et reprenne ses activités. Le responsable du groupement aide aussi les membres à avoir de l'engrais à crédit et de payer progressivement. Il y également une entente parce que les membres s'organisent pour la vente de la tomate (le prix est fixé par les membres non pas par les clients)* » ajoute N.B.L<sup>101</sup>. Le groupement PIAME est un groupement qui a permis à plusieurs migrants d'avoir des parcelles d'exploitation parce que généralement la majorité des migrants sont arrivés après l'installation d'exploitants dans le périmètre. C.M<sup>102</sup> explique cela en ces termes « *au reste de la population le groupement PIAME a permis une prise en considération des étrangers, il y a une certaine ouverture envers les personnes qui ne sont pas des autochtones. Le groupement PIAME, permet au reste de la population d'exploiter les parcelles en vue d'améliorer leurs conditions de vie* ». Le groupement PIAME est une source de solidarité, de fraternité, etc., pour ses membres et permet à la population de disposer de légumes à moindre coût sur le plan local, permet particulièrement aux migrants de bénéficier de parcelles d'exploitation.

A l'instar des groupements Tom Ossi Ti et du PIAME, le groupement AKAWERI permet à ses membres de s'entraider à travers le partage d'expériences dans la pêche, l'organisation des membres pour entretenir le barrage et prendre des décisions pour une bonne marche de leurs activités de pêche. N.O<sup>103</sup> stipule « *les apports sociaux d'AKAWERI à ses membres sont la compréhension, l'organisation des pêcheurs pour qu'il n'ait pas de discrimination, la solidarité pour empêcher les voleurs de rentrer dans le barrage sans nous concerter, l'entente a permis au groupement d'avoir un compte, et de prendre des décisions pour acheter des alevins et mettre dans le barrage* ». AKAWERI est un groupement qui profite également au reste de la population sur le plan social. « *Les apports sociaux du groupement AKAWERI au reste de la population sont la disponibilité du poisson sur le plan local, la contribution du groupement aux activités des autorités coutumières, administratives et politiques en nature ou en espèces selon la nature des activités*, mentionne O.I<sup>104</sup>. N.O trouve que « *les apports sociaux du groupement AKAWERI au reste de la population sont le soutien de la population en s'associant avec elle pour lutter contre les macrophytes en les enlevant l'année dernière. Le soutien de la mairie et des écoles en leur donnant du poisson ou de l'argent comme contribution pour certaines de leurs activités* ». Le groupement AKAWERI est un cadre d'apprentissage, de partage de savoir-faire des membres. Le groupement AKAWERI contribue à la disponibilité du poisson sur le plan local et aux pêcheurs de participer à des travaux collectifs d'entretien du barrage, à soutenir les autorités de Boura dans la réalisation de leurs activités.

Les apports sociaux du groupement CORIKAB à ses membres sont l'union pour la prise de décision commune par rapport à la production du riz, l'entraide des membres pour le partage d'expériences, etc. « *Les apports sociaux du groupement CORIKAB à ses membres sont le fait que tout le monde est traité sur le même pied d'égalité. Les femmes sont beaucoup associées aux activités et à la prise de décision. Les femmes ont également les mêmes*

---

<sup>101</sup>Nadié Bala Lamissi, Op cit

<sup>102</sup>Compaoré Moussa, Op cit

<sup>103</sup>Navé Ousmane, Op cit

<sup>104</sup>Ouédraogo Issaka, membre d'AKAWERI, non participant, enquêté le 28/06/12, en moré, non enregistré, contact 75 67 29 58

*superficiers d'exploitation que les hommes. Le groupement a permis à plusieurs de ses membres de bénéficier de formations au temps de l'ODE, déclare B.W.A<sup>105</sup>. Pour K.A<sup>106</sup> « Les apports sociaux du groupement CORIKAB à ses membres sont le fait que le groupement aide les membres à être plus solidaires, à s'entendre pour prendre des décisions, la participation aux travaux collectifs ». En termes d'apports sociaux du groupement CORIKAB, nous pouvons souligner la contribution de CORIKAB à la lutte contre la faim à Boura, la limitation de la migration des jeunes vers d'autres pays, la participation aux travaux collectifs avec le reste de la population pour l'entretien du barrage. B.S<sup>107</sup> note « les apports sociaux du groupement CORIKAB au reste de la population sont la construction d'une fourrière pour lutter contre la divagation des animaux, l'entretien du barrage, les membres de CORIKAB se sont mobilisés deux fois cette année pour nettoyer les alentours du barrage et curer les canaux d'irrigation avec le reste de la population. Cela profite à toute la population, il y a aussi le partage du riz avec les proches qui n'exploitent pas les parcelles au niveau de la plaine ». B.W.A, ajoute « les apports sociaux du groupement CORIKAB au reste de la population sont le partage, les membres du groupement donnent du riz à ceux qui n'ont pas de parcelles surtout les personnes âgées. Le groupement a permis aux jeunes de ne plus aller à l'aventure en Côte d'Ivoire ou au Ghana ». Le groupement CORIKAB, contribue à l'union des membres pour les activités de production du riz, d'entretien des canaux d'irrigation. CORIKAB profite aussi au reste de la population qui ne produit pas le riz d'en bénéficier à travers le don des membres de CORIKAB ou en achetant.*

Le groupement BAYERGA à travers la formation et la sensibilisation des femmes, a permis à ses membres d'avoir un esprit ouvert, d'acquérir des connaissances dans le cadre de la fabrication du riz, du beurre de karité et de disposer désormais de temps pour vaquer à d'autres occupations. N.A<sup>108</sup> et N.A<sup>109</sup> s'expriment ainsi « les apports sociaux du groupement BAYERGA à ses membres sont l'entraide parce que les femmes du groupement se soutiennent financièrement et moralement. En cas de décès ou de maladie d'un membre du groupement les autres membres apportent leur soutien à cette personne. Il y a aussi le fait que les membres du groupement aident la personne qui est malade à faire son beurre de karité pour ne pas rater la période de vente ». « Les apports sociaux du groupement BAYERGA à ses membres sont le fait que le groupement à participer à l'éveil de beaucoup de femmes à travers les sensibilisations et conseils. Le groupement a également permis à améliorer leurs savoir-faire dans la fabrication du beurre de karité. Les femmes ne concassent plus les amandes de karité à la main cela leur (faux femmes) permet de gagner du temps pour entreprendre d'autres activités ». Au reste de la population le groupement BAYERGA apporte un soutien dans le domaine de l'approvisionnement en eau, de la moulure des céréales, du riz, des amandes de karité à cause de la plateforme multifonctionnelle de BAYERGA. La population de Boura qui est proche du centre d'étuvage, s'approvisionne facilement en eau de boisson et les femmes ne perdent plus du temps dans la fabrication du beurre de karité parce qu'elles arrivent désormais à concasser aisément les amandes de karité. Selon B.S<sup>110</sup> « les apports sociaux du groupement BAYERGA au reste de la population sont la facilitation des activités des autres femmes qui ne sont pas membres du groupement pour l'étuvage du riz et la fabrication du beurre de karité. Le centre d'étuvage du groupement BAYERGA permet à la population d'avoir de l'eau potable, de réduire la distance pour moudre le mil, ou le maïs ». Le groupement BAYERGA permet non seulement aux femmes membres d'être solidaires, d'éveiller leurs consciences mais aussi d'aider le reste de la

<sup>105</sup>Bassavé Wabé Aïcha, membre de CORIKAB, enquêtee le 26/06/12, Boura, en français, enregistré, contact 76 62 62 95

<sup>106</sup>Kasia Abiba, membre de CORIKAB, enquêtee le 25/06/12, Boura, en moré, enregistré, contact 75 03 79 67

<sup>107</sup>Bassavé Souleymane, Op cit

<sup>108</sup>Navé Amina, membre de BAYERGA, enquêtee le 24/06/12, Boura, en moré, enregistré, contact 73 95 85 40

<sup>109</sup>Nadié Awa, Op cit

<sup>110</sup>Bassavé Souleymane, Op cit

population qui vient chercher l'eau de boisson au centre, moudre leurs céréales, leur riz et leurs amendes de karité dans les moulins du centre d'étuvage du groupement BAYERGA.

Parmi les membres du groupement DJAMNATI enquêtés, si certains pensent que le groupement permet à ses membres d'être solidaires, de s'unir pour des travaux collectifs, d'autres en revanche trouvent que le groupement DJAMNATI n'a aucun apport social à ses membres. Dans cette perspective D.Y<sup>111</sup> note ceci *« les apports sociaux du groupement Djamnati sont la solidarité des membres, l'union des membres en ce sens qu'ils arrivent par exemple à cotiser pour résoudre les problèmes collectifs, à cultiver un champ commun, à se soutenir »*. Les apports sociaux du groupement DJAMNATI au reste de la population sont le soutien des autorités locales dans la réalisation de leurs activités en nature ou en espèces. *« Les apports sociaux du groupement Djamnati au reste de la population sont la participation, la contribution du groupement à certaines cérémonies à travers les dons que le groupement fait »* selon B.B<sup>112</sup>. Mais certains membres du groupement DJAMNATI de notre échantillon conçoivent que le groupement DJAMNATI n'a aucun apport social pour le reste de la population parce que le groupement n'est pas fonctionnel comme il se doit. B.A<sup>113</sup> décrit cela en ces termes *« quoi dire sur les apports de Djamnati au reste de la population, le groupement n'est pas concerté par les autochtones dans plusieurs activités de la localité. Le groupement est rarement voire difficilement impliqué dans activités locales »*. Le groupement DJAMNATI selon les membres du groupement de notre échantillon permet l'union, l'entente de ses membres pour certains de même que la contribution aux activités locales mais pour d'autres membres enquêtés, DJAMNATI ni d'apports sociaux à ses membres ni au reste de la population. La partie suivante portera sur les savoirs économiques des groupements de Boura en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage.

### II-3. Les savoirs économiques

A travers les activités menées au sein des groupements, les membres réalisent des bénéfices qui leur permettent de subvenir à leurs besoins d'alimentation, de soins, d'habillement, de scolarisation des enfants, etc. Les apports économiques des groupements à leurs membres selon les autres usagers (usage domestique et à but lucratif) sont l'amélioration des conditions de vie des membres, la possibilité d'acheter des moyens de déplacement comme le vélo et la moto, des animaux et matériels de productions agricoles. Pour K.S<sup>114</sup> *« les retombées économiques des organisations à leurs membres sont l'amélioration de leurs conditions de vie. Les revenus permettent aux membres d'acheter la charrue, des bœufs de traie, des vélos, motos, de prendre en charge leurs familles (l'alimentation, les soins, l'habillement), de construire, de se marier »*. *« En termes de retombées économiques des groupements à leurs membres, je peux dire que les groupements permettent aux membres d'acheter des motos, des bœufs, des charrettes, de construire des maisons »* selon C.A<sup>115</sup>. Le groupement permet également au reste de la population d'entreprendre le commerce qui contribue à améliorer leurs conditions de vie. Le commerce permet à des femmes de générer des revenus qui leur permettent de subvenir à leurs besoins, de soutenir leurs époux dans les dépenses familiales et la scolarisation de leurs enfants. C.A<sup>116</sup> souligne *« les groupements ont aussi permis à beaucoup de femmes d'étuver le riz, de transformer le poisson, de vendre les légumes à Boura ici et dans les villages environnants. Cela contribue à l'amélioration des conditions de vie des femmes dans la mesure où les femmes arrivent à acheter des vélos, des plats (pour leurs propres besoins familiaux et la préparation des mariages de leurs filles) et à assurer leur*

<sup>111</sup>Diallo Yoro, non participant, le 29/06/12, Boura, en moré, non enregistré, contact, 76 66 41 71

<sup>112</sup>Boly Boureina, non participant, le 28/06/12, Boura, en moré, enregistré, contact, 78 86 12 60

<sup>113</sup>Boly Abdoulaye, Op cit

<sup>114</sup>Kabré Salimata, Op cit

<sup>115</sup>Compaoré Alassane, Op cit

<sup>116</sup>Compaoré Alassane, Op cit



*habillement et celui de leurs enfants». « Au reste de la population, les groupements ont permis aux commerçantes de légumes, de riz et du poisson d'avoir une activité génératrice de revenus. Les groupements ont également permis à certains hommes de faire des prestations (la main d'œuvre dans les parcelles d'exploitation) et de gagner de l'argent, des céréales et des légumes qui contribuent à la prise en charge de leurs familles »* ajoute K.S<sup>117</sup>. Les groupements permettent à leurs membres et au reste de la population de réaliser des bénéfices à travers la vente des produits agricoles, de pêche, la transformation du riz, du poisson, la fabrication du beurre de karité, etc.

Le groupement Tom Ossi Ti est un moyen par lequel les membres du groupement parviennent à faire des réalisations telles que des constructions de maisons, l'achat d'engins et de vélos, de charrettes, de bœufs de traies, d'engrais, bref le groupement Tom Ossi Ti constitue une source d'épanouissement pour les membres du groupement. *« Je vends ma production à cash, mes bénéfices m'ont permis d'assurer l'alimentation de ma famille, d'acheter des vélos pour mes enfants, une charrette, un âne, de scolariser mes enfants, de prendre en charge les soins et l'habillement de la famille. Les retombées économiques du groupement Tom Ossi Ti sont la construction de boutiques par certains membres du groupement, l'achat des bœufs de traie, de charrettes, d'ânes, en un mot le groupement permet à ses membres de résoudre leurs problèmes sociaux »* déclare N.A<sup>118</sup>. En plus des retombées économiques du groupement Tom Ossi Ti à ses membres, il permet aussi au reste de la population de générer des revenus. En effet, à travers la vente de la tomate, les membres de Tom Ossi Ti et le reste de la population (les commerçantes de légumes) font des réalisations comme l'achat de vivres pour l'alimentation, la scolarisation des enfants, les soins familiaux, l'achat de moyens de déplacement, la construction de maisons, etc. Ainsi selon N.B.L et BM *« les activités du groupement Tom Ossi Ti sont plus bénéfiques au reste de la population parce que les vendeuses de légumes réalisent des bénéfices et profitent mieux que les producteurs qui ont acheté l'engrais, payer la main d'œuvre, etc. pour produire la tomate »*. *« La vente des légumes contribue énormément à l'épanouissement des femmes commerçantes, elles n'ont plus besoin d'aller chercher les légumes dans les villages ou villes environnants»*. Le groupement Tom Ossi Ti a non seulement des retombées économiques pour ses membres mais aussi pour le reste de la population dans la mesure où la vente de la tomate permet aux membres et au reste de la population de faire des réalisations. En outre, les gains des membres de Tom Ossi Ti et le reste de la population (les commerçantes de légumes) sont destinés à l'achat de vivres, aux soins de leurs familles, à la scolarisation de leurs enfants, à la construction de maisons, à l'achat d'engins, etc.

Le groupement PIAME tout comme le groupement Tom Ossi Ti participe à l'amélioration des conditions de vie des membres du groupement. Le PIAME est un moyen par lequel les membres arrivent à réaliser des bénéfices qui contribuent à la prise en charge familiale, sanitaire et scolaire des familles. Pour N.L<sup>119</sup> *« les retombées économiques du PIAME à ses membres sont l'amélioration des revenus des ménages, l'achat de motos, de vélos, la construction de maisons, l'achat d'intrants pour la préparation de la campagne agricole, de bœufs de traie, des mariages »*. *« Les retombées économiques du groupement PIAME à ses membres sont l'achat d'engrais, de semences pour l'agriculture, d'animaux, de vélos, de motos, etc. »* corrobore K.S<sup>120</sup>. Le groupement PIAME permet à ses membres de supporter les dépenses familiales et agricoles par la vente de légumes. Le PIAME a aussi permis au reste de la population de générer des revenus qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. N.L, et

---

<sup>117</sup>Kabré Salimata, Op cit

<sup>118</sup>Nadié Amadou, Op cit

<sup>119</sup>Nikiéma Lacina, Op cit

<sup>120</sup>Kalawoulé Samuel, Op cit

K.S, trouvent que *«les retombées économiques du PIAME au reste de la population sont le fait que les femmes ont eu une occupation à travers la revente de la tomate, l'étuvage du riz. Il y a également le fait que des enfants, des vieilles et des jeunes font des prestations comme le binage et le désherbage qui leur permettent de générer des revenus »*. *« Les retombées économiques du PIAME au reste de la population sont le fait que les commerçantes de légumes génèrent des revenus qui leur permettent de prendre en charge les dépenses de leurs familles et se réaliser en s'auto-prenant en charge »*. Le PIAME contribue à l'amélioration des conditions de vie de ses membres et du reste de la population. La vente de légumes procure des revenus qui jouent un rôle essentiel dans la prise en charge des familles des membres du PIAME et du reste de la population.

Le groupement AKAWERI permet à ses membres de construire, d'acheter des moyens de déplacement, de se marier, de prendre en charge les dépenses familiales à travers les revenus de la pêche. T.Z<sup>121</sup> déclare *« les retombées économiques du groupement AKAWERI sont la participation à l'amélioration des conditions de vie des membres. Le groupement a aidé beaucoup de membres à acheter de l'engrais, des ânes, des bœufs pour le labour de leurs champs et parcelles, d'acheter des charrettes »*. Le groupement AKAWERI a permis à ses membres en particulier aux jeunes d'avoir une occupation, de se marier, d'acheter des vélos ou des motos, de scolariser leurs enfants. Au reste de la population, AKAWERI constitue également une source de revenus pour les transformatrices de poissons et à certains hommes de Boura. Pour Z.M<sup>122</sup> *« au reste de la population, AKAWERI a permis à des femmes de transformer le poisson et cela constitue une source de revenus pour ces femmes. Le groupement a également permis à des hommes de faire du commerce en revendant du poisson frais dans d'autres localités »*. *« Les retombées économiques du groupement AKAWERI au reste de la population sont le fait que les transformatrices du poisson réalisent des bénéfices qui leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie, il y a certaines d'entre elles qui ont pu construire des maisons »* ajoute N.O<sup>123</sup>. Le groupement AKAWERI est un groupement qui permet aux pêcheurs, aux revendeurs et aux transformatrices de poissons d'améliorer leurs conditions de vie. En outre, la vente du poisson permet aux pêcheurs et aux revendeurs de faire des réalisations telles que la construction, l'achat d'engrais, d'engins, de vélos, de contribuer aux dépenses familiales, etc.

Le groupement CORIKAB de même que les précédents permet à ses membres de se réaliser. Les membres du groupement CORIKAB ont deux campagnes par an, cela leur permet (ses membres) de ne pas manquer de nourriture dans leurs ménages, de se soigner, de scolariser leurs enfants, de les habiller, etc. *« Les retombées économiques du groupement CORIKAB à ses membres sont l'amélioration des conditions de vie des membres de CORIKAB, parce que le groupement a deux campagnes par an, en période de soudure ou de famine les membres du groupement ont toujours de la nourriture. Le groupement a permis à ses membres en particulier aux jeunes d'acheter de ne plus aller à l'aventure, d'acheter des vélos ou des motos. Les autres femmes du groupement arrivent à scolariser leurs enfants, à s'habiller et habiller leurs enfants, à soigner leurs familles »* explique B.W.A<sup>124</sup>. Le groupement CORIKAB participe à l'amélioration des conditions de vie de ses membres du fait que la production de riz procure la nourriture aux membres, leur permet de construire, d'acheter des engins, de soigner leurs familles, de scolariser leurs enfants. Au reste de la population, CORIKAB permet aussi aux femmes étuveuses de riz de réaliser des bénéfices qui sans doute contribuent à supporter les charges familiales et à participer au bien être des femmes. *« En*

---

<sup>121</sup>Tarbaddo Zakaria

<sup>122</sup>Zalvé Martin, membre d'AKAWERI, non participant, enquêté le 30/06/12, interprété en moré, non enregistré, contact 75 67 29 58

<sup>123</sup>Navé Ousmane, Op cit

<sup>124</sup>Bassavé Wabé Aïcha, Op cit

*termes de retombées économiques de CORIKAB au reste de la population il y a des femmes qui viennent acheter des sacs de riz pour étuver. La commercialisation du riz étuvé permet à ces femmes de générer des revenus et de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles ». « Les retombées économiques de CORIKAB au reste de la population sont le fait qu'à cause de la production du riz, CORIKAB a créé trois groupements d'étuvage de riz à Boura ici qui permettent à des femmes de réaliser des bénéfices et de subvenir à leurs besoins. Et même au-delà de Boura, le groupement CORIKAB profite à nos parents qui sont dans les villages environnants » soulignent B.O.<sup>125</sup> et B.W.A.<sup>126</sup>. Le centre d'étuvage permet également aux femmes qui ne sont pas membres de CORIKAB d'entreprendre en étuvant le riz afin de subvenir aussi à leurs besoins familiaux et de s'épanouir.*

Le groupement féminin BAYERGA permet à ses membres d'acheter des parcelles d'habitation, d'améliorer leur production en augmentant le nombre de parcelles d'exploitation, à contribuer aux charges familiales. Pour D.T.<sup>127</sup> *« les retombées économiques du groupement BAYERGA à ses membres sont le fait que des membres ont pu acheter des charrettes, des ânes pour labourer leurs parcelles, des motos ou vélos. Le groupement permet aussi aux membres de payer la scolarité de leurs enfants, de se soigner et de s'habiller ».* *« Les retombées économiques du groupement à ses membres sont le fait que beaucoup de femmes ont pu acheter des parcelles pour construire avec les bénéfices qu'elles réalisent, la contribution des femmes à la scolarisation des enfants, l'achat d'animaux pour élever tels que la volaille, les caprins, l'achat de motos et de vélos »* ajoute B.M.<sup>128</sup>. Le groupement féminin BAYERGA permet à ses membres de faire des réalisations et de subvenir à leurs besoins et au reste de la population. Grâce au centre d'étuvage de BAYERGA, les moulins aident les femmes à prospérer dans leurs activités. N.A.<sup>129</sup> soutient *« les retombées économiques du groupement BAYERGA au reste de la population sont le fait que le moulin aide beaucoup de femmes en leur permettant d'avoir de l'eau potable, d'étuver facilement et en grande quantité le riz, de fabriquer du beurre de karité ».* BAYERGA a permis aux femmes non membres d'améliorer la transformation du riz ou la fabrication du beurre de karité parce qu'avec le moulin les femmes peuvent désormais produire le beurre de karité ou étuver le riz en grande quantité. Cela contribue à augmenter leurs bénéfices.

L'élevage constitue la principale source de revenus des pasteurs peuhls dans la mesure où, les peuhls vivent essentiellement de cette activité. De ce fait, l'élevage permet aux membres du groupement DJAMNATI de subvenir à leurs besoins familiaux. Pour B.B.<sup>130</sup> *« les retombées économiques du groupement Djamnati à ses membres sont énormes puisque les membres vivent de l'élevage. L'élevage est la source principale de revenus des membres, l'élevage permet aux membres de scolariser leurs enfants, d'acheter des animaux pour élever, des vélos, des motos, de construire, de se soigner et soigner leurs familles, etc. ».* Au reste de la population le groupement DJAMNATI permet à certaines personnes d'entreprendre du commerce et de générer des bénéfices. Pour B.B.<sup>131</sup> et B.A.<sup>132</sup> *« en dehors de la garde d'animaux qui permet à certaines personnes de la population d'avoir de l'argent, je ne vois pas de retombées économiques du groupement au reste de la population ».* *« Les retombées économiques de Djamnati au reste de la population sont le fait que le groupement a permis à certaines personnes de faire du commerce et les bénéfices leur permettent d'améliorer leurs*

<sup>125</sup> Bassavé Ourikiatou, Op cit

<sup>126</sup> Bassavé Wabé Aïcha, Op cit

<sup>127</sup> Djafiatou Talata, membre de BAYERGA, non participante, 26/06/12 en moré, enregistré, contact 73 95 85 40

<sup>128</sup> Bassavé Madjalatou, Op cit

<sup>129</sup> Navé Amina, Op cit

<sup>130</sup> Boly Boureïma, Op cit

<sup>131</sup> Boly Boureïma, Op cit

<sup>132</sup> Boly Abdoulaye, Op cit

*conditions de vie ».* Le groupement permet à ses membres de subvenir à leurs besoins et à certaines personnes de Boura (les bouchers) de générer des revenus. D'une manière générale, les groupements permettent à leurs membres et au reste la population de réaliser des bénéfices qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie et à l'épanouissement des populations. Dans la partie suivante, nous aborderons les savoirs politiques des groupements en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage.

#### **II-4. Les savoirs politiques**

Les autorités coutumières, administratives et politiques de Boura entretiennent de bonnes relations avec les groupements du fait qu'elles (les autorités) impliquent les groupements dans leurs activités et vice versa. Cependant, il existe parfois des insuffisances dans la résolution des conflits entre les exploitants et les autorités. K. S<sup>133</sup> soutient que *« je me dis qu'il y a de bonnes relations entre les autorités coutumières et les groupements parce que les autorités coutumières interviennent souvent dans la résolution des problèmes que les groupements rencontrent avec les propriétaires d'animaux qui détruisent leurs récoltes. Je n'ai jamais entendu que les groupements ont eu des problèmes avec les autorités coutumières. Avec les autorités administratives et politiques, les relations ne sont pas tout à fait bonnes dans la mesure où les exploitants sont confrontés parfois à une mauvaise gestion de certains problèmes. Les exploitants se plaignent le plus souvent du traitement de leurs conflits avec les propriétaires d'animaux. Par exemple, quand les exploitants envoient un animal ou des animaux à la fourrière non seulement ils dépensent assez mais sortent généralement perdant. Les autorités leur donnent soit une somme qui est en dessous des frais versés pour la garde de l'animal ou des animaux à la fourrière ou ils ne trouvent pas gain de cause »*. Les relations entre les autorités locales et les groupements sont bonnes mais les membres de groupements rencontrent quelques fois des difficultés dans la gestion des dégâts d'animaux, dans l'acquisition de l'engrais avec les encadreurs agricoles selon les autres usagers.

Les rapports qui existent entre les autorités coutumières et le groupement Tom Ossi Ti sont le don des conseils, le soutien dans la réalisation de leurs activités. Tom Ossi Ti collabore avec les autorités administratives et politiques dans la mesure où les autorités administratives participent à certaines de leurs activités et sont aussi impliquées dans la gestion des difficultés avec les propriétaires d'animaux en divagation. Selon B.M<sup>134</sup> *« le groupement est en bon terme avec les autorités coutumières parce que c'est le chef de terre qui a donné l'autorisation d'exploiter le site du groupement. Il ya une concertation permanente entre le groupement et les chefs coutumiers. Les relations avec les autorités administratives et politiques sont également bonnes sauf la résolution de nos problèmes à la fourrière en cas de dégâts qui ne convient pas aux membres du groupement Tom Ossi Ti. En cas de dégâts, les autorités administratives et politiques demandent aux membres de Tom Ossi Ti de verser 15000 F ainsi qu'aux propriétaires d'animaux amenés à leur niveau (à la fourrière) avant même de faire le constat de dégât. Les membres du groupement sortent le plus souvent perdant parce qu'on peut leur donner 5000 ou 10000 F comme frais de réparation moyennant les 15000 F qu'ils avaient versé comme frais de constat »*. Le groupement Tom Ossi Ti entretient de bonnes relations avec les autorités locales mais le traitement des problèmes au niveau des autorités administratives et politiques ne satisfait pas les membres en ce sens qu'il y a trop de procédures à suivre et les plaignants ne gagnent généralement pas gain de cause.

---

<sup>133</sup>Kabré Salimata, Op cit

<sup>134</sup>Bontogo Madi, membre de Tom Ossi Ti, non participant, enquêté le 29/06/12, en français, enregistré, contact 76 72 21 44

Le PIAME bénéficie du soutien des autorités coutumières dans la mise en œuvre de leurs activités de même que des autorités administratives et politiques. En effet, les chefs coutumiers participent à la lutte contre la divagation des animaux en vue de limiter les dégâts et les conflits entre les exploitants du périmètre PIAME et les riverains. En ce sens K.S.<sup>135</sup> note *« les relations entre le groupement PIAME et les autorités coutumières sont bonnes parce qu'il n'y a pas de disputes entre le PIAME et les autorités coutumières. Le PIAME bénéficie du soutien des autorités coutumières qui lui donne des conseils surtout par rapport à la divagation des animaux. Les autorités coutumières interviennent généralement dans la résolution des différends entre les membres du PIAME et les riverains. Le groupement PIAME suit ce que les autorités administratives et politiques demandent de faire. Il y a la collaboration entre le PIAME et les autorités administratives et politiques dans la mesure où les membres prennent part à leurs activités. De plus, le PIAME a le soutien, les encouragements des autorités administratives et politiques »*. Si certains enquêtés admettent que les relations entre les autorités coutumières, administratives, politiques et le PIAME sont bonnes d'autres en revanche trouvent que les autorités administratives et politiques ne traitent pas convenablement les problèmes des membres du PIAME. Selon N.L.<sup>136</sup> *« les autorités coutumières appuient beaucoup le PIAME dans la lutte contre la divagation des animaux. Les autorités administratives et politiques ont de bonnes relations avec le groupement PIAME parce qu'il y a une collaboration entre elles et le PIAME. Le groupement n'a jamais eu de difficultés avec les autorités administratives et politiques en dehors du fait que les membres ne trouvent pas toujours satisfaction dans la gestion de leurs conflits avec les riverains quand ils amènent les animaux à la fourrière »*. Le PIAME entretient certes de bonnes relations avec les autorités locales de Boura mais les membres rencontrent des difficultés dans la résolution de leurs problèmes avec les autorités administratives et politiques.

Le groupement AKAWERI a de bons rapports avec les autorités coutumières, administratives et politiques de Boura d'une manière générale mais certains pêcheurs révèlent qu'ils rencontrent des difficultés avec le forestier par rapport à la patente. Z.M.<sup>137</sup> et T.Z.<sup>138</sup> s'expriment ainsi *« les relations sont bonnes entre les autorités coutumières et le groupement AKAWERI parce que le groupement tient souvent des rencontres avec elles. Les autorités coutumières soutiennent le groupement et l'impliquent dans les travaux communautaires tels que l'entretien du barrage. Le groupement soumet ses difficultés aux autorités coutumières pour qu'ils trouvent ensemble des solutions, nous avons le cas de l'enlèvement des macrophytes au niveau du barrage. Le groupement soutient les autorités coutumières en nature ou en espèces dans certaines de leurs activités. Elles (autorités coutumières) donnent des conseils au groupement AKAWERI à tout moment. Le groupement AKAWERI n'entretient pas de relation en temps que telle avec les autorités administratives, en dehors de la contribution du groupement en poisson pour des cérémonies locales ou la participation à des rencontres locales si les autorités administratives invitent le groupement »*. *« Le groupement AKAWERI entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières, il n'y a pas de problème avec les autorités coutumières. Avec les autorités administratives et politiques, le groupement AKAWERI est en bons termes sauf la patente qui met parfois des membres en conflit avec le forestier parce qu'il ya des pêcheurs qui refusent de payer leur patente pourtant, ils veulent continuer à pêcher »*. AKAWERI entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières administratives et politiques parce que le groupement est impliqué dans les activités locales et consulte les autorités locales pour la prise de certaines décisions.

---

<sup>135</sup> Kalawoulé Samuel, Op cit

<sup>136</sup> Nikiéma Lacina

<sup>137</sup> Zalyé Martin, Op cit

<sup>138</sup> Tarbagdo Zakaria, Op cit

Cependant, le comportement de certains pêcheurs (refus de payer la patente) amène les agents forestiers à leur (pêcheurs qui refusent de payer la patente) infliger des sanctions.

Le groupement CORIKAB entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières, administratives et politiques dans la mesure où le groupement a les soutiens, les encouragements des autorités coutumières et collabore avec les autorités locales. *« Il existe une compréhension entre le groupement CORIKAB et les autorités coutumières, le groupement a l'appui des autorités coutumières. Chacun d'entre nous (CORIKAB et les autorités coutumières) a sa responsabilité dans la gestion du barrage. En cas de noyade de nos enfants par exemple, il faut passer par les autorités coutumières. Le groupement CORIKAB entretient de bonnes relations avec les autorités administratives en ce sens que quand le groupement rencontre des difficultés, les autorités administratives l'aident en lui prodiguant des conseils dans le domaine de la gestion de l'eau. Les autorités administratives sont informées des formations, des rencontres que le groupement CORIKAB organise. Elles participent souvent aux activités de CORIKAB et encouragent ses membres. Les difficultés que le groupement rencontre avec les autorités administratives se situent au niveau des animaux. En cas de dégât, quand les autorités administratives font le constat, les membres du groupement ont du mal à rentrer en possession de l'argent qu'on leur doit (le préfet et les encadreurs agricoles) »* selon B.S<sup>139</sup>. Il existe une collaboration entre les autorités locales et CORIKAB parce que les chefs coutumiers sont parfois impliqués dans la diffusion d'informations, la résolution de certains problèmes. Les autorités administratives et politiques également impliquent CORIBAK dans leurs activités et vice versa.

Le groupement féminin BAYERGA bénéficie du soutien des autorités locales à travers les conseils prodigués pour la bonne marche de BAYERGA par les autorités coutumières, administratives et politiques. BAYERGA a également les encouragements des autorités locales et leurs conseils pour la recherche de partenariat. Z.J<sup>140</sup> met cela en exergue en affirmant *« l'union des femmes de Boura entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières ainsi que les groupements BAYERGA parce que les chefs soutiennent les femmes à travers leurs conseils et leurs encouragements. Les autorités coutumières ne laissent jamais les femmes en marge de leurs activités ou des rencontres de la localité. Les autorités administratives et politiques collaborent avec les femmes de l'union et de BAYERGA parce que les femmes sont impliquées dans leurs activités et les autorités administratives participent à certaines rencontres de l'union et du groupement BAYERGA. L'union des femmes et le groupement BAYERGA entretiennent aussi de bonnes relations avec leur PTF qui est la « Fédération Nononma » basée à Léo qui est chargée de vendre le beurre de karité avec des canadiens pour les femmes. C'est le temps mis pour rentrer en possession de l'argent de vente par les femmes qui dure beaucoup. Il faut attendre 10 mois à un an après la vente. L'union des femmes ainsi que le groupement BAYERGA n'ont pas d'ONG qui les soutiennent pour le moment »*. Le groupement BAYERGA bénéficie du soutien des autorités coutumières, administratives et politiques en ce sens que les autorités locales impliquent les femmes dans leurs activités, donnent des idées au groupement BAYERGA pour la recherche de partenaire et la bonne gestion du centre d'étuvage.

DJAMNATI entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières de Boura parce que les membres étant pour la plupart des migrants sont rentrés en contact avec les autorités coutumières pour s'installer. Pour cela, les pasteurs sont tenus de bien se comporter de peur de ne pas se faire « chasser » du jour au lendemain. Avec les autorités administratives et politiques les membres de DJAMNATI entretiennent aussi de bonnes relations sauf le

---

<sup>139</sup>Bassavé Soulemene, Op cit

<sup>140</sup>Zogdia Joséphine, Op cit

traitement des conflits dus aux dégâts de leurs (pasteurs) animaux qui constitue une difficulté pour les éleveurs. Pour B.A.<sup>141</sup> « le groupement Djamnati entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières parce que ce sont les autorités coutumières qui ont donné l'autorisation à plusieurs membres du groupement de s'installer ici à Boura. Le groupement collabore avec les autorités administratives et politiques parce que le groupement est souvent invité à leurs activités ou contribue pour la bonne réalisation de certaines de leurs activités (s'il y a des étrangers qui viennent ici pour une visite ou pour des cérémonies), mais les problèmes liés à la divagation des animaux ne sont pas bien traités par les autorités administratives et politiques ». « Le groupement Djamnati et les autorités coutumières entretiennent de bonnes relations parce que les membres du groupement sont presque tous des étrangers, ce sont les autorités coutumières qui leur ont donné (aux membres du groupement Djamnati) des terres pour leur installation. Les membres du groupement doivent tout faire pour s'entendre avec les autorités coutumières afin de ne pas se voir expulser un jour du village parce que les autorités coutumières peuvent nous demander de quitter Boura. Avec les autorités administratives et politiques le groupement Djamnati ne rencontre pas de problèmes majeurs sauf le traitement des dégâts causés par les animaux » ajoute D.Y.<sup>142</sup>. Le groupement Djamnati entretient de bonnes relations avec les autorités coutumières mais avec les autorités administratives et politiques les relations ne sont pas bonnes en tout temps à cause de la résolution des conflits entre les membres de DJAMNATI et les agriculteurs. En somme, nous pouvons noter que les groupements de Boura entretiennent des bonnes relations avec les autorités locales mais il arrive que les membres de groupements rencontrent des difficultés avec les autorités administratives et politiques par rapport à la gestion des problèmes entre exploitants et pasteurs ou exploitants et riverains à cause des dégâts des animaux, ou à cause de l'interdiction de pratiquer la pêche pour les pêcheurs qui ne veulent pas payer la patente. Nous nous intéresserons aux savoirs relatifs à la démarche participative des différents groupements de notre échantillon en rapport avec le fonctionnement et la gestion du barrage.

## II-5. Les savoirs sur la démarche participative

Parmi les autres usagers (usagers domestiques et à but lucratif), de Boura interviewés aucun de n'a participé à l'atelier. Deux personnes n'ont pas de connaissance sur la démarche participative et l'atelier. Trois enquêtés ont entendu parler de la démarche participative et l'atelier et une personne n'a pas aucune idée sur l'atelier. Les enquêtés qui ont des connaissances sur la démarche participative et l'atelier ont reçu l'information soit des autorités locales, ou des membres de groupements ou encore de leurs proches. Pour C.A.<sup>143</sup> et C.S.<sup>144</sup> « j'ai entendu parler de l'atelier du maire mais l'atelier du vice président de Toumi Kominga (association informelle). (C'est une association des mossis qui n'était pas représentée à l'atelier. C'est au cours de nos entretiens qu'un enquêté a parlé du vice présidente de cette association). Le maire a dit qu'il y avait une équipe qui travaillait sur la gestion du barrage mais il fallait que la population se mobilise pour arranger la digue. Le vice président a juste parlé de l'atelier mais il n'a pas expliqué en quoi cela a consisté ». « J'ai entendu parler de la démarche participative au lancement du projet à la mairie, l'atelier d'un membre du groupement Tom Ossi Ti. J'ai retenu du lancement du projet que la recherche va nous aider à réhabiliter le barrage, à améliorer la santé de la population et la qualité de l'eau. Le membre du groupement Tom Ossi Ti, m'a dit que la recherche vise organiser davantage la population et à mieux gérer le barrage ». K.S.<sup>145</sup> ajoute « j'ai entendu parler de la démarche participative

<sup>141</sup>Boly Abdoulaye, Op cit

<sup>142</sup>Diallo Yoro, Op cit

<sup>143</sup>Compaoré Alassane, Op cit

<sup>144</sup>Compaoré Sigui, Op cit

<sup>145</sup>Kabré Salimata, Op cit

de ma belle mère qui est dans le groupement PIAME. Je n'ai pas encore entendu parler de l'atelier. Ma belle mère m'a dit qu'il y avait des gens qui allaient travailler pendant trois ans à Boura ici dans le cadre de la gestion de l'eau du barrage ». Par rapport aux enjeux de la démarche participative, les autres usagers de notre échantillon qui en ont des connaissances pensent que les enjeux de la démarche participative sont le renforcement des capacités des populations dans la gestion du barrage et la responsabilisation des exploitants. « *Les enjeux de la démarche c'est de renforcer la capacité du barrage, d'améliorer la pêche et d'étendre la plaine* ». « *Les enjeux c'est de responsabiliser les exploitants, la population entière à mieux gérer l'eau du barrage* » selon K.S<sup>146</sup> et C.S<sup>147</sup>. Les autres usagers interviewés n'ont pas de connaissances sur les étapes de la démarche participative. Concernant les connaissances sur les outils observés dans le cadre de la démarche participative, deux enquêtés soulignent qu'ils ont des savoirs sur les outils et un enquêté note qu'il n'a pas observé d'outils en rapport avec la démarche participative. Pour ce qui est des étapes de la démarche participative, aucun des enquêtés n'en (les étapes) a pas. « *Je ne connais pas les étapes. Les outils que j'ai observés sont le pluviomètre et la bouée* ». « *Je ne connais pas les étapes de la démarche. Je ne connais pas les outils et supports mobilisés au cours de la démarche* », déclarent C.S<sup>148</sup> et K.S<sup>149</sup>. Certains autres usagers de notre échantillon ont des savoirs sur la démarche participative et l'atelier et d'autres ont soit une idée sur la démarche participative ou sur l'atelier ou encore n'ont pas de connaissances ni sur la démarche participative ni sur l'atelier.

La démarche participative et l'atelier sont connus par certains interviewés du groupement Tom Ossi Ti et d'autres n'ont pas de connaissances ni sur la démarche ni sur l'atelier. « *J'ai entendu parler de la démarche participative du responsable du groupement Tom Ossi Ti*.

*Il nous a dit lors d'une réunion de bien gérer l'eau et de ne plus la gaspiller parce que nos actions avaient suscité une étude dans la localité. J'ai entendu parler de l'atelier des autres membres du groupement. Ils m'ont simplement dit qu'il y a eu une rencontre à la mairie sur la gestion du barrage, mais je ne sais pas de quoi de quoi il s'agissait au juste. (J'étais absente pendant trois mois)* ». « *Je n'ai pas encore entendu parler de la démarche participative ni de l'atelier* », admettent N.BL<sup>150</sup> et B.A<sup>151</sup>. Selon les membres de Tom Ossi Ti enquêtés certains trouvent que les enjeux de la démarche participative c'est d'aider la population dans la gestion du barrage, d'autres en revanche n'ont pas de connaissances sur les enjeux de la démarche participative. Dans cette optique B.M<sup>152</sup> et N.A<sup>153</sup> mentionnent « *les enjeux de la démarche c'est d'aider la population en étendant le barrage, à lutter contre les macrophytes et à mieux organiser les acteurs dans leurs activités* ». « *Les enjeux de la démarche c'est d'aider la population à mieux profiter de l'eau qui l'entoure. C'est de parvenir à une bonne utilisation de l'eau de sorte qu'elle soit profitable à tout le monde* ». Les étapes de la démarche ne sont connues par aucun de nos enquêtés, mais sur les cinq producteurs interviewés, trois ont des connaissances sur les outils et supports mobilisés dans la démarche participative. N.B.L<sup>154</sup> et B.M<sup>155</sup> soutiennent « *les outils que j'ai observés sont le pluviomètre situé derrière le CSPS, la bouée dans le barrage et le poteau avec une clé à côté du déversoir* ». « *Les outils que j'ai observés sont les poteaux dans le barrage et au niveau de la plaine, les échelles, la bouée* » Les membres du groupement Tom Ossi Ti interviewés n'ont

---

<sup>146</sup> Kabré Salimata, Op cit

<sup>147</sup> Compaoré Sigué, Op cit

<sup>148</sup> Compaoré Sigué, Op cit

<sup>149</sup> Kabré Salimata, Op cit

<sup>150</sup> Nadié Bala Lamissi, Op cit

<sup>151</sup> Bamouni Adama, Op cit

<sup>152</sup> Bontogo Madi, Op cit

<sup>153</sup> Nadié Amadou, Op cit

<sup>154</sup> Nadié Bala Lamissi, Op cit

<sup>155</sup> Bontogo Madi, Op cit



pas tous des connaissances sur la démarche participative, ses enjeux, ses étapes, ses outils ainsi que sur l'atelier de restitution.

Les membres du PIAME de notre échantillon ont tous des connaissances sur la démarche participative et l'atelier. Ils ont reçu l'information lors du lancement du projet à Boura ou à travers les responsables de groupements. Pour K.S.<sup>156</sup> et N.L.<sup>157</sup> « *j'ai entendu parler de la démarche participative du responsable de CORIKAB. Il m'a dit qu'il y avait des gens qui vont venir travailler sur le barrage pendant trois ans et bien gérer pour ne pas gaspiller l'eau du barrage. J'ai entendu parler de l'atelier du responsable du PIAME mais il ne m'a fait le compte rendu* ». « *J'ai entendu parler de la démarche participative lors du lancement du projet. J'ai retenu que l'étude portera sur beaucoup de volets mais essentiellement sur la santé. J'ai entendu parler de l'atelier des responsables du PIAME avant qu'il ait lieu mais je n'ai plus eu d'information après* ». Les enjeux de la démarche participative sont la prise de conscience de la population, la réhabilitation du barrage et l'aide aux populations pour une meilleure gestion de l'eau. « *Les enjeux c'est de permettre à la population de prendre conscience de ce qu'elle vit, par exemple l'utilisation des pesticides a une influence sur la qualité de l'eau* ». Les enjeux de la démarche c'est la réhabilitation du barrage, d'aider la population à mieux produire afin que cela profite à tout le monde parce que le barrage a beaucoup de potentialités » selon K.S.<sup>158</sup> et N.L.<sup>159</sup>. Les étapes et les outils de la démarche participative sont connus par certains membres du PIAME et d'autres ne connaissent pas soit les outils et les étapes de la démarche ou ont des savoirs sur l'un des deux (sur les étapes ou sur les outils). Selon N.A.<sup>160</sup> « *je ne connais pas les étapes. L'outil que j'ai observé est la bouée* ». « *Les étapes de la démarche sont les visites, les installations au niveau du barrage, les enquêtes. Les outils observés sont le poteau avec une clé, des tuyaux au niveau du barrage et de la plaine* » renchérit K.S.<sup>161</sup>. Les membres du groupement PIAME ont des connaissances sur la démarche participative, ses enjeux, ses étapes, et ses outils, ils (les membres du PIAME) ont également des savoirs sur l'atelier.

Au niveau du groupement AKAWERI, sur les cinq pêcheurs enquêtés, un seul mentionne qu'il n'a jamais entendu parler de la démarche participative. Les quatre autres pêcheurs de notre échantillon ont une idée sur la démarche participative et l'atelier. Les pêcheurs ont reçu l'information soit des autorités locales, ou des responsables du groupement ou encore de leurs amis. O.I.<sup>162</sup> et N.O soulignent « *je n'ai jamais entendu parler de la démarche participative. J'ai entendu parler de l'atelier d'un ami mais je ne lui ai pas demandé de quoi il s'agissait* ». « *J'ai entendu parler de la démarche participative d'un chercheur camerounais qui était de passage à Boura ici. Il m'a dit que c'était pour faire des travaux sur le barrage. J'ai entendu parler de l'atelier du président d'AKAWERI mais il ne m'a pas fait le compte rendu donc je n'ai pas de connaissances sur l'atelier* ». La majorité des pêcheurs enquêtés ont des connaissances sur la démarche participative et l'atelier mais n'ont pas d'idées sur les enjeux de la démarche participative. Parmi les pêcheurs de notre échantillon, un seul a pu se prononcer sur les enjeux de la démarche. Les quatre autres pêcheurs enquêtés soutiennent qu'ils n'ont pas d'idées sur les enjeux de la démarche participative. « *Les enjeux de la démarche participative c'est d'aider la population à identifier les impacts du barrage sur leur santé et les problèmes du barrage* » affirme N.O.<sup>163</sup>. Les membres d'AKAWERI enquêtés

---

<sup>156</sup> Kalawoulé Samuel, Op cit

<sup>157</sup> Nikiéma Lacina, Op cit

<sup>158</sup> Kalawoulé Samuel, Op cit

<sup>159</sup> Nikiéma Lacina, Op cit

<sup>160</sup> Nadié Affissatou, Op cit

<sup>161</sup> Kalawoulé Samuel, Op cit

<sup>162</sup> Ouédraoga Issaka, membre d'AKAWERI, non participant, enquêté le 28/06/12 en moré, enregistré, contact 75190130

<sup>163</sup> Navé Ousmane, Op cit

n'ont aucune connaissance sur les étapes de la démarche participative mais ont tous une idée sur les outils et supports mobilisés dans le cadre de la démarche participative. Pour étayer cela T.Z.<sup>164</sup> déclare « *Je ne connais pas les étapes de la démarche. Les outils que j'ai observés sont la bouée, le bornage du barrage* ». Z.M.<sup>165</sup> ajoute « *je ne connais pas les étapes de la démarche. L'outil que j'ai observé est la bouée* ». Les membres du groupement AKAWERI à l'instar des autres usagers, des membres de Tom Ossi Ti et du PIAME ont des connaissances sur la démarche participative. En revanche, les étapes de la démarche sont méconnues des pêcheurs et les enjeux de la démarche sont connus que d'un seul pêcheur parmi nos enquêtés.

Les membres du groupement CORIKAB ont presque tous des connaissances sur la démarche participative dans la mesure où sur les cinq membres de notre échantillon, il n'y a qu'un seul membre qui soutient qu'il n'a pas de connaissances sur la démarche participative ni sur l'atelier. Cependant, deux producteurs de CORIKAB ont des connaissances sur les enjeux de la démarche participative parmi les cinq producteurs interviewés. Selon B.S.<sup>166</sup> « *j'ai entendu parler de la démarche participative du secrétaire du groupement CORIKAB, il m'a seulement dit qu'il y a un groupe de recherche qui travaille sur la gestion de l'eau. J'ai entendu parler de l'atelier de l'ex président de CORIKAB, il m'a dit qu'on va apporter une nouvelle variété de riz à la population. Les enjeux de la démarche est d'identifier les problèmes liés à la gestion du barrage et d'améliorer les activités pour un développement économique de Boura* ». Pour K.A.<sup>167</sup> « *j'ai entendu parler de la démarche participative du responsable de CORIKAB. Il m'a dit qu'il y a une recherche sur la gestion de l'eau donc il faut que tout le monde s'implique pour qu'on puisse aboutir aux objectifs fixés. Je n'ai pas encore entendu parler de l'atelier* ». Certains membres de CORIKAB ont des connaissances sur les étapes et les outils de la démarche participative et d'autres n'en ont aucune idée soit sur les étapes et les outils ou sur l'un des deux. « *Je ne connais pas les étapes. Les outils observés sont les échelles* ». « *Je ne connais pas les étapes de même que les outils* » mentionnent B.O.<sup>168</sup> et K.A.<sup>169</sup>. La plupart des membres du groupement CORIKAB de notre échantillon est informée de la démarche participative, mais quelques uns ont une idée sur l'atelier, les enjeux et les étapes de la démarche participative.

Toutes les femmes du groupement BAYERGA enquêtées ont des connaissances sur la démarche participative. Mais certaines femmes ont une idée de l'atelier et d'autres n'en ont pas encore entendu parler. Selon N.A.<sup>170</sup> et D.T.<sup>171</sup> « *j'ai entendu parler de la démarche participative de mon époux (il est le président de CORIKAB), il m'a dit qu'il y a des gens qui travaillent sur la gestion du barrage mais il ne m'a pas donné de détails. C'est toujours de mon époux que j'ai entendu parler de l'atelier. Il a seulement dit qu'il a été à une rencontre qui portait sur les résultats des travaux sur la gestion de l'eau du barrage* ». « *J'ai entendu parler de la démarche participative de la responsable du groupement BAYERGA. La responsable m'a dit qu'il y a une recherche qui va aider la population à mieux gérer le barrage. Je n'ai pas entendu parler de l'atelier* ». Les femmes de BAYERGA interviewées ont certes des connaissances sur la démarche participative mais elles n'ont aucune idée sur les étapes de la démarche participative. Quant aux savoirs des femmes de BAYERGA sur les outils de la démarche participative, certaines femmes ont des connaissances et d'autres n'en ont pas. « *Je ne connais pas les étapes de la démarche participative. Je n'ai observé aucun*

---

<sup>164</sup>Tarbagdo Zakaria, Op cit

<sup>165</sup>Zalvé Martin, Op cit

<sup>166</sup>Bassavé Soulemane, Op cit

<sup>167</sup>Basia Abiba, membre de CORIKAB, enquêtée le 25/06/12, en moré, enregistré, contact 75 03 79 67

<sup>168</sup>Bassavé Ourikiatou, Op cit

<sup>169</sup>Basia Abiba, Op cit

<sup>170</sup>Nadié Awa, Op cit

<sup>171</sup>Djafiama Talata, Op cit

outil ». « *Je ne connais pas les étapes de la démarche participative. L'outil observé est un poteau au niveau du déversoir* », soulignent N.A<sup>172</sup> et D.T<sup>173</sup>. Les femmes de BAYERGA ont des notions sur la démarche participative et l'atelier d'une manière générale mais les femmes n'ont pas de connaissances sur les étapes de la démarche.

Parmi les pasteurs de DJAMNATI de notre échantillon, certains n'ont pas une idée sur la démarche participative de même que sur l'atelier et d'autres membres enquêtés en ont des connaissances. Les membres de DJAMNATI qui ont des connaissances sur la démarche participative n'ont aucune idée sur les étapes de la démarche participative « *j'ai entendu parler de la démarche participative des gens, ils ont dit qu'il y a des étrangers qui travaillent sur la gestion du barrage. J'ai entendu parler de l'atelier du secrétaire du groupement Djamnati, mais il ne m'a pas donné des explications. Je ne connais pas les enjeux de la démarche. Je ne connais pas les étapes de la démarche. Les outils que j'ai observés sont les échelles, la bouée* ». « *J'ai entendu parler de la démarche participative des autorités de Boura (le chef et le maire). Ils m'ont dit qu'il y a une recherche sur la gestion du barrage. J'ai entendu parler de l'atelier des gens de Boura, qui ont dit qu'il y a une équipe qui va travailler dans la localité sur la gestion de l'eau du barrage. Les enjeux de la démarche c'est de mieux organiser les utilisateurs à bien gérer le barrage. Je ne connais pas les étapes de la démarche. Je n'ai pas encore observé d'outils parce que je n'ai jamais fait attention donc je ne peux pas me prononcer* », déclarent B.B<sup>174</sup> et B.A<sup>175</sup>. Tous les membres du groupement DJAMNATI n'ont pas reçu l'information sur la démarche participative et l'atelier.

Selon les acteurs administratifs, politiques et coutumiers les enjeux de la démarche participative résident en une organisation des usagers de l'eau et à leur prise de conscience sur les dangers du barrage. Les autorités locales pensent que la démarche participative aidera la population de Boura à mieux gérer l'eau du barrage. En ce sens, S.Y<sup>176</sup> et B.O<sup>177</sup> notent « *les enjeux de la démarche participative c'est de permettre à tout le monde, tous les utilisateurs de l'eau du barrage de découvrir les dangers que le court le barrage. Il y aura aussi la promotion de la paix sociale parce que s'il y a des rencontres d'information entre les acteurs, cela va résoudre beaucoup de problèmes* ». « *Les enjeux de la démarche participative c'est d'améliorer le bien être de la population. Une meilleure organisation permettra une préservation du poisson, l'augmentation de la production* ». A travers l'implication de tous les usagers de l'eau du barrage, la démarche participative parviendrait à une bonne gestion de l'eau. Pour ce faire, il faudrait travailler à pérenniser les acquis de la recherche. En vue de parvenir à une durabilité des résultats de la démarche participative, certaines autorités locales interviewées mentionnent qu'il faut mettre en place un règlement de gestion de l'eau par les usagers du barrage, d'autres pensent plutôt qu'il faut organiser les acteurs autour du barrage. Pour T.S<sup>178</sup> et pour le chef de Boura<sup>179</sup> « *la méthode à mettre en place pour assurer une certaine durabilité des résultats atteints par la démarche est la responsabilisation des acteurs, leur auto-prise en charge* ». « *La procédure à mettre en œuvre pour assurer une certaine durabilité des résultats atteints par la recherche est l'organisation des populations pour mieux gérer le barrage, l'élaboration d'un guide pour que les autorités locales puissent mettre en place une gestion rationnelle du barrage* ». Du moment où les autorités locales sont impliquées dans la démarche participative, elles pourraient s'impliquer dans l'organisation

---

<sup>172</sup>Navé Amina, Op cit

<sup>173</sup>Djafiama Talata, Op cit

<sup>174</sup>Boly Boureima, Op cit

<sup>175</sup>Boly Abdoulaye, Op cit

<sup>176</sup>Savadoga Yembi, Op cit

<sup>177</sup>Bazié Olivier, Op cit

<sup>178</sup>Taïta Salifou, préfet de Boura, enquêté le 3/06/12, en français, enregistré, contact 70 27 74 70

<sup>179</sup>Chef de Boura, Op cit

des acteurs locaux afin de mieux gérer l'eau du barrage. Parlant des objets intermédiaires qui constituent un moyen de communication pour les chercheurs, les acteurs administratifs et coutumiers enquêtés trouvent que les posters et les projections sont plus importants dans la transmission de message. A ce propos N.O, stipule *« les objets intermédiaires les plus importants pour moi sont les vidéos projecteurs parce que les gens voient eux-mêmes les images et comprennent mieux que les explications en français et les paroles »*. T.S ajoute ceci *« je pense qu'il ne s'agit pas d'une question d'importance mais de facilitation, d'accès à l'information. Je trouve que les projections sont plus importantes parce que les gens sont plus imprégnés »*. Les projections et les posters sont les objets intermédiaires qui facilitent la compréhension des populations selon les acteurs administratifs et coutumiers de Boura. La restitution de l'atelier à été faite par toutes les autorités coutumières de notre échantillon. Cependant, certains se demandent si la restitution a été faite par les autres participants (les représentants de groupements) ou pas. Pour B.O<sup>180</sup> et T.S<sup>181</sup> *« j'ai parlé de l'atelier à mes collègues. Je leur ai dit que l'atelier a porté sur les résultats de la recherche, les difficultés que les acteurs rencontrent dans leurs activités. Je ne suis pas trop sûre par rapport à la restitution de l'atelier parce que le plus souvent les gens prennent les informations et pensent que c'est pour eux seuls »*. *« J'ai parlé de l'atelier à certaines personnes de la population qui m'ont approché pour comprendre ce qui s'était passé à l'atelier. Je leur dis que les chercheurs étaient venus donner les résultats de leurs travaux sur la gestion du barrage. Je pense que les autres acteurs sont suffisamment informés de la démarche mais cela reste à vérifier »*. Les acteurs administratifs, politiques et coutumiers pensent que la démarche participative organisera mieux les usagers de l'eau du barrage et leurs conscientisera par rapport à la gestion du barrage. Les autorités locales trouvent aussi que parmi les objets intermédiaires utilisés par les chercheurs, les plus importants sont les posters et les projections. Pour parvenir à une durabilité des résultats de la recherche, les autorités locales proposent une organisation de la population en vue de mieux gérer le barrage. Enfin, les autorités locales de Boura ont toutes restitué l'atelier aux agriculteurs, aux collègues de service de certains agents administratifs.

En fait, il s'agit du chef, du premier adjoint au maire, du préfet, du forestier et du major du centre de santé et de promotion sociale qui n'ont confié qu'ils ont parlé de l'atelier à ces catégories de personnes. Mais nous ne savons pas à quelle occasion cela a été fait sauf le chef qui nous a dit qu'il a parlé de l'atelier aux personnes qui l'ont approché pour avoir des informations sur la rencontre qui s'est tenu à l'atelier. Mais pour ce qui est des groupements, il n'y pas eu un cadre de restitution. Par exemple une assemblée générale au cours de la quelle, les représentants ont fait un compte rendu ou évoquer la tenue de l'atelier à Boura même si cela n'était pas à l'ordre du jour. Les représentants de groupements ont certes parlé de l'atelier au reste de la population mais nous ignorons à quelle occasion.

---

<sup>180</sup>Bazié Olivier, Op cit

<sup>181</sup>Taïta Salifou, Op cit

### III- ANALYSE CRITIQUE

Au regard des résultats que nous avons obtenus sur l'état des lieux des connaissances en liaison avec le fonctionnement et la gestion des réservoirs de Binaba et de Boura, nous pouvons retenir que les apports économiques des réservoirs permettent non seulement aux usagers de prendre en charge leurs dépenses familiales, d'acheter des objets de « luxe » (téléphones portables, vélos, motos, etc.), mais aussi de contribuer financièrement ou en nature aux événements sociaux heureux comme malheureux.

Les savoirs techniques des populations en rapport avec le fonctionnement et la gestion des réservoirs à Binaba et à Boura se rattachent soit à des savoirs locaux (les apprentissages, les savoir-faire locaux) ou à des formations reçues dans le domaine de la gestion des réservoirs. De façon générale, nous avons remarqué qu'il y a une insuffisance de formation des usagers des réservoirs. Néanmoins, les personnes enquêtées qui n'ont pas eu de formation spécifique dans le cadre de la gestion des réservoirs mais qui ont des connaissances par rapport à leur entretien ou à la gestion de l'eau, relèvent qu'elles ont acquis ces connaissances au fil des années. C'était comme si ces personnes avaient été initiées à l'entretien des ouvrages et à la gestion de l'eau au cours de leur socialisation à travers les pratiques quotidiennes des autres membres de leurs communautés. Par exemple, à travers les travaux communautaires qui rassemblent tout le monde pour l'entretien des réservoirs (désherbage des alentours des réservoirs, lutte contre les macrophytes, réfection des canaux d'irrigation ou de la digue, etc.) ou à travers les apprentissages. C'est le cas de l'aiguadier principal chargé d'ouvrir et de fermer les vannes de Boura, qui nous a confié qu'il n'avait pas reçu de formation dans ce domaine. Il a juste appris avec son prédécesseur comment ouvrir, fermer et entretenir les vannes. Par ailleurs, les enquêtées qui ont bénéficié de formations techniques en rapport avec la gestion des réservoirs et de l'eau, rattachent leurs savoirs aux formateurs (les encadreurs agricoles, les forestiers, l'ODE, etc.). Il faut aussi noter que les activités menées directement avec les types d'acteurs permettent d'ancrer les savoirs sur la démarche participative dans le concret et sont donc complémentaires des activités au sein des ateliers.

Ces résultats nous ont également permis de comprendre comment l'information sur la démarche participative a été véhiculée à sur les sites d'étude. A Binaba, certains participants à l'atelier ont pris le soin d'en parler à leurs proches, amis, connaissances ou membres d'association ou groupement absents à l'atelier. Le chef et le technicien agricole ont également restitué l'atelier aux non participants. Mais, il faut noter que le technicien agricole a joué un rôle important dans la diffusion de l'information sur la démarche participative que ça soit avant le projet comme après l'atelier de restitution. La majorité des enquêtés non participants qui ont des connaissances sur la démarche participative, soutiennent qu'ils ont reçu l'information du technicien agricole soit avant même le démarrage du projet ou après l'atelier de restitution en vue de les amener à mieux s'impliquer à la gestion du barrage.

<b>Personne ayant donné l'information</b>	<b>sur la démarche participative</b>	<b>sur l'atelier</b>	<b>Participation à l'atelier</b>	<b>Personne ayant reçu ou pas l'information</b>	<b>Participation à l'atelier</b>
Agriculteur	Oui	Oui	Oui	agriculteur	Oui
Le technicien	Oui	Oui	Oui	Autre usager	Oui
Son frère	Oui	Non	Non	Autre usager	Oui
Le technicien	Oui	Oui	Oui	Autre usager	Oui
Le responsable de Dam II et ses frères agriculteurs	Oui (le responsable)	Oui (ses frères agriculteurs)	Oui	groupement féminin	Oui
Les membres de BWUA	Oui	Non	Non précis	groupement féminin	Oui
Eleveur	Non	Non	Oui	néant	Néant
Le technicien	Oui	Oui	Oui	éleveur	Non
Le technicien et son fils	Oui (le technicien)	Oui (son fils)	Oui	éleveur	Non
Eleveur	Oui	Oui	Oui	Membres et non membres de l'association	Oui
Eleveur	Non	Non	Oui	néant	Néant
Pêcheur	Oui	Oui	Oui	Deux personnes	Oui
Responsable des pêcheurs	Oui	Oui	oui	Un jeune pêcheur	Oui
Pêcheur	Oui	Oui	Oui	Membres et non membres	Oui
Pêcheur	Oui	Oui	Oui	Aux membres non participants	Oui
Pêcheur	Oui	Oui	Oui	Membres et non membres	Oui
La population	Oui	Non	Non précis	néant	Néant
Une femme de Dam II	Oui	Oui	Oui	Autre usager	Oui
La responsable du groupement féminin	Oui	Oui	Oui	Agriculteurs, aux femmes membres du	Oui
Personne	Néant	Néant	Néant	Autre usager	Oui
Un agriculteur	Oui	Oui	Oui	agriculteur	Oui
Le technicien	Oui	Non	Oui	agriculteur	Oui
Les membres	Oui	oui	Oui	agriculteur	Oui

participants					
Un agriculteur	Oui	Oui	Oui	Sa famille, les membres non participants, connaissances	Oui
Dolotière	Oui	Oui	Oui	Ses clients, sa famille et connaissances	Oui
Dolotière	Oui	Oui	Oui	Ses clients	Oui
Dolotière	Oui	Oui	Oui	Autres membres et connaissances	Oui
Dolotière	Oui	Oui	Oui	Sa famille, les membres non participants et connaissances	Oui
Mr Paboum, les participants à l'atelier	Oui	Oui	Non	néant	Néant
Personne	Néant	Néant	Néant	Membre du groupement féminin	Oui

**Tableau 3** : récapitulatif de la restitution de la démarche participative et de l'atelier à Binaba

Nous pouvons noter qu'à Boura la circulation de l'information sur la démarche participative n'est pas effective comme à Binaba en ce sens que nous avons remarqué qu'il y a beaucoup de gens (les enquêtés) qui n'ont pas assez d'informations sur la démarche participative par rapport à Binaba. Sur les 39 personnes enquêtées à Boura, en dehors des 6 participants à l'atelier, 10 personnes soutiennent qu'elles n'ont aucune idée sur la démarche participative. Parmi les 23 autres, 14 soulignent qu'elles n'ont pas de connaissances sur les enjeux, les étapes, le but, les outils, etc. , de la démarche participative. Par fini, à Boura seulement 9 non participants ont des connaissances sur ces aspects de la démarche participative. En fait ces personnes notent qu'elles ont entendu parler de la démarche mais elles ne savent pas de quoi il s'agit exactement. Elles ont donc du mal à se prononcer sur les enjeux ou but, ou encore les étapes, outils, leurs attentes, les autres personnes impliquées dans la démarche participative. C'est pour cela que nous avons noté qu'il y a beaucoup de nos enquêtés qui n'ont pas de connaissances sur la démarche à Boura. Peut il faudrait reformuler en disant qu'il ya beaucoup de nos enquêtés qui n'ont pas assez d'informations sur la démarche participative par rapport aux enquêtés de Binaba. Les personnes qui ont des connaissances sur la démarche participative, ont eu l'information pendant le lancement du projet ou avec les responsables de groupements ou encore avec leur entourage.

Mais d'une manière générale à Binaba comme à Boura il y a une pluralité de points de vue des populations sur les enjeux et les objectifs de la démarche participative. Est-ce le fait des chercheurs (dans l'émission du message) ou des acteurs locaux (en termes de réception de l'information)?

En plus, il faut souligner que les chercheurs n'ont pas donné mandat aux participants représentants de groupements aux ateliers de faire la restitution aux autres afin de mieux

imprégner le reste de la population sur le projet d'une manière générale et sur la démarche participative d'une manière spécifique. C'est peut être ce qui explique le fait que les ateliers n'ont pas été restitués dans aucun groupement ou association. Nous pensons que si les participants ont été mandatés de faire la restitution au reste de la population, l'information sur le projet et la démarche serait plus diffusée. A Boura, par exemple certains membres de groupement nous ont confié que leur responsable les a approchés pour l'entretien sur un projet dans le village mais, ils ne savent pas de quoi il s'agissait. C'est juste notre point de vue.



## CONCLUSION

De ce qui précède, l'étude nous a permis d'avoir des données sur les connaissances techniques, sociales, économiques, politiques et sur la démarche participative des usagers des réservoirs de Binaba et de Boura et des autorités coutumières, administratives et politiques de ces localités.

Nous pouvons retenir que les membres d'associations ou de groupements n'ont pas suffisamment de connaissances techniques en rapport avec la gestion et le fonctionnement des réservoirs dans la mesure où il n'y a que quelques uns qui ont déjà reçu une formation dans le domaine de la gestion de l'eau, des canaux d'irrigation, de l'entretien des infrastructures (digues, déversoirs, les vannes...). Les autres usagers ont acquis des savoirs techniques spécifiquement dans leurs activités à travers l'apprentissage (la pépinière, le planage, le repiquage, l'usage d'engrais, d'herbicide, l'irrigation, (la gestion des vannes (à Boura)). Pourtant la formation technique revêt un intérêt capital pour les usagers en vue de mieux mener leurs activités et de gérer les réservoirs.

En outre, les associations et groupements autour des réservoirs permettent à leurs membres de s'entraider mutuellement dans le cadre de leurs activités voire dans les problèmes sociaux, de fraterniser, de mener des activités collectives etc. Les groupements et associations autour des réservoirs ont également permis aux membres et au reste de la population d'améliorer leurs conditions de vie à travers les revenus de leurs activités. Les groupements et associations entretiennent de bonnes relations d'une manière générale avec les autorités coutumières et administratives. Cependant, certains membres d'associations ou de groupements rencontrent parfois des difficultés avec ces autorités par rapport à la gestion du réservoir ou le traitement des problèmes dus à la divagation des animaux.

Par ailleurs, les populations ont des connaissances sur la démarche participative mais cette connaissance demeure insuffisante. Nous pouvons souligner que toute la population n'a pas été associée à la conception du projet, à l'identification des objectifs, des moyens à mettre en œuvre pour leur atteinte. Les populations ont été juste impliquées (en dehors des autorités locales et les représentants des groupements qui ont été associés au lancement du projet) dans la démarche pour les enquêtes. A Binaba, le technicien agricole et certains participants ont fait la restitution au reste de la population. Ce qui explique le fait que presque toute la population ait des connaissances sur la démarche participative. Mais à Boura, non seulement la restitution n'a pas été faite dans les groupements mais aussi les populations ne sont pas « curieuses ». Il faudrait que le projet revoie pour les fois à venir comment impliquer les populations, comment les amener à se sentir impliquer dans la démarche participative. Faudrait-il que les porteurs de la démarche donnent explicitement comme rôle aux participants des ateliers de diffuser les résultats ou la circulation de l'information doit continuée de se faire sans autre forme de stratégie volontaire de dissémination?

## Références Bibliographiques

CECCI Philippe (2011), *Summary of process\_Binaba*, 2p

CECCI Philippe (2011), *Summary of process\_Boura*, 2p

DIALLA Basga Emile (2002), La sécurité foncière sur les périmètres irrigués du Burkina Faso : le cas de la vallée du Sourou in *Afrique et Développement*, Vol. XXVII, Nos, 1&2, 2002, pp.62-83. Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2002 (ISSN.0850-3907)

DIARRA A, KARAMBIRI H, FOWE TAZEN, BARBIER B, SOME Y. S. C., IBRAHIM B, YACOUBA (2011), *Hydrological Characterization of the sites of Boura (Burkina Faso) and Binaba II (Ghana)*, 30p

<http://volta.waterandfood.org/>

## Table des matières

Introduction et contexte de l'étude.....	1
I-Présentation de la zone d'étude .....	3
II- Problématique.....	4
III-Méthodologie .....	5
III-1. La population cible.....	4
III-2. L'échantillon .....	4
III-3. Les outils de production de données .....	5
III-3-1. La recherche documentaire .....	5
III-3-2. L'entretien.....	5
III-3-3. L'observation .....	6
III-3-4. La stratégie d'analyse .....	6
III-3-5. Les difficultés rencontrées .....	7
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULATS.....	8
I-Etat des savoirs en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage à Binaba .....	8
I.1- Savoirs techniques .....	8
I-2. Savoirs sociaux .....	10
I-3. Les savoirs économiques .....	19
I-4. Les savoirs politiques.....	23
II - Etat des savoirs en liaison avec le fonctionnement et la gestion du barrage de Boura .....	31
II-1. Savoirs techniques .....	31
II-2. Savoirs sociaux .....	36
II-3. Les savoirs économiques .....	40
II-4. Les savoirs politiques .....	44
II-5. Les savoirs sur la démarche participative.....	47
III- ANALYSE CRITIQUE .....	47
CONCLUSION .....	56
Références Bibliographiques.....	58
ANNEXE.....	53

## **ANNEXE**

## **Guide d'entretien semi directif V3**

**État des lieux des connaissances des savoirs et savoir-faire sur le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs à Binaba (Ghana) et Boura (Burkina Faso).**

**Type d'acteurs : Participants :** acteurs locaux, gestionnaires et chercheurs participants aux ateliers

**Objectif de l'intervention :** Faire l'état des lieux des savoirs et savoir-faire (types de transmission et d'apprentissage) permettant de caractériser la situation de départ de la pluralité des savoirs avant la mise en œuvre de la démarche participative.

### **I / Savoirs techniques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Types de formations techniques reçues (domaines, formateur, nombre, durée, source de financement)
- Modes d'acquisition des connaissances (apprentissage individuel et collectif)
- Degré d'appropriation (habileté, rapport à l'outil technique, déploiement des connaissances et techniques acquises) (Il faut garder à l'esprit que l' « outil » a plusieurs facettes : l'infrastructure hydraulique, le mode d'irrigation)

### **II / Savoirs sociaux en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Apports sociaux de l'organisation à ses membres,
- Circulation de l'information au sein de l'organisation,
- Mobilisation sociale des membres (taux de mobilisation)
- Contrainte de participation à la vie de l'organisation
- Rapports sociaux des membres de l'organisation avec le reste de la population
- Menaces sociales sur la vie de l'organisation

### **III/ Savoirs économiques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Type d'organisation pour la gestion des petits réservoirs
- Type de gestion
- Type de production
- Moyens de production
- Types de biens produits,
- Types d'usage des biens produits (autoconsommation, commercialisation)
- Contraintes de production
- Ecoulement de la production (fixation des prix, type de clients, fréquence des achats, quantité moyenne par achat, prix unitaire, mode de paiement, bénéfice dégagé, répartition du bénéfice dégagé...)
- Contraintes d'écoulement de la production
- Retombées économiques de l'organisation à ses membres
- Mobilisation financière (cotisation, droit d'adhésion, contribution des PTF et ONG)

### **IV/ Savoirs politiques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Décrire le paysage institutionnel (des organisations autour de l'eau)

- Identification de l'organisation,
- Niveau d'intégration institutionnelle des membres dans l'organisation (fonctionnement de l'organisation, gouvernance de l'organisation, mode d'adhésion, conflits, gestion des conflits)
- Degré d'intégration technique (niveau d'éducation, formation reçues)
- Gestion administrative, comptable et financière de l'organisation (qualité de la structure de gestion – compte, contrôle procédures de dépenses les outils de gestion)
- Performance de l'organisation (mobilisation financière, autofinancement)
- L'organisation et son environnement (relation avec les autres habitants, relation avec les autorités coutumières, relations avec les autorités administratives et politiques, relation avec des partenaires au développement (PTF, ONG), les menaces (internes et externes) qui pèsent sur la vie de l'organisation).

#### **V/ Savoirs sur la démarche participative**

- Enjeux de la démarche, de leur implication
- But de la démarche (à distinguer démarche et projet)
- Attentes vis-à-vis de la démarche
- Connaissances des étapes de la démarche participative,
- Connaissance des autres participants à la démarche
- Connaissances des outils et supports mobilisés ou développés au cours de la démarche.
- **A qui avez-vous parlé de la démarche participative, de l'atelier**
- **Que lui avez-vous dit ?**

## **Guide d'entretien semi directif V3**

### **État des lieux des connaissances des savoirs et savoir-faire sur le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs à Binaba (Ghana) et Boura (Burkina Faso).**

#### **Types d'acteurs : Les chercheurs du projet**

##### **I°/ Identification des savoirs techniques, sociaux, économiques et politiques**

- Types de savoirs sur le système de gestion des petits réservoirs dans les sites d'étude
- Origine de ces savoirs

##### **II°/ Savoirs sur la démarche participative du V3**

- Enjeux de la démarche
- Positionnement de la démarche par rapport à l'ensemble du projet V3
- Personnes à impliquer dans la démarche (qualité et sélection des participants), pourquoi (quel but recherché) et comment (procédure pour les impliquer) ; combien de participants et pourquoi ce nombre ?
- Durabilité des résultats de la démarche : quelle procédure adoptée pour cela ?
- Quid de la question du genre et de la prise en charge des jeux de pouvoirs entre les différents groupes sociaux (jeunes, femmes, marginaux, personnes âgées, etc) : intérêt de prendre cela en compte dans le développement de la démarche.
- Objets intermédiaires considérer comme important pour rendre compte des savoirs et de leur évolution.
- A qui avez-vous parlé de la démarche participative et de l'atelier ?
- Que lui avez-vous dit ?

## **Guide d'entretien semi directif V3**

### **État des lieux des connaissances des savoirs et savoir-faire sur le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs à Binaba (Ghana) et Boura (Burkina Faso).**

#### **Types d'acteurs : Non participants membres d'une organisation représentée à l'atelier**

**Objectif de l'intervention :** Faire l'état des lieux des savoirs et savoir-faire (types de transmission et d'apprentissage) permettant de caractériser la situation de départ de la pluralité des savoirs avant la mise en œuvre de la démarche participative.

**I / Identification de l'enquêté et de l'organisation** (Nom, Prénom, statut dans l'organisation, nom de l'organisation, signification, date de création, nombre de membre, type d'organisation)

#### **II / Savoirs techniques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Quelles connaissances techniques ?
  - Types de formations techniques reçues (domaines, formateur, nombre, durée, source de financement)
  - Modes d'acquisition des connaissances (apprentissage individuel et collectif)
  - Degré d'appropriation (habileté, rapport à l'outil technique, déploiement des connaissances et techniques acquises) (Il faut garder à l'esprit que l'« outil » a plusieurs facettes : l'infrastructure hydraulique, le mode d'irrigation)
- Différence de connaissances techniques des membres de l'organisation par rapport au reste de la population

#### **III / Savoirs sociaux et économiques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Apports sociaux de l'organisation à ses membres
- Apports sociaux de l'organisation au reste de la population
- Mobilisation sociale des membres (taux de mobilisation)
- Rapports sociaux entre la population et les membres de l'organisation
- Menaces internes et externes (sociales, économiques et politiques) sur la vie de l'organisation
- Types d'organisations pour la gestion des petits réservoirs (groupement, association, réelle ou fictive)
- Type de gestion (formelle ou informelle)
- Type de production (rotation ou monoculture)
- Moyens de production (collectifs ou individuels)
- Types de biens produits,
- Contraintes de production
- Ecoulement de la production (fixation des prix, type de clients, fréquence des ventes, quantité moyenne par vente, prix unitaire, mode de paiement, bénéfice dégagé, répartition du bénéfice dégagé...)
- Retombées économiques de l'organisation à ses membres
- Retombées économiques de l'organisation pour le reste de la population



#### **IV/ Savoirs politiques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Décrire le paysage institutionnel (tous ceux qui interviennent dans la gestion directe du barrage)
- Connaissances sur le fonctionnement de l'organisation, la gouvernance de l'organisation, mode d'adhésion, les conflits, la gestion des conflits
- Connaissances sur le niveau d'éducation et des formations reçues par les membres de l'organisation
- Connaissances sur la performance de l'organisation (mobilisation financière, autofinancement)
- Connaissances sur l'organisation et son environnement (relation avec les autorités coutumières, relations avec les autorités administratives et politiques, relation avec des partenaires au développement (PTF, ONG), les menaces qui pèsent sur la vie de l'organisation).
- Vision personnelle sur l'organisation
- L'organisation comme source d'inspiration et référence de développement pour le reste de la population

#### **V/ Savoirs sur la démarche participative**

- De qui avez-vous entendu parler de la démarche participative, de l'atelier
- Que vous a-t-il dit ?
- Enjeux de la démarche, de leur implication
- But de la démarche (à distinguer démarche et projet)
- Attentes vis-à-vis de la démarche
- Connaissances des étapes de la démarche participative,
- Connaissance des autres participants à la démarche
- Connaissances des outils et supports mobilisés ou développés au cours de la démarche.

## **Type d'acteurs : Autres usagers des réservoirs**

**Objectif de l'intervention :** Faire l'état des lieux des savoirs et savoir-faire (types de transmission et d'apprentissage) permettant de caractériser la situation de départ de la pluralité des savoirs avant la mise en œuvre de la démarche participative.

### **I / Identification de l'enquête (Nom, Prénom,)**

### **II / Type d'usages (énumération)**

### **III / Savoirs techniques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Quelles connaissances techniques
- Quelles connaissances sur les connaissances des autres personnes appartenant à des organisations

### **IV / Savoirs sociaux et économiques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Apports sociaux de l'organisation à ses membres
- Apports sociaux de l'organisation au reste de la population
- Rapports sociaux entre la population et les membres de l'organisation
- Menaces internes et externes (sociales, économiques et politiques) sur la vie de l'organisation
- Retombées économiques de l'organisation à ses membres
- Retombées économiques de l'organisation pour le reste de la population

### **V/ Savoirs politiques en liaison avec le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs**

- Décrire le paysage institutionnel (tous ceux qui interviennent dans la gestion directe du barrage)
- Connaissances sur l'organisation et son environnement (relation avec les autorités coutumières, relations avec les autorités administratives et politiques, relation avec des partenaires au développement (PTF, ONG), les menaces qui pèsent sur la vie de l'organisation).
- Vision personnelle sur les organisations
- L'organisation comme source d'inspiration et référence de développement pour le reste de la population

### **VI/ Savoirs sur la démarche participative**

- De qui avez-vous entendu parler de la démarche participative, de l'atelier
- Que vous a-t-il dit ?
- Enjeux de la démarche, de leur implication
- But de la démarche (à distinguer démarche et projet)
- Attentes vis-à-vis de la démarche
- Connaissances des étapes de la démarche participative,
- Connaissance des autres participants à la démarche
- Connaissances des outils et supports mobilisés ou développés au cours de la démarche.

## **Type d'acteurs : acteurs administratifs**

**Objectif de l'intervention :** Faire l'état des lieux des savoirs et savoir-faire (types de transmission et d'apprentissage) permettant de caractériser la situation de départ de la pluralité des savoirs avant la mise en œuvre de la démarche participative.

### **Identification de l'enquêté (Nom, Prénom, service)**

#### **I°/ Connaissances personnelles sur le projet et ses acteurs**

- Objectifs du projet
- Opinion personnelle sur le projet
- Opinion personnelle sur la gestion du point d'eau par les acteurs locaux
- Besoins spécifiques des acteurs locaux quant à la gestion des petits réservoirs

#### **II°/ Identification des savoirs techniques, sociaux, économiques et politiques**

- Quels sont les types de savoirs liés au système de gestion des petits réservoirs que vous avez observés ou recensés auprès des usagers à Binaba ou à Boura.
- Selon vous quelle est l'origine de ces savoirs ? (reprendre un à un les savoirs énumérés)
- Quelles connaissances personnelles avez-vous des savoirs liés au système de gestion des petits réservoirs par les usagers ?

#### **III°/ Savoirs sur la démarche participative du V3**

- Selon vous quels sont les enjeux majeurs de la démarche participative par rapport à l'ensemble du projet
- Quel est le positionnement réel de la démarche par rapport à l'ensemble du projet V3
- Selon quelles sont les personnes à impliquer dans la démarche ? Donnez leur qualité ? Pourquoi ces personnes et pas d'autres ? Comment allez-vous les impliquer ? et suivant quelle procédure ? Combien de participants souhaitez-vous ? Et pourquoi ce nombre ?
- Quid de la question du genre et de la prise en charge des jeux de pouvoirs entre les différents groupes sociaux ? Y a-t-il selon vous un intérêt quelconque à prendre cela en compte dans la démarche ?
- Selon vous quelle méthode ou quelle procédure faut-il mettre en place pour assurer une certaine durabilité des résultats atteints par la démarche ?
- Selon vous parmi les objets intermédiaires qui circulent entre les chercheurs, quels sont les plus importants à prendre en compte pour rendre compte des savoirs et de leur évolution ?
- Quelle est votre vision personnelle de la démarche participative ?
- Que pensez-vous de la participation des différents acteurs à l'atelier ? (Mobilisation des acteurs, les interactions au cours de l'atelier).
- A qui avez-vous de parlez de l'atelier ?
- Que lui avez-vous dit ?
- Pensez-vous que les autres acteurs sont suffisamment informés de la démarche participative et de ses enjeux ? Pourquoi ?

## Guide d'observation participante V3

### État des lieux des connaissances des savoirs et savoir-faire sur le fonctionnement et la gestion des petits réservoirs à Binaba (Ghana) et Boura (Burkina Faso).

- Observer comment les connaissances, les savoirs et savoir-faire techniques sociaux, économique et politiques sont mobilisés pendant les ateliers
- Observer les différentes interactions entre les acteurs lors des ateliers.
- Observer la circulation des objets intermédiaires et des objets frontières entre les acteurs au cours des ateliers

#### Grille d'observation

Dynamique de groupe	Sujets et thèmes abordés (Dynamique des thèmes)
Comportements des membres	
Nature des interactions (équilibré, déséquilibré) : Tous les membres du groupe participent-ils aux échanges ? Certaines personnes prennent-elles l'ascendant sur d'autres ? Certaines personnes se mettent-elles en retrait ? Quel est l'évènement, le déclencheur de l'évolution de l'équilibre des échanges ?	
Evolution des interactions (tâche/émotion)	
Identification des rôles pris par chacun Identifier les phases de routines dans les interactions au cours desquels les rôles de chacun ont été définis et chacun se positionne spontanément.	
Référence ou mobilisation, d'artefacts	
Autonomie du groupe vis-à-vis des référents, vis-à-vis des acteurs (identification de manques)	